Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du [date] entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au Certificat COVID numérique de l'UE et au Covid Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition conjointe du Ministre-Président et de la Ministre de la Santé,
Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président et la Ministre de la Santé sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1er. Le présent décret règle des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du [date] entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au Certificat COVID numérique de l'UE et au Covid Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique.

Namur, le ...

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des Femmes,

Ch. MORREALE

Avant-Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du [date] entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au Certificat COVID numérique de l'UE et au Covid Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique

Exposé des motifs

Malgré la nécessité de limiter la propagation du coronavirus COVID-19, il convient également de tenir compte de la reprise des activités des citoyens telles qu'elles étaient avant la pandémie de COVID-19, y compris la possibilité de voyager au sein de l'Union européenne et d'assister à des événements et activités culturelles et autres. Tous les efforts doivent également être déployés pour promouvoir la reprise économique après la pandémie de COVID-19.

Le Covid Safe Ticket est le résultat de la lecture du Certificat COVID numérique de l'UE via l'application numérique COVIDScan afin d'organiser l'accès à un projet pilote ou à un événement de masse dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Le Covid Safe Ticket permet ainsi une utilisation domestique du Certificat COVID numérique de l'UE.

Les durées de conservation des données personnelles traitées aux fins du Certificat COVID numérique de l'UE, sont strictement limitées à la finalité du Certificat COVID numérique de l'UE ou jusqu'à ce que le Certificat COVID numérique de l'UE ne puisse plus être utilisé pour exercer le droit de mouvement libre, tel que défini par le règlement relatif au Certificat COVID numérique de l'UE.

L'entrée en vigueur anticipée de l'accord de coopération et des répercussions que cela a sur les périodes de conservation et validité, est prise en compte. Les données personnelles traitées via le Covid Safe Ticket sont immédiatement supprimées après le traitement.

Par ailleurs, dans cet accord de coopération, une base juridique est mise en place concernant le traitement des données personnelles nécessaires pour la mise en disposition et la délivrance de certificats inter-opérables de vaccination, test et rétablissement de COVID-19.

Ces certificats inter-opérables de vaccination, test et rétablissement sont utilisés pour la mise en disposition et la délivrance du Certificat COVID numérique de l'UE, afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19.
Faciliter la libre circulation est, après tout, l'une des conditions les plus importantes d'une reprise économique.

Les personnes qui ont été vaccinées ou qui ont eu un test de diagnostic négatif récent ou les personnes qui se sont rétablies de la COVID-19 au cours des six derniers mois semblent, selon les connaissances scientifiques actuelles et en évolution, présenter un risque moindre d'infecter des personnes avec le SARS-

CoV-2. La libre circulation des personnes qui, sur la base de preuves scientifiques solides, ne représentent pas un risque significatif pour la santé publique, par exemple parce qu'elles sont immunisées et ne peuvent transmettre le SARS-CoV-2, ne devrait pas être soumise à des restrictions, ces dernières n'étant pas nécessaires pour atteindre l'objectif poursuivi.

Enfin, afin de répondre aux différents avis de la Section de législation du Conseil d'Etat, Il est également proposé d'apporter des précisions sur les deux accords de coopération qui règlent certains transferts et traitements des données issues du PLF sans toutefois porter préjudice à ces accords.

Le Conseil d'Etat et l'autorité de protection des données ont en effet estimé qu'il est nécessaire d'avoir une loi ou un accord de coopération réglant le PLF en tant que 'norme', afin de disposer d'une vue d'ensemble des données PLF. Il est fait choix d'un accord de coopération parce qu'un grand nombre de données PLF sont utilisées par les entités fédérées.

Avant-Projet de décret portant assentiment à l' accord de coopération du [date] entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au Certificat COVID numérique de l'UE et au Covid Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique.

Commentaires des articles

Article 1er

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Article 2

Cette disposition vise à porter assentiment à l'accord de coopération du [date] entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au Certificat COVID numérique de l'UE et au Covid Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique.

[25.6.2021]
Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het Covid Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België

ALGEMENE TOELICHTING

Op 11 maart 2020 heeft de Wereldgezondheidsorganisatie (WGO) de uitbraak van het SARS-CoV-2-virus, dat de ziekte COVID-19 veroorzaakt, uitgeroepen tot een pandemie.

Ook België blijft niet gespaard van deze pandemie. In het kader van de COVID-19-gezondheidscrisis en om een verdere verspreiding van het SARS-CoV-2-virus (hierna “coronavirus COVID-19”) tegen te gaan, werd de Nationale Veiligheidsraad, waarin naast de vertegenwoordigers van de federale overheid, vertegenwoordigers van de gefedereerde entiteiten zetelen, belast om op elkaar afgestemde maatregelen te nemen teneinde

[25.6.2021] Accord de Accord de coopération entre l’État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l’UE et au Covid Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l’étranger qui effectuent des activités en Belgique

EXPOSE GENERAL

Le 11 mars 2020, l’Organisation mondiale de la Santé (OMS) a qualifié l’épidémie du virus SRAS-CoV-2, qui provoque la maladie COVID-19, de pandémie.

La Belgique non plus n'est pas épargnée par cette pandémie. Dans le contexte de la crise sanitaire COVID-19 et afin d’enrayer la propagation du virus du SRAS-CoV-2 (ci-après dénommé « coronavirus COVID-19 »), le Conseil national de sécurité, qui réunissait des représentants du gouvernement fédéral ainsi que des représentants des entités fédérées, a été chargé de prendre des mesures concertées visant à

[25.6.2021] Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem Covid Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben

ALLGEMEINE ERLÄUTERUNGEN

Am 11. März 2020 hat die Weltgesundheitsorganisation (WHO) den Ausbruch des Virus SARS-CoV-2, das die Krankheit COVID-19 verursacht, zur Pandemie erklärt.

Belgien ist von dieser Pandemie ebenfalls nicht verschont geblieben. Vor dem Hintergrund der COVID-19-Gesundheitskrise und um die weitere Ausbreitung des Virus SARS-CoV-2 (nachstehend "Coronavirus COVID-19") zu verhindern, ist der Nationale Sicherheitsrat, in dem Vertreter der Föderalregierung und der föderierten Teilgebiete zusammengetreten sind, beauftragt worden, konzertierte Maßnahmen zur Eindämmung

de verdere verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.

limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 zu treffen.

Algemene doelstellingen van dit samenwerkingsakkoord

Niettegenstaande het essentieel is de verdere verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, moet eveneens rekening worden gehouden met de heropstart van de activiteiten van de burgers zoals deze werden uitgeoefend voor de COVID-19-pandemie, waaronder de mogelijkheid om te reizen binnen de Europese Unie en culturele en andere evenementen en activiteiten te bij te wonen. Eveneens moet volop ingezet worden op het herstel na de COVID-19-pandemie.

Aangezien een uniforme regelgeving omtrent de vrijheid voor EU-burgers om te reizen en te verblijven op het grondgebied van de lidstaten, aangewezen is, heeft de Europese Unie voorzien in een wetgevend kader, bestaande uit enerzijds de Verordening (EU) 2021/953 van 14 juni 2021 van het Europees Parlement en de Raad betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van interoperabele COVID19-vaccinatie-, test- en herstelcertificaten (digitaal EU-COVID-certificaat) teneinde het vrije verkeer tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren en de Verordening (EU) 2021/954 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2021 betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van interoperabele COVID19-vaccinatie-, test- en

Objectifs généraux de cet accord de coopération

Malgré la nécessité de limiter la propagation du coronavirus COVID-19, il convient également de tenir compte de la reprise des activités des citoyens telles qu'elles étaient avant la pandémie de COVID-19, y compris la possibilité de voyager au sein de l'Union européenne et d'assister à des événements et activités culturelles et autres. Tous les efforts doivent également être déployés pour promouvoir la reprise après la pandémie de COVID-19.

Considérant qu'une règlementation uniforme relative à la liberté des citoyens de l'UE de circuler et de séjourner sur le territoire des États membres était appropriée, l'Union européenne a mis en place un cadre législatif, composé d'une part du Règlement (UE) 2021/953 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE) afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19 et d'autre part du Règlement (UE) 2021/954 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interopérables de vaccination, de

Allgemeine Zielsetzungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens

Obwohl die Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 wesentlich ist, sollte auch die Wiederaufnahme der Aktivitäten der Bürger wie vor der COVID-19-Pandemie berücksichtigt werden, einschließlich der Möglichkeit, innerhalb der Europäischen Union zu reisen und kulturelle und andere Veranstaltungen und Aktivitäten zu besuchen. Auch muss alles daran gesetzt werden, die Erholung von der COVID-19-Pandemie zu unterstützen.

Da eine einheitliche Regelung der Freizügigkeit und des Aufenthalts von EU-Bürgern im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten angebracht ist, hat die Europäische Union einen Rechtsrahmen geschaffen, bestehend aus einerseits der Verordnung (EU) 2021/953 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2021 über einen Rahmen für die Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung interoperabler Zertifikate zur Bescheinigung von COVID-19-Impfungen und -Tests sowie der Genesung von einer COVID-19-Infektion (digitales COVID-Zertifikat der EU) mit der Zielsetzung der Erleichterung der Freizügigkeit während der COVID-19-Pandemie und andererseits der Verordnung (EU) 2021/954 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2021 über einen Rahmen für die

herstelcertificaten (digitaal EU-COVID-certificaat) ten aanzien van onderdanen van derde landen die legaal op het grondgebied van de lidstaten verblijven of wonen tijdens de COVID-19-pandemie.

test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE) destinés aux ressortissants de pays tiers séjournant ou résidant légalement sur le territoire des États membres pendant la pandémie de COVID-19.

Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung interoperabler Zertifikate zur Bescheinigung von COVID-19-Impfungen und -Tests sowie der Genesung von einer COVID-19-Infektion (digitales COVID-Zertifikat der EU) für Drittstaatsangehörige mit rechtmäßigem Aufenthalt oder Wohnsitz im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten während der COVID-19-Pandemie.

De reisbeperkingen die gelden op basis van de lijst met 'variants of concern' worden onverlet gelaten door de bepalingen omtrent het digitaal EU-COVID-certificaat en het Covid Safe Ticket zoals opgenomen in dit samenwerkingsakkoord.

Les restrictions de voyage qui s'appliquent sur la base de la liste des "variants of concern" ne sont pas affectées par les articles concernant le certificat COVID numérique de l'UE et le Covid Safe Ticket inclus dans cet accord de coopération.

Reisebeschränkungen, die auf der Grundlage der Liste der "variants of concern" gelten, sind durch die Artikel des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens über das digitale EU-COVID-Zertifikat und das Covid Safe Ticket nicht betroffen.

Deze verordeningen treden echter pas op 1 juli in werking. Gelet op de urgentie om het vrij verkeer van personen binnen de lidstaten ten volle te faciliteren, heeft België ervoor gekozen om het digitaal EU-COVID-certificaat vanaf 16 juni 2021 reeds beschikbaar te stellen aan haar burgers.

Cependant, ces règlements n'entreront en vigueur que le 1er juillet. Vu l'urgence de pleinement faciliter la libre circulation des personnes au sein des États membres, la Belgique a choisi de mettre le certificat COVID numérique de l'UE à la disposition de ses citoyens à partir du 16 juin 2021.

Diese Verordnungen treten jedoch erst am 1. Juli in Kraft. Aufgrund der dringenden Notwendigkeit, die Freizügigkeit innerhalb der Mitgliedstaaten vollständig zu erleichtern, hat sich Belgien dafür entschieden, das digitale EU-COVID-Zertifikat ab dem 16. Juni 2021 für seine Bürger verfügbar zu machen.

De Verordening laat tevens verder binnenlands gebruik van het digitaal EU-COVID-certificaat toe, voor zover dit binnenlands gebruik gestoeld is op een wettelijke basis. Dit samenwerkingsakkoord bepaalt onder andere deze wettelijke basis.

Le Règlement autorise également une utilisation nationale supplémentaire du certificat COVID numérique de l'UE, pour autant que cette utilisation nationale possède une base juridique. Cet accord de coopération définit, entre autres, cette base juridique.

Die Verordnung erlaubt auch eine zusätzliche nationale Verwendung des digitalen EU-COVID-Zertifikats, sofern diese nationale Verwendung eine Rechtsgrundlage hat. Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen bestimmt unter anderem diese Rechtsgrundlage.

Conform de Notificaties van 11 mei en 4 juni werd beslist om vanaf de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord, de

Conformément aux notifications du 11 mai et du 4 juin, il a été décidé d'organiser l'accès aux projets pilotes à partir de l'entrée

In Übereinstimmung mit den Mitteilungen vom 11. Mai und 4. Juni ist beschlossen worden, den Zugang zu Pilotprojekten ab dem

toegang tot proef-en pilootprojecten en vanaf 13 augustus de toegang tot massa-evenementen te regelen op grond van het Covid Safe Ticket.

en vigueur du présent accord de coopération, et l'accès aux événements de masse à partir du 13 août, sur la base du Covid Safe Ticket

Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens und den Zugang zu Großereignissen ab dem 13. August auf der Grundlage des Covid Safe Tickets zu regeln.

Het Covid Safe Ticket is het resultaat van de lezing van het digitaal EU-COVID-certificaat middels de COVIDScan-applicatie teneinde de toegang tot een proef- en pilootproject of massa-evenement in de context van de COVID-19 pandemie te regelen. Het Covid Safe Ticket maakt aldus het binnenlands gebruik van het digitaal EU-COVID-certificaat mogelijk.

Le Covid Safe Ticket est le résultat de la lecture du certificat COVID numérique de l'UE via l'application numérique COVIDScan afin d'organiser l'accès à un projet pilote ou à un événement de masse dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Le Covid Safe Ticket permet ainsi une utilisation domestique du certificat COVID numérique de l'UE.

Das Covid Safe Ticket wird durch Einlesen des digitalen EU-COVID-Zertifikats über die digitale Anwendung COVIDScan generiert; es soll der Regelung des Zugangs zu einem Pilotprojekt oder Großereignis im Rahmen der COVID-19-Pandemie dienen. Das Covid Safe Ticket ermöglicht somit die Nutzung des digitalen EU-COVID-Zertifikats im Inland.

Teneinde het digitaal EU-COVID-certificaat op een gebruiksvriendelijke en toegankelijke wijze ter beschikking te stellen aan de burgers, worden (minstens) twee applicatie ontwikkeld, met name de COVIDSafe-applicatie en de COVIDScan-applicatie. De COVIDSafe-applicatie heeft als doel de houder van het digitaal EU-COVID-certificaat toe te laten dit op te vragen en de streepjescode te laten inscannen. De COVIDScan-applicatie laat toe om via het scannen van de streepjescode van het digitaal EU-COVID-certificaat de echtheid en geldigheid van het digitaal EU-COVID-certificaat te valideren en desgevallend het Covid Safe Ticket te genereren.

Pour la mise à disposition du certificat COVID numérique de l'UE aux citoyens de manière conviviale et accessible, (au moins) deux applications numériques sont en cours de développement, l'application numérique COVIDSafe et l'application numérique COVIDScan. L'application numérique COVIDSafe a pour but de permettre au titulaire du certificat COVID numérique de l'UE d'en faire la demande et de faire scanner le code-barres. L'application COVIDScan permet de valider l'authenticité et la validité du certificat COVID numérique de l'UE en scannant ce code-barres du certificat COVID numérique de l'UE et de générer le cas échéant le Covid Safe Ticket.

Um das digitale EU-COVID-Zertifikat den Bürgern auf benutzerfreundliche und zugängliche Weise zur Verfügung zu stellen, werden derzeit (mindestens) zwei digitale Anwendungen entwickelt: die digitale Anwendung COVIDSafe und die digitale Anwendung COVIDScan. Mit der digitalen COVIDSafe-Anwendung kann der Inhaber des digitalen EU-COVID-Zertifikats das Zertifikat abrufen und den Strichcode scannen lassen. Mit der digitalen Anwendung COVIDScan kann durch Scannen des Strichcodes des digitalen EU-COVID-Zertifikats die Echtheit und Gültigkeit des digitalen EU-COVID-Zertifikats validiert und gegebenenfalls das Covid Safe Ticket generiert werden.

De COVIDSafe-applicatie wordt vanaf 16 juni 2021 ter beschikking gesteld aan de burgers en kan vanaf 1 juli 2021

L'application numérique COVIDSafe sera mise à disposition des citoyens à partir du 16 juin 2021 et pourra être

Die digitale Anwendung COVIDSafe wird den Bürgern ab dem 16. Juni 2021 zur Verfügung stehen und kann ab dem 1. Juli

gebruikt worden voor het reizen binnen de Europese Unie.

utilisée pour les déplacements au sein de l'Union européenne à partir du 1er juillet 2021.

2021 für Reisen innerhalb der Europäischen Union genutzt werden.

Vanaf de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord, kan het Covid Safe Ticket via de COVIDScan-applicatie gegenereerd worden voor binnenlands gebruik, meer bepaald voor proef- of pilootevenementen vanaf de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord, en voor massa-evenementen vanaf 13 augustus 2021 die worden georganiseerd in het geldende besluit houdende de maatregelen van bestuurlijke politie om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.

À partir de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, le CovidSafe Ticket pourra également être généré via l'application numérique COVIDScan à usage domestique, notamment pour les évènements pilotes à partir de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, et pour les évènements de masse organisés par la décision applicable sur les mesures de police administrative visant à limiter la propagation du coronavirus COVID-19, à partir du 13 aout 2021.

Ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens kann über die digitale Anwendung COVIDScan für die Nutzung im Inland das Covid Safe Ticket generiert werden, insbesondere für Pilotveranstaltungen ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens und für Großereignisse ab dem 13. August 2021, die im Rahmen des dann geltenden Erlasses über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen zur Eindämmung der Verbreitung des Coronavirus COVID-19 organisiert werden.

De bewaartermijnen van de persoonsgegevens die worden verwerkt ten behoeve van het digitaal EU-COVID-certificaat, worden strikt begrensd tot het doel van het digitaal EU-COVID-certificaat of tot wanneer het digitaal EU-COVID-certificaat niet langer gebruikt mag worden om het recht van vrij verkeer uit te oefenen, zoals bepaald door de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat. Er wordt rekening gehouden met de vroegere inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord en de weerslag die dit heeft op de bewarings- en geldigheidstermijnen. De persoonsgegevens verwerkt door het Covid Safe Ticket, worden onmiddellijk verwijderd na verwerking.

Les durées de conservation des données personnelles traitées aux fins du certificat COVID numérique de l’UE, sont strictement limitées à la finalité du certificat COVID numérique de l’UE ou jusqu'à ce que le certificat COVID numérique de l’UE ne puisse plus être utilisé pour exercer le droit à la libre circulation, tel que défini par le règlement relatif au certificat COVID numérique de l’UE.
L'entrée en vigueur anticipée de l'accord de coopération et les répercussions que cela a sur les périodes de conservation et de validité, est prise en compte. Les données personnelles traitées via le Covid Safe Ticket sont immédiatement supprimées après le traitement.

Die Speicherfristen für personenbezogene Daten, die für die Zwecke des digitalen EU-COVID-Zertifikats verarbeitet werden, werden strikt auf den Zweck des digitalen EU-COVID-Zertifikats beschränkt oder bis das digitale EU-COVID-Zertifikat für die Ausübung des Rechts auf Freizügigkeit im Sinne der Verordnung über das digitale EU-COVID-Zertifikat nicht mehr verwendet werden kann. Das vorzeitige Inkrafttreten des Zusammenarbeitsabkommens und die damit verbundenen Auswirkungen auf die Speicher- und Gültigkeitsfristen werden berücksichtigt.
Personenbezogene Daten, die über das Covid Safe Ticket verarbeitet werden, werden nach der Verarbeitung sofort gelöscht.

Betreffende de vaccinatie-, test, herstelcertificaten en het digitaal EU-COVID-certificaat

Iedere burger van de Unie heeft het recht vrij op het grondgebied van de lidstaten te reizen en te verblijven, onder voorbehoud van de beperkingen en voorwaarden die bij de Verdragen en de bepalingen ter uitvoering daarvan zijn vastgesteld.

In dit samenwerkingsakkoord, wordt allereerst een rechtsgrond voorzien voor de verwerking van persoonsgegevens die nodig zijn voor de opmaak en afgifte van interoperabele vaccinatie-, test- en herstelcertificaten inzake COVID-19. Deze interoperabele vaccinatie-, test- en herstelcertificaten worden gebruikt voor de opmaak en afgifte van het digitaal EU-COVID-certificaat, teneinde het vrije verkeer tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren. Het faciliteren van het vrije verkeer is immers een van de belangrijkste voorwaarden voor een economisch herstel.

Personen die gevaccineerd zijn of een recente negatieve diagnosetest hebben ondergaan, of personen die in de afgelopen zes maanden hersteld zijn van COVID-19, lijken volgens de huidige wetenschappelijke kennis, die nog evolueert, een kleiner risico te lopen mensen met SARS-CoV-2 te besmetten.

A propos des certificats de vaccination, test et rétablissement et du certificat COVID numérique de l'UE

Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, sous réserve des limitations et conditions prévues par les Traités et par les mesures prises pour leur donner effet.

Dans cet accord de coopération, en premier lieu, une base juridique est mise en place concernant le traitement des données personnelles nécessaires pour la mise à disposition et la délivrance de certificats interopérables de vaccination, test et rétablissement de COVID-19. Ces certificats interopérables de vaccination, test et rétablissement sont utilisés pour la mise à disposition et la délivrance du certificat COVID numérique de l'UE, afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19. Faciliter la libre circulation est, après tout, l'une des conditions les plus importantes d'une reprise économique.

Les personnes qui ont été vaccinées ou qui ont eu un test de diagnostic négatif récent ou les personnes qui se sont rétablies de la COVID-19 au cours des six derniers mois semblent, selon les connaissances scientifiques actuelles et en évolution, présenter un risque moindre d'infecter des personnes avec le

Impf-, Test- und Genesungszertifikate und digitales EU-COVID-Zertifikat

Jeder Unionsbürger hat das Recht, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten vorbehaltlich der in den Verträgen und in den Durchführungsvorschriften vorgesehenen Beschränkungen und Bedingungen frei zu bewegen und aufzuhalten.

Im vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen wird zunächst eine Rechtsgrundlage für die Verarbeitung personenbezogener Daten geschaffen, die für die Bereitstellung und Ausstellung interoperabler Impf-, Test- und Genesungszertifikate im Zusammenhang mit COVID-19 erforderlich sind. Diese interoperablen Impf-, Test- und Genesungszertifikate werden für die Bereitstellung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats verwendet zur Erleichterung der Freizügigkeit während der COVID-19-Pandemie. Die Erleichterung der Freizügigkeit ist schließlich eine der wichtigsten Voraussetzungen für eine wirtschaftliche Erholung.

Nach derzeitigem wissenschaftlichen Kenntnisstand, der sich immer noch weiterentwickelt, weisen geimpfte Personen, Personen mit einem aktuellen negativen COVID-19-Testergebnis oder Personen, die in den vergangenen sechs Monaten von COVID-19 genesen sind, offenbar ein

Het vrije verkeer van personen die op basis van deugdelijk wetenschappelijk bewijs geen significant risico voor de volksgezondheid vormen, bijvoorbeeld omdat zij immuun zijn voor SARS-CoV-2 en dit niet kunnen overdragen, mag dan ook niet worden beperkt, aangezien dergelijke beperkingen niet nodig zouden zijn om het nagestreefde doel te bereiken.

SARS-CoV-2. La libre circulation des personnes qui, sur la base de preuves scientifiques solides, ne représentent pas un risque significatif pour la santé publique, par exemple parce qu'elles sont immunisées et ne peuvent transmettre le SARS-CoV-2, ne devrait pas être soumise à des restrictions, ces dernières n'étant pas nécessaires pour atteindre l'objectif poursuivi.

geringeres Risiko auf, andere mit SARS-CoV-2 zu infizieren. Die Freizügigkeit von Personen, die nach fundierten wissenschaftlichen Erkenntnissen keine erhebliche Gefahr für die öffentliche Gesundheit darstellen, etwa weil sie gegen SARS-CoV-2 immun sind und das Virus nicht übertragen können, sollte nicht eingeschränkt werden, da dies zur Erreichung des angestrebten Ziels nicht erforderlich ist.

Artikel 3, §2, van dit samenwerkingsakkoord bepaalt dat de vaccinatie-, test- en herstelcertificaten inzake COVID-19 worden afgegeven in digitale vorm of op papier, of in beide vormen. De kandidaat-houders hebben het recht de certificaten te ontvangen in het door hen gekozen formaat.

L'article 3, paragraphe 2, de cet accord de coopération stipule que les certificats de vaccination, de test et de rétablissement pour la COVID-19 sont délivrés sous forme numérique ou papier, ou les deux. Les futurs titulaires ont le droit de recevoir les certificats dans le format de leur choix.

In Artikel 3 § 2 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens ist festgelegt, dass Impf-, Test- und Genesungszertifikate im Zusammenhang mit COVID-19 in digitalem oder papiergestütztem Format oder in beiden Formaten ausgestellt werden. Potenzielle Inhaber sind berechtigt, die Zertifikate in dem Format ihrer Wahl zu erhalten.

Ingevolge artikel 3, §3 van dit samenwerkingsakkoord heeft de houder van een vaccinatie-, test- of herstelcertificaat het recht te verzoeken om afgifte van een nieuw certificaat indien de persoonsgegevens in het certificaat niet of niet meer nauwkeurig of actueel zijn, waaronder met betrekking tot de vaccinatie-, test- of herstelstatus van de houder, of indien de houder niet meer over het certificaat beschikt.

Conformément à l'article 3, paragraphe 3, de cet accord de coopération, le titulaire d'un certificat de vaccination, d'un certificat de test ou d'un certificat de rétablissement est en droit de demander l'émission d'un nouveau certificat si les données à caractère personnel contenues dans le certificat ne sont pas, ou ne sont plus, exactes ou à jour, y compris en ce qui concerne le statut du titulaire en matière de vaccination, de test ou de rétablissement, ou si le titulaire ne détient plus le certificat.

Gemäß Artikel 3 § 3 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens ist der Inhaber eines Impf-, Test- oder Genesungszertifikats berechtigt, die Ausstellung eines neuen Zertifikats zu beantragen, wenn die im Zertifikat enthaltenen personenbezogenen Daten nicht oder nicht mehr richtig oder aktuell sind, auch in Bezug auf den Impf-, Test- oder Genesungsstatus des Inhabers, oder wenn das Zertifikat dem Inhaber nicht mehr zur Verfügung steht.

De instanties die verantwoordelijk zijn voor de afgifte van de certificaten, worden beschouwd als verwerkingsverantwoordelijken in de zin van artikel 4, lid 7, van

Les autorités chargées de la délivrance des certificats, sont considérées comme étant responsables du traitement au sens de l'article 4, section 7, du règlement (UE) 2016/679

Die für die Ausstellung der Zertifikate zuständigen Behörden gelten als für die Verarbeitung Verantwortliche im Sinne von Artikel 4 Abschnitt 7 der Verordnung (EU) 2016/679

Verordening (EU) 2016/679 (algemene verordening gegevensbescherming).

(règlement général sur la protection des données).

(Datenschutz-Grundverordnung).

Het samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie *betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19*, hierna het samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021, regelt het gemeenschappelijke informatiesysteem dat is opgezet voor de uitnodiging van personen voor vaccinatie, voor de organisatie van de vaccinatie en voor de registratie van de vaccinatie. Door de gefedereerde entiteiten en de federale overheid werd de instelling van een gemeenschappelijk informatiesysteem hiertoe als een cruciale vereiste geformuleerd. Voor de ondersteuning van de uitnodiging van personen voor vaccinatie en de organisatie van de vaccinatie was immers een gemeenschappelijk informatiesysteem nodig om te vermijden dat personen ongecoördineerd worden uitgenodigd of dat reeds gevaccineerde personen opnieuw worden uitgenodigd. Daarnaast maakt het systeem het mogelijk om het geschikt doseringsschema te bepalen, onder meer wat de verschillende doses van een toe te dienen vaccin betreft (juiste interval in geval van vaccin met meerdere dosissen) en ervoor zorgen dat de vaccinatie goed

L'accord de coopération du 12 mars 2021 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française *concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19, ci-après: l'accord de coopération du 12 mars 2021*, régit le système d'information commun qui est mis en place pour l'invitation à la vaccination des personnes, pour l'organisation de la vaccination et pour l'enregistrement de la vaccination. Les entités fédérées et l'autorité fédérale considèrent la mise en place d'un système d'information commun comme une condition fondamentale. En vue de soutenir l'invitation des personnes à se faire vacciner et l'organisation de la vaccination, un système d'information commun était nécessaire afin d'éviter que les personnes ne soient invitées de manière non coordonnée ou que des personnes déjà vaccinées soient à nouveau invitées. Par ailleurs, le système doit permettre d'identifier le schéma posologique adéquat, notamment en ce qui concerne les différentes doses d'un vaccin à administrer (intervalle optimal proposé en cas de vaccins multidoses) et doit veiller à ce que l'organisation de la vaccination se déroule de manière optimale en fonction de la disponibilité du matériel et du personnel (médical) nécessaires.

Im Zusammenarbeitsabkommen vom 12. März 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit Impfungen gegen COVID-19, im Folgenden Zusammenarbeitsabkommen vom 12. März 2021, wird das gemeinsame Informationssystem festgelegt, das zur Einladung, Organisation und Registrierung im Hinblick auf die Impfung von Personen dient. Die föderierten Teilgebiete und die Föderalbehörde sehen die Einrichtung eines solchen Systems als eine entscheidende Voraussetzung an. Um die Einladung von zu impfenden Personen und die Organisation der Impfung zu unterstützen, wurde ein gemeinsames Informationssystem benötigt, um unkoordinierte Einladungen von Personen oder doppelte Einladungen von bereits geimpften Personen zu vermeiden. Darüber hinaus muss das System die Bestimmung des geeigneten Dosierungsschemas ermöglichen, einschließlich der verschiedenen zu verabreichenden Dosen eines Impfstoffs (korrektes Intervall im Falle eines Mehrfachdosis-Impfstoffs), und sicherstellen, dass die Impfung je nach Verfügbarkeit der erforderlichen

georganiseerd verloopt in functie van de beschikbaarheid van het daartoe benodigde materiaal en (medisch) personeel. De registratie van vaccinaties in een gemeenschappelijk informatiesysteem (Vaccinnet) door zowel Vlaamse, Brusselse, Waalse als Duitstalige vaccinatoren, was dan ook noodzakelijk. Die databank wordt in heel nauwe samenwerking tussen de gefedereerde entiteiten en de Federale Staat uitgewerkt en beheerd. Daarom is het ook aangewezen om ook voor de uitreiking van de certificaten aan de hand van eenzelfde operationeel systeem te werken.

L'enregistrement des vaccinations dans un système d'information commun (Vaccinnet) par les vaccinateurs flamands, wallons, bruxellois et germanophones était notamment nécessaire. Compte tenu du fait qu'il s'agit d'une nécessité et qu'elle concerne le traitement de données à caractère personnel, une telle obligation d'enregistrement requiert une base juridique solide. La base de données est créée et gérée en collaboration très étroite entre les entités fédérées et l'Etat fédéral. Il est donc également approprié d'utiliser le même système opérationnel pour la délivrance des certificats.

Ausrüstung und des (medizinischen) Personals ordnungsgemäß organisiert wird. Die Registrierung von Impfungen in einem gemeinsamen Informationssystem (Vaccinnet) durch flämische, Brüsseler, wallonische und deutschsprachige Impfberechtigte war unter anderem notwendig. Eine solche Registrierungspflicht erfordert angesichts der Tatsache, dass es sich um eine Notwendigkeit handelt und dass sie die Verarbeitung personenbezogener Daten beinhaltet, eine solide Rechtsgrundlage. Die Datenbank wird in sehr enger Zusammenarbeit zwischen den föderierten Teilgebieten und dem Föderalstaat entwickelt und verwaltet. Daher ist es angebracht, auch für die Ausstellung der Zertifikate dasselbe Betriebssystem zu benutzen.

Artikel 7 van het voornoemd samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 bepaalt dat de bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen, en de federale overheid, ieder voor hun bevoegdheid, optreden als verwerkingsverantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in voornoemd samenwerkingsakkoord.

L'article 7 de l'accord de coopération du 12 mars 2021 susmentionné prévoit que les entités fédérées compétentes, ou les organismes désignés par les entités fédérées compétentes, et le Gouvernement fédéral, chacun pour sa propre compétence, agissent en tant que responsables du traitement des données à caractère personnel visées par l'accord de coopération susmentionné.

In Artikel 7 des vorerwähnten Zusammenarbeitsabkommens vom 12. März 2021 ist festgelegt, dass die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen und die Föderalbehörde jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich als Verantwortliche für die Verarbeitung der im vorerwähnten Zusammenarbeitsabkommen erwähnten personenbezogenen Daten handeln.

Het gaat meer bepaald over de volgende entiteiten of agentschappen:

Elle concerne plus particulièrement les entités ou agences suivantes:

Konkret handelt es sich um folgende Einrichtungen beziehungsweise Agenturen:

1° voor de personen die gevaccineerd worden op het grondgebied van het Vlaams Gewest of in een instelling in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die wegens zijn organisatie moet worden beschouwd als een instelling die uitsluitend behoort tot de Vlaamse Gemeenschap: het Agentschap Zorg en Gezondheid;	1° pour les personnes qui sont vaccinées sur le territoire de la Région flamande ou dans un établissement de la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui en raison de son organisation doit être considéré comme un établissement appartenant exclusivement à la Communauté flamande: het Agentschap Zorg en Gezondheid;	1. für Personen, die auf dem Gebiet der Flämischen Region oder in einer Einrichtung der zweisprachigen Region Brüssel-Hauptstadt geimpft werden, die aufgrund ihrer Organisation als ausschließlich zur Flämischen Gemeinschaft gehörig betrachtet werden muss: die "Agentschap Zorg en Gezondheid",
2° voor de personen waarvoor de Franse Gemeenschap bevoegd is: l'Office de la Naissance et de l'Enfance;	2° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Communauté française: l'Office de la Naissance et de l'Enfance;	2. für Personen, die in den Zuständigkeitsbereich der Französischen Gemeinschaft fallen: das "Office de la Naissance et de l'Enfance",
3° voor de personen waarvoor het Waals Gewest bevoegd is: l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;	3° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Région Wallonne : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ;	3. für Personen, die in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen: die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles",
4° voor de personen waarvoor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad bevoegd is: de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;	4° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale : la Commission communautaire commune;	4. für Personen, die in den Zuständigkeitsbereich der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt fallen: die Gemeinsame Gemeinschaftskommission,
5° voor de personen waarvoor de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad bevoegd is: de Franse Gemeenschapscommissie;	5° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale : la Commission communautaire française;	5. für Personen, die in den Zuständigkeitsbereich der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt fallen: die Französische Gemeinschaftskommission,
6° voor de personen waarvoor de Duitstalige Gemeenschap bevoegd is: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft;	6° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Communauté germanophone: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.	6. für Personen, die in den Zuständigkeitsbereich der Deutschsprachigen Gemeinschaft fallen: das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

7° voor de personen waarvoor de federale overheid bevoegd is: Sciensano.

7° pour les personnes qui ressortissent des compétences de l'Autorité fédérale: Sciensano.

7. für Personen, die in den Zuständigkeitsbereich der Föderalbehörde fallen: Sciensano.

De entiteiten, vernoemd in voornoemd artikel 7, 1° tot en met 6°, die ieder voor wat hun bevoegdheid betreft, de verwerkingsverantwoordelijken zijn voor de gegevensverwerkingen in het kader van de vaccinatiegegevens in Vaccinnet, zijn verantwoordelijk voor de afgifte van de vaccinatiecertificaten, vermeld in artikel 3, §1, 1° van dit samenwerkingsakkoord. Ingevolge artikel 15, §1, van dit samenwerkingsakkoord zijn diezelfde entiteiten de verwerkingsverantwoordelijken voor de gegevensverwerkingen in het kader van de vaccinatiecertificaten.

Les entités visées à l'article 7 ci-dessus, 1° à 6°, qui sont les responsables du traitement des données relatives aux vaccinations contenues dans Vaccinnet, sont chargées de délivrer les certificats de vaccination visés à l'article 3, §1, 1° , de cette accord de coopération, chacune dans leur domaine de compétence respectif. Conformément à l'article 15, §1, de cette accord de coopération , ces mêmes entités sont les responsables du traitement des données relatives aux certificats de vaccination.

Die in vorerwähntem Artikel 7 Nr. 1 bis 6 erwähnten Einrichtungen, die jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich die Verantwortlichen für die Verarbeitung der in Vaccinnet enthaltenen Daten im Zusammenhang mit Impfungen sind, sind für die Ausstellung der in Artikel 3 § 1 Nr. 1 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erwähnten Impfzertifikate zuständig. Gemäß Artikel 15 § 1 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens sind dieselben Einrichtungen die Verantwortlichen für die Verarbeitung der Daten im Zusammenhang mit den Impfzertifikaten.

Artikel 2, §4, van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie *betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano* bepaalt dat Sciensano de

L'article 2, §4, de l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, *concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano* détermine que Sciensano est le responsable du traitement des données de la

In Artikel 2 § 4 des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission in Bezug auf die gemeinsame Verarbeitung von Daten durch Sciensano und die von den zuständigen föderierten Teilgebieten oder von den zuständigen Agenturen bestimmten Kontaktzentren, Gesundheitsinspektionsdienste und mobilen Teams im Rahmen einer Kontaktermittlung bei (vermutlich) mit dem Coronavirus COVID-19 infizierten Personen auf der

verwerkingsverantwoordelijke is van de Gegevensbank I, vermeld in artikel 6 van voornoemd samenwerkingsakkoord.
Sciensano is verantwoordelijk voor de afgifte van de test- en herstelcertificaten, vermeld in artikel 3, §1, 2° en 3°, van dit samenwerkingsakkoord.
Ingevolge artikel 15, §1, van dit samenwerkingsakkoord is Sciensano de verwerkingsverantwoordelijke voor de gegevensverwerkingen in het kader van de test- en herstelcertificaten.

Base de données I, visée à l'article 6 de l'accord de coopération susmentionné. Sciensano est responsable de la délivrance des certificats de test et de rétablissement visés à l'article 3, §1, 2° et 3°, de cette accord de coopération. Conformément à l'article 15, §1, de cette accord de coopération , Sciensano est le responsable du traitement des données relatives aux certificats de test et de rétablissement.

Grundlage einer Datenbank bei Sciensano ist festgelegt, dass Sciensano der Verantwortliche für die Verarbeitung der in Artikel 6 des vorerwähnten Zusammenarbeitsabkommens erwähnten Datenbank I ist. Sciensano ist für die Ausstellung der in Artikel 3 § 1 Nr. 2 und 3 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erwähnten Test- und Genesungszertifikate verantwortlich. Gemäß Artikel 15 § 1 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens ist Sciensano der Verantwortliche für die Verarbeitung der Daten im Zusammenhang mit den Test- und Genesungszertifikaten.

Voor de operationele uitvoering van de voornoemde verordening door de instanties die verantwoordelijk zijn voor de afgifte van de respectieve certificaten beroep gedaan op het agentschap Digitaal Vlaanderen, opgericht bij besluit van de Vlaamse Regering van 18 maart 2016 *houdende de oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap Digitaal Vlaanderen en de vaststelling van de werking, het beheer en de boekhouding van het Eigen Vermogen Digitaal Vlaanderen*. Dat agentschap staat in voor de aanmaak en de terbeschikkingstelling van de betreffende certificaten en de ontwikkeling van een app overeenkomstig de modaliteiten die in de voornoemde verordening zijn vastgelegd. Zodoende gebeurt de afgifte van alle certificaten op operationeel niveau via eenzelfde systeem.

La mise en œuvre opérationnelle dudit règlement par les organismes chargés de délivrer les certificats respectifs s'appuiera sur l'agence Digitaal Vlaanderen, créée par l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 mars 2016 *portant création de l'agence autonomisée Digitaal Vlaanderen, et détermination du fonctionnement, de la gestion et de la comptabilité du Fonds propre Digitaal Vlaanderen*. Cette agence est chargée de créer et de mettre à disposition les certificats en question et de développer une application numérique selon les modalités prévues par le règlement précité. De cette façon, tous les certificats sont émis immédiatement via le même système au niveau opérationnel.

Für die operative Durchführung der vorerwähnten Verordnung durch die Stellen, die für die Ausstellung der jeweiligen Zertifikate zuständig sind, wird auf die Unterstützung durch die Agentur "Digitaal Vlaanderen" zurückgegriffen, die durch den Erlass der Flämischen Regierung vom 18. März 2016 "houdende de oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap Digitaal Vlaanderen en de vaststelling van de werking, het beheer en de boekhouding van het Eigen Vermogen Digitaal Vlaanderen" (Schaffung der internen verselbständigten Agentur "Digitaal Vlaanderen" und Festlegung der Arbeitsweise, Verwaltung und Buchführung des "Eigen Vermogen Digitaal Vlaanderen") geschaffen wurde. Diese Agentur ist damit beauftragt, gemäß den in der vorerwähnten Verordnung festgelegten Modalitäten die betreffenden Zertifikate zu erstellen und zur Verfügung zu

stellen und eine digitale Anwendung zu entwickeln. Auf diese Weise werden alle Zertifikate auf operativer Ebene über dasselbe System ausgestellt.

Aangezien de certificaten onmiddellijk moeten kunnen worden uitgereikt, hebben alle betreffende instanties, verantwoordelijk voor de afgifte van certificaten, beslist beroep te doen op het agentschap Digitaal Vlaanderen.

Comme les certificats doivent être délivrés immédiatement, tous les organismes chargés de délivrer les certificats ont décidé de faire appel à l'agence Digitaal Vlaanderen.

Da die Zertifikate sofort ausgestellt werden können müssen, haben alle Stellen, die für die Ausstellung von Zertifikaten zuständig sind, entschieden, sich an die Agentur "Digitaal Vlaanderen" zu wenden.

Voor de opmaak en afgifte van het digitaal EU-COVID-certificaat, worden allereerst de categorieën van persoonsgegevens verwerkt zoals bepaald in artikel 9 van het samenwerkingsakkoord. Deze gegevens worden wat betreft de houders van een vaccinatiecertificaat geput uit Vaccinnet en voor wat betreft de houders van een test- of herstelcertificaat uit Gegevensbank I opgericht door het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020. Daarnaast is het voor de opmaak en afgifte van het digitaal EU-COVID-certificaat noodzakelijk om het rijksregisternummer van de houder en zijn (adres van de) hoofdverblijfplaats te verwerken. Het verwerken van de hoofdverblijfplaats maakt het mogelijk om het digitaal EU-COVID-certificaat – wanneer werd geopteerd om het digitaal EU-COVID-certificaat op papier te verkrijgen – per post te ontvangen. De hoofdverblijfplaats wordt bekomen vanuit het Rijksregister, op basis van het rijksregisternummer. Omwille van deze reden is het eveneens

Pour la création et la délivrance du certificat COVID numérique de l'UE, les catégories de données personnelles sont traitées conformément à l'article 9 de l'accord de coopération. En ce qui concerne les titulaires d'un certificat de vaccination, ces données sont extraites de Vaccinnet et en ce qui concerne les titulaires d'un certificat de test ou de rétablissement de la Base de données I, établi par l'accord de coopération du 25 août 2020. De plus, pour la création et la délivrance du certificat COVID numérique de l'UE, il est nécessaire de traiter le numéro de registre national du titulaire et de (l'adresse de la) sa résidence principale. Le traitement de (l'adresse de) la résidence principale permet de recevoir le certificat COVID numérique de l'UE - lorsqu'il a été choisi d'obtenir le certificat COVID numérique de l'UE sur papier - par voie postale. La résidence principale est obtenue via le registre national, sur la base du numéro du registre national. Pour cette raison, il est également nécessaire de traiter le numéro d'enregistrement national du titulaire.

Für die Erstellung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats werden die Kategorien personenbezogener Daten gemäß Artikel 9 des Zusammenarbeitsabkommens verarbeitet. Für Inhaber eines Impfzertifikats werden diese Daten Vaccinnet entnommen und für Inhaber eines Test- oder Genesungszertifikats der Datenbank I, eingerichtet durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 25. August 2020. Darüber hinaus ist es für die Erstellung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats notwendig, die Nationalregisternummer des Inhabers und seinen Hauptwohnort/die Adresse seines Hauptwohnortes zu verarbeiten. Die Verarbeitung (der Adresse) des Hauptwohnortes ermöglicht es, das digitale EU-COVID-Zertifikat - wenn man sich für den Erhalt des digitalen EU-COVID-Zertifikat auf Papier entschieden hat - per Post zu erhalten. Der Hauptwohnort wird über das Nationalregister auf der Grundlage der Nationalregisternummer abgefragt. Aus diesem Grund ist

noodzakelijk om het rijksregisternummer van de houder te verwerken. Het rijksregisternummer wordt voor wat betreft de houders van een vaccinatiecertificaat geput uit Vaccinnet, en voor wat betreft de houders van een test- of herstelcertificaat uit Gegevensbank I opgericht door het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020.

En ce qui concerne les titulaires d'un certificat de vaccination, le numéro de registre national est extrait de Vaccinnet, et en ce qui concerne les titulaires d'un certificat de test ou de rétablissement de la base de données I, établie par l'accord de coopération du 25 août 2020.

es auch notwendig, die Nationalregisternummer des Inhabers zu verarbeiten. Für Inhaber eines Impfzertifikats wird die Nationalregisternummer Vaccinnet entnommen und für Inhaber eines Test- oder Genesungszertifikats der Datenbank I, eingerichtet durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 25. August 2020.

Betreffende het Covid Safe Ticket

Teneinde de toegang voor bezoekers tot een massa-evenement of proef- en pilootproject te regelen wordt ofwel het door de houder gegeneerde Covid Safe Ticket gelezen, ofwel wordt het digitaal EU-COVID-certificaat gelezen, waarbij het Covid Safe Ticket wordt gegenereerd, en dit middels de CST-module van de COVID-Scan-applicatie. Om het Covid Safe Ticket te lezen en, desgevallend, te genereren, worden de categorieën van persoonsgegevens in het digitaal EU-COVID-certificaat verwerkt. De uitkomst hiervan vormt het Covid Safe Ticket, dat de aanduiding bevat of de houder de toegang mag worden toegelaten of dient te worden geweigerd tot het massa-evenement of proef- en pilootproject, samen met de naam en voornaam van de houder.

A propos du Covid Safe Ticket

Afin de contrôler l'accès pour les visiteurs à un événement de masse ou à un projet pilote soit le Covid Safe Ticket généré par le titulaire est lu soit le certificat COVID numérique de l'UE est lu, par lequel le Covid Safe Ticket est généré, et ce par le bias du module CST de l'application numérique COVIDScan. Afin de lire et, le cas échéant, de générer le Covid Safe Ticket, les catégories de données personnelles du certificat COVID numérique de l'UE sont traitées. Il en résulte le Covid Safe Ticket, qui contient l'indication si le titulaire peut être admis ou refusé à l'entrée à l'événement de masse ou au projet pilote , ainsi que le nom et le prénom du titulaire.

Covid Safe Ticket

Um den Zugang für Besucher eines Großereignisses oder Pilotprojekts zu kontrollieren, wird entweder das vom Inhaber generierte Covid Safe Ticket eingelesen oder wird das EU-COVID-Zertifikat eingelesen, mit dem über das CST-Modul der digitalen Anwendung COVIDScan das Covid Safe Ticket generiert wird. Um das Covid Safe Ticket einzulesen und gegebenenfalls zu generieren, werden die Kategorien personenbezogener Daten des digitalen EU-COVID-Zertifikats verarbeitet. Dadurch entsteht das Covid Safe Ticket, auf dem angegeben ist, ob dem Inhaber der Zugang zu dem Großereignis oder Pilotprojekt gestattet oder verweigert werden kann, zusammen mit dem Vor- und Nachnamen des Inhabers.

Zowel het digitaal EU-COVID-certificaat teneinde het Covid Safe Ticket te genereren als het door de houder gegenereerde Covid Safe Ticket mogen enkel

Le certificat COVID numérique de l'UE pour générer le Covid Safe Ticket et le Covid Safe Ticket généré par le titulaire ne peuvent être lu qu'à à fin de contrôler et de vérifier :

Das digitale EU-COVID-Zertifikat, mit dem das Covid Safe Ticket generiert wird, und das vom Inhaber generierte Covid Safe Ticket dürfen nur

worden gelezen om te kunnen controleren en verifiëren:

- Of de houder voldoet aan de voorwaarden om toegang te verkrijgen tot het massa-evenement of proef- en pilootproject; en
- Of de identiteit van de persoon die toegang wil verkrijgen tot het massa-evenement of proef- en pilootproject, overeenstemt met de naam en voornaam op het Covid Safe Ticket.

En dit door:

- De personen die instaan voor de toegangscontrole van het massa-evenement of het proef- en pilootproject;
- Het personeel van een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst.

Enkel deze personen mogen op basis van de Covid Safe Ticket de toegang tot een massa-evenement of proef- en pilootproject weigeren, tenzij de houder bijkomende maatregelen ondergaat, voor zover deze voorzien zijn door de organisator van deze evenementen. Zij mogen dit slechts doen door gebruik te maken van de CST-module van de COVIDScan-applicatie.

De organisatoren zullen een lijst aanleggen van deze personen.

Indien de organisatoren van massa-evenementen of proef- en pilootprojecten niet voorzien in bijkomende maatregelen naast het Covid Safe Ticket teneinde de toegang tot het evenement te regelen, dient de organisator daar

- Si le titulaire remplit les conditions pour accéder à l'événement de masse ou au projet pilote ; et
- Si l'identité de la personne cherchant à accéder à l'événement de masse et/ou au projet pilote correspond au nom et prénom figurant sur le Covid Safe Ticket.

Et ceci par :

- Les personnes responsables du contrôle d'accès de l'événement de masse et du projet pilote ;
- Le personnel d'une entreprise de sécurité ou d'un service de sécurité interne.

Seules ces personnes peuvent refuser l'accès à un événement de masse ou à un projet pilote sur la base du Covid Safe Ticket, sauf si le titulaire subit des mesures supplémentaires, dans la mesure où ils sont prévus par l'organisateur de ces événements. Ils ne peuvent le faire qu'en utilisant le module CST de l'application COVIDScan.

Les organisateurs établiront une liste de ces personnes.

Si les organisateurs d'un événement de masse ou de projets pilotes ne prévoient pas de mesures supplémentaires en plus du Covid Safe Ticket afin de réglementer l'accès à l'événement, l'organisateur doit le

eingelesen werden, um zu kontrollieren und zu überprüfen:

- ob der Inhaber die Bedingungen erfüllt, um Zugang zu dem Großereignis oder Pilotprojekt zu erhalten, und
- ob die Identität der Person, die Zugang zu dem Großereignis und/oder Pilotprojekt erhalten möchte, mit dem Vor- und Nachnamen auf dem Covid Safe Ticket übereinstimmt.

Die Kontrolle und Überprüfung wird vorgenommen von:

- Personen, die mit der Kontrolle des Zugangs zum Großereignis oder Pilotprojekt betraut sind,
- Personal eines Wachunternehmens oder eines internen Wachdienstes.

Nur diese Personen dürfen den Zugang zu einem Großereignis oder Pilotprojekt auf der Grundlage des Covid Safe Tickets verweigern, außer wenn der Inhaber sich zusätzlichen Maßnahmen unterzieht, sofern diese vom Veranstalter vorgesehen sind. Sie dürfen dies nur anhand des CST-Moduls der COVIDScan-Anwendung tun.

Die Veranstalter erstellen eine Liste dieser Personen.

Sehen Veranstalter von Großereignissen oder Pilotprojekten zur Regelung des Zugangs zum Ereignis neben dem Covid Safe Ticket keine zusätzlichen Maßnahmen vor, müssen sie dies vorher den

op voorhand ten aanzien van de bezoekers voldoende duidelijk over te communiceren.

Dit samenwerkingsakkoord neemt uiteraard niet weg dat de organisatoren van massa-evenementen en proef-en pilootprojecten de nodige passende en/of geldende sanitaire maatregelen dienen te nemen alsook deze dienen op te leggen aan hun medewerkers, vrijwilligers, personeel en genodigden die geen bezoekers van het evenement of project uitmaken.

Betreffende de COVIDScan-applicatie

Door middel van de COVIDScan-applicatie, kan de streepjescode van het digitaal EU-COVID-certificaat of het door de houder gegeneerde Covid Safe Ticket worden gelezen. Dit laat toe de echtheid en geldigheid van de verschillende certificaten te valideren en, desgevallend, het Covid Safe Ticket te genereren.

De COVIDScan-applicatie bestaat uit twee uitvoeringsmodaliteiten:
1° een module voor de uitoefening van het recht van vrij verkeer binnen de Unie tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren; en
2° een module voor het lezen en, desgevallend, genereren van het Covid Safe Ticket conform de bepalingen van artikel 12 en 13

communiquer suffisamment clairement aux visiteurs à l'avance.

Cet accord de coopération n'empêche pas les organisateurs d'événements de masse et de projets pilotes de prendre les mesures sanitaires appropriées et/ou applicables et de les imposer à leurs collaborateurs, bénévoles, leur personnel et leurs invités qui ne sont pas des visiteurs de l'événement ou du projet.

A propos l'application numérique COVIDScan

Via l'application numérique COVIDScan, le code-barres du certificat numérique EU-COVID le Covid Safe Ticket généré par le titulaire peut être lu. Cela permet de valider l'authenticité et la validité des différents certificats et, le cas échéant, de générer le Covid Safe Ticket.

L'application COVIDScan est disponible en deux modalités de mise en œuvre :
1° un module visant à faciliter l'exercice du droit de libre circulation au sein de l'Union pendant la pandémie de COVID-19 ;
2° un module afin de lire et, le cas échéant, de générer le Covid Safe Ticket conformément aux dispositions des articles 12 et 13

Besuchern auf ausreichend deutliche Weise mitteilen.

Durch vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen wird selbstverständlich nicht verhindert, dass Veranstalter von Großereignissen oder Pilotprojekten entsprechende erforderliche und/oder vorgeschriebene Hygienemaßnahmen ergreifen und sie ihren Mitarbeitern, Freiwilligen, Personalmitgliedern und geladenen Gästen, die keine Besucher der Veranstaltung oder des Pilotprojekts sind, auferlegen.

Digitale Anwendung COVIDScan

Über die digitale Anwendung COVIDScan kann der Strichcode des digitalen EU-COVID-Zertifikats oder das vom Inhaber generierte Covid Safe Ticket eingelesen werden. So kann Echtheit und Gültigkeit der verschiedenen Zertifikate validiert und gegebenenfalls das Covid Safe Ticket generiert werden.

Die COVIDScan-Anwendung ist in zwei Durchführungsoptionen verfügbar:
1. ein Modul zur Erleichterung der Wahrnehmung des Rechts auf Freizügigkeit innerhalb der Union während der COVID-19-Pandemie,
2. ein Modul zum Einlesen und gegebenenfalls zur Generierung des Covid Safe Tickets gemäß den Bestimmungen der Artikel 12 und 13 des vorliegenden

van dit samenwerkingsakkoord (CST-module).

Afhankelijk van de technische mogelijkheden kunnen deze twee uitvoeringsmodaliteiten in één of twee afzonderlijke (versies van de (mobiele)applicaties) worden ontwikkeld.
De COVIDScan-applicatie kan vrijwillig door burgers worden gebruikt. Voor de personen die instaan voor de verificatie van het digitaal EU-COVID-certificaat teneinde de uitoefening van het recht van vrij verkeer binnen de Unie tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren en eventuele beperkingen te handhaven en voor de personen die instaan voor de toegangscontrole van een massa-evenement of proef- en pilootproject en het personeel van een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst (in het kader van een massa-evenement of proef- en pilootproject) dient de COVIDScan-app verplicht te worden gebruikt.

De verdere werking van de COVIDScan-applicatie zal worden vastgelegd in een uitvoerend samenwerkingsakkoord.

Betreffende het PLF

Uit de moleculaire surveillance van SARS-COV- 2, waarover in het wekelijks epidemiologisch rapport van Sciensano wordt gerapporteerd, blijkt dat varianten vaak België

du présent accord de coopération (module CST).

En fonction des possibilités techniques, ces deux modalités de mise en œuvre peuvent être développées dans une ou deux (versions des) applications (mobiles) distinctes.
L'application numérique COVIDScan peut être utilisée volontairement par les citoyens. Pour les personnes chargées de la vérification afin de faciliter l'exercice du droit à la libre circulation au sein de l'Union pendant la pandémie de COVID-19 et l'application des restrictions éventuelles et du contrôle d'accès d'un événement de masse ou d'un projet pilote et le personnel d'une entreprise de sécurité ou d'un service de sécurité interne (dans le cadre d'un événement de masse ou d'un projet pilote), il est obligatoire d'utiliser l'application numérique COVIDScan.

Les détails de l'opération de l'application numérique COVIDScan sera défini dans un accord de coopération d'exécution.

À propos du PLF

De la surveillance moléculaire du SRAS-COV-2, qui fait l'objet d'un rapport épidémiologique hebdomadaire de Sciensano, il ressort que les variants entrent souvent en Belgique via des

Zusammenarbeits-abkommens (CST-Modul).

Je nach den technischen Möglichkeiten können diese beiden Durchführungsoptionen in einer oder zwei separaten (Versionen der) (mobilen) Anwendungen entwickelt werden.
Die digitale Anwendung COVIDScan kann von den Bürgern freiwillig genutzt werden. Die Nutzung der digitalen Anwendung COVIDScan ist obligatorisch für Personen, die mit der Überprüfung des digitalen EU-COVID-Zertifikats beauftragt sind, um die Ausübung des Rechts auf Freizügigkeit in der Union während der COVID-19-Pandemie zu erleichtern und etwaige Beschränkungen durchzusetzen, für Personen, die mit der Zugangskontrollen bei einem Großereignis oder einem Pilotprojekt beauftragt sind, und für das Personal eines Wachunternehmens oder eines internen Wachdienstes (im Rahmen eines Großereignisses oder Pilotprojekts).

Einzelheiten zum Betrieb der digitalen Anwendung COVIDScan werden in einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt.

PLF

Die molekulare Überwachung von SARS-COV-2, die Gegenstand eines wöchentlichen epidemiologischen Berichts von Sciensano ist, zeigt, dass Varianten häufig über Reisende

binnenkomen via reizigers uit het buitenland. Deze varianten zijn meestal besmettelijker dan de varianten die reeds aanwezig zijn in België.

Het Ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken bevat momenteel een bepaling op grond waarvan reizigers een PLF-formulier moeten invullen alvorens naar België te reizen. Dit samenwerkingsakkoord zal eveneens van toepassing zijn in geval van eventuele toekomstige besluiten die dezelfde maatregel van bestuurlijke politie bevatten.

Op 24 maart 2021 hebben de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie een samenwerkingsakkoord afgesloten betreffende de gegevensoverdracht van noodzakelijke gegevens naar de gefedereerde entiteiten, de lokale overheden of politiediensten met als doel het handhaven van de verplichte quarantaine of testing van de reizigers komende van buitenlandse zones bij wie een quarantaine of testing verplicht is bij aankomst in België. Dit samenwerkingsakkoord beoogt de doorstroming te faciliteren van passagiersgegevens van reizigers afkomstig uit het buitenland, zoals opgenomen in het Passagier lokalisatie formulier (hierna: PLF), met het oog op de handhaving door de

voyageurs en provenance de l'étranger. Ces variants sont surtout plus contagieux que les variants déjà présents en Belgique.

L'arrêté ministériel du 28 octobre 2021 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 comporte actuellement une disposition qui impose aux voyageurs de remplir un formulaire PLF avant le voyage vers la Belgique. Le présent accord de coopération sera également d'application en cas d'éventuels arrêtés futurs qui contiennent la même mesure de police administrative.

En date du 24 mars 2021, l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune ont conclu un accord de coopération concernant le transfert de données nécessaires aux entités fédérées, aux autorités locales ou aux services de police en vue du respect de l'application de la quarantaine ou du test de dépistage obligatoires des voyageurs en provenance de zones étrangères et soumis à une quarantaine ou à un test de dépistage obligatoire à leur arrivée en Belgique. Cet accord de coopération vise ainsi à faciliter la transmission des données des passagers concernant les voyageurs en provenance de l'étranger, telles qu'elles figurent dans le Formulaire de Localisation du Passager (PLF), en vue de l'application par les entités

aus dem Ausland nach Belgien gelangen. Diese Varianten sind vor allem ansteckender als die bereits in Belgien vorhandenen Varianten.

Der Ministerielle Erlass vom 28. Oktober 2021 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 enthält derzeit eine Bestimmung, nach der Reisende ein PLF-Formular ausfüllen müssen, bevor sie nach Belgien reisen. Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen wird ebenfalls anwendbar sein bei eventuellen zukünftigen Erlassen mit derselben verwaltungspolizeilichen Maßnahme.

Am 24. März 2021 haben der Föderalstaat, die Flämische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission ein Zusammenarbeitsabkommen geschlossen über die Übermittlung notwendiger Daten an die föderierten Teilgebiete, die lokalen Behörden oder die Polizeidienste zur Durchsetzung der verpflichteten Quarantäne oder der verpflichteten Tests von Reisenden aus dem Ausland, die bei ihrer Ankunft in Belgien einer verpflichteten Quarantäne oder Untersuchung unterliegen. Zweck dieses Zusammenarbeitsabkommens ist die Erleichterung der Übermittlung von Passagierdaten über Reisende aus dem Ausland, wie sie im Passagier-Lokalisierungsformular (PLF) enthalten sind, im Hinblick auf

gefedereerde entiteiten, lokale overheden of politie van de verplichting voor bepaalde van deze reizigers om zich te laten testen op besmetting met COVID-19 en/of om in quarantaine te gaan.

fédérées, les autorités locales ou la police de l'obligation pour certains de ces voyageurs de se soumettre à un test de dépistage du COVID-19 et/ou d'observer une quarantaine.

die Durchsetzung durch die föderierten Teilgebiete, die lokalen Behörden oder die Polizei der Verpflichtung für einige dieser Reisenden, sich einem COVID-19-Coronavirustest zu unterziehen und/oder eine Quarantäne einzuhalten.

Op 31 mei 2021, hebben de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie een samenwerkingsakkoord afgesloten betreffende bijzondere verwerkingen van persoonsgegevens met het oog op het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten, met het oog op handhaving van de verplichte quarantaine en testing en met het oog op het toezicht op de naleving door de bevoegde sociaal inspecteurs van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 tegen te gaan op de arbeidsplaatsen. Het samenwerkingsakkoord wil in een juridische basis voorzien voor drie types van verwerking van persoonsgegevens. Een eerste type van verwerking kan gebeuren met het oog op het ondersteunen van het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten, en betreft de verrijking door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid die in de hoedanigheid van verwerker ten behoeve van de bevoegde gefedereerde entiteiten, drie persoonsgegevens uit Gegevensbank I (het INSZ-nummer, de datum van de coronavirus COVID-19-test, de

En date du 31 mai 2021, l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire commune ont conclu un accord de coopération concernant des traitements particuliers des données à caractère personnel en vue du traçage et de l'examen des clusters et collectivités, en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoire et en vue de la surveillance par les inspecteurs sociaux du respect des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail. Cet accord de coopération entend créer une base juridique pour trois types de traitement de données à caractère personnel. Un premier type de traitement peut avoir lieu en vue de soutenir le traçage et l'examen des clusters et des collectivités, et concerne l'enrichissement par l'Office national de sécurité sociale qui peut, en qualité de sous-traitant pour le compte des entités fédérées compétentes, traiter trois données à caractère personnel provenant de la Base de données I (le numéro NISS, la date du test de dépistage du coronavirus COVID-19 et le code postal) de Personnes de catégorie II, dans la mesure où le test de dépistage du coronavirus

Am 31. Mai 2021 haben der Föderalstaat, die Flämische Gemeinschaft, die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Wallonische Region und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission ein Zusammenarbeitsabkommen geschlossen über besondere Verarbeitungen personenbezogener Daten zur Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften, zur Durchsetzung der Quarantäne- und Testpflicht sowie zur Überwachung der Einhaltung von Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 am Arbeitsplatz durch die zuständigen Sozialinspektoren. Mit diesem Zusammenarbeitsabkommen soll eine Rechtsgrundlage für drei Arten der Verarbeitung von personenbezogenen Daten geschaffen werden. Eine erste Art der Verarbeitung kann stattfinden, um die Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften zu unterstützen, und betrifft die Anreicherung durch das Landesamt für soziale Sicherheit als Auftragsverarbeiter im Auftrag der zuständigen föderierten Teilgebiete; das Landesamt kann drei Kategorien

postcode) van Personen Categorie II voor zover de coronavirus COVID-19-test uitwees dat ze besmet zijn, kan verwerken, samenvoegen en vergelijken met identificatie-, contact-, tewerkstellings- en verblijfsgegevens. Twee van deze verwerkingen hebben betrekking op gegevens uit de PLF-gegevensbank. De eerste van deze verwerking wordt uitgevoerd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid die in de hoedanigheid van verwerker ten behoeve van de bevoegde gefedereerde entiteiten, bepaalde persoonsgegevens afkomstig uit de PLF-gegevensbank van de in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die werkzaamheden uitoefenen in België, kan verwerken, samenvoegen en vergelijken met identificatie-, contact-, tewerkstellings- en verblijfsgegevens, met het oog op het ondersteunen van het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten en met het oog op het handhaven van de verplichte quarantaine en testing. De tweede verwerking waarbij PLF-gegevens worden gebruikt wordt eveneens uitgevoerd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid die in de hoedanigheid van verwerkingsverantwoordelijke, een selectie van bepaalde persoonsgegevens uit de PLF-gegevensbank mag verwerken, samenvoegen en vergelijken met identificatie-, contact-, en tewerkstellingsgegevens, met het oog op het toezicht op de arbeidsplaatsen door de sociaal inspecteurs.

COVID-19 a révélé qu'elles sont infectées, combiner et comparer ces données avec des données d'identification, de contact, de travail et de résidence. Les deux autres traitements concernent les données provenant de la banque de données PLF. Le premier de ces traitements est effectué par l'Office national de sécurité sociale qui peut, en qualité de sous-traitant pour le compte des entités fédérées compétentes, traiter, combiner et comparer certaines données à caractère personnel provenant de la base de données PLF des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, avec des données d'identification, de contact, de travail et de résidence, en vue de soutenir le traçage et l'examen des clusters et des collectivités et en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoires. Le second traitement utilisant les données PLF est également effectué par l'Office national de sécurité sociale qui peut, en qualité de responsable du traitement, traiter une sélection de données à caractère personnel provenant de la base de données PLF, combiner et comparer ces données avec des données d'identification, de contact et de travail, en vue de la surveillance sur les lieux de travail par les inspecteurs sociaux.

personenbezogener Daten aus der Datenbank I von Personen der Kategorie II verarbeiten (ENSS - Erkennungsnummer der sozialen Sicherheit, Datum des COVID-19-Coronavirustests und Postleitzahl), insofern der COVID-19-Coronavirustest ergeben hat, dass sie infiziert sind, und es kann diese Daten zusammenführen und mit Identifizierungs-, Kontakt-, Beschäftigungs- und Wohnortsdaten abgleichen. Die beiden anderen Verarbeitungen betreffen Daten aus der PLF-Datenbank. Die erste dieser Verarbeitungen wird vom Landesamt für soziale Sicherheit durchgeführt, das als Auftragsverarbeiter im Auftrag der zuständigen föderierten Teilgebiete bestimmte personenbezogene Daten aus der PLF-Datenbank von Lohnempfängern oder Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben, verarbeiten, zusammenführen und mit Identifizierungs-, Kontakt-, Beschäftigungs- und Wohnortsdaten abgleichen kann, um die Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften zu unterstützen und die Quarantäne- und Testpflicht durchzusetzen. Die zweite Verarbeitung unter Verwendung der PLF-Daten wird auch vom Landesamt für soziale Sicherheit durchgeführt, das als für die Verarbeitung Verantwortlicher ausgewählte personenbezogene Daten aus der PLF-Datenbank verarbeiten, zusammenführen und mit Identifizierungs-, Kontakt- und Beschäftigungsdaten abgleichen kann, um die Überwachung der

Arbeitsplätze durch die Sozialinspektoren zu ermöglichen.

De twee bovengenoemde samenwerkingsovereenkomsten regelen dus bepaalde overdrachten en verwerkingen van gegevens uit het PLF. Uit verschillende adviezen van de afdeling Wetgeving van de Raad van State is evenwel gebleken dat er nood is aan een wet of samenwerkingsakkoord waarbij het PLF als 'norm' wordt geregeld zodat er een globaal overzicht is van de PLF-gegevens. Er wordt geopteerd voor een samenwerkingsakkoord omdat heel wat van het PLF-gegevens gebruikt worden door de deelstaten. Deze werkwijze is conform aan het legaliteitsbeginsel zoals de Raad van State en de Gegevensbeschermingsautoriteit dit voorhouden. De creatie van dit samenwerkingsakkoord doet geen afbreuk aan de reeds bestaande samenwerkingsakkoorden waarin de overdracht van gegevens wordt geregeld.

Ainsi, les deux accords de coopération précités règlent certains transferts et traitements des données issues du PLF. Toutefois, il ressort des différents avis de la Section de législation du Conseil d'Etat qu'un certain nombre de précisions étaient encore nécessaires. Toutefois, il ressort de différents avis de la section de législation du Conseil d'État qu'il est nécessaire d'avoir une loi ou un accord de coopération réglant le PLF en tant que 'norme', afin de disposer d'une vue d'ensemble des données PLF. Il est fait choix d'un accord de coopération parce qu'un grand nombre de données PLF sont utilisées par les entités fédérées. Cette procédure est conforme au principe de légalité tel que préconisé par le Conseil d'État et l'Autorité de Protection des Données. La création de cet accord de coopération ne porte pas préjudice aux accords de coopération existants qui règlent le transfert de données.

So regeln die beiden vorerwähnten Zusammenarbeitsabkommen bestimmte Übermittlungen und Verarbeitungen von Daten aus dem PLF. Aus verschiedenen Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates geht jedoch hervor, dass ein Gesetz oder ein Zusammenarbeitsabkommen zur Festlegung des PLF als "Norm" notwendig ist, um eine globale Übersicht über die PLF-Daten zu haben. Ein Zusammenarbeitsabkommen ist gewählt worden, weil viele der PLF-Daten von den föderierten Teilgebieten verwendet werden. Dieses Verfahren entspricht dem Legalitätsprinzip wie vom Staatsrat und der Datenschutzbehörde empfohlen. Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen lässt bestehende Zusammenarbeitsabkommen zur Regelung der Übermittlung von Daten unberührt.

De federale overheid is betrokken bij dit samenwerkingsakkoord op grond van haar residuaire bevoegdheden waarbij ze voorwaarden kan opleggen in verband met de toegang tot het grondgebied, zoals het invullen van het PLF voor de afreis naar België en het bij zich houden van dat PLF tijdens de afreis naar België (cfr. ook bovenvermeld advies van de Raad van State n° 68978/VR van 16 maart 2021).

L'autorité fédérale est partie à cet accord de coopération en vertu de ses pouvoirs résiduels qui lui permettent d'imposer des conditions concernant l'entrée sur le territoire, comme l'obligation de remplir le PLF avant le voyage en Belgique et de l'avoir sur soi pendant le voyage en Belgique (cfr. l'avis du Conseil d'État n° 68978/VR du 16 mars 2021 précité)

Die Föderalbehörde ist aufgrund ihrer Restbefugnisse, die es ihr erlauben, Bedingungen für die Einreise in das Staatsgebiet aufzuerlegen, wie zum Beispiel die Verpflichtung, das PLF vor der Einreise nach Belgien auszufüllen und während der Reise nach Belgien mit zu führen, Partei dieses Zusammenarbeitsabkommens (siehe vorerwähntes Gutachten des Staatsrates Nr. 68978/VR vom 16. März 2021).

De federale overheid beschikt overigens over bevoegdheden die het haar mogelijk maken de verwerking van gegevens te organiseren in het kader van de strijd tegen de verspreiding van COVID-19. Daartoe kan de federale overheid, in de uitoefening van haar bevoegdheden, een databank oprichten (cfr. advies n°67.482/3 van 3 juni 2020 over ‘een amendement op bij het wetsvoorstel ‘tot oprichting van een databank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID19’). Anderzijds is de samenwerking met de deelstaten in dit akkoord belangrijk omwille van hun bevoegdheden op het vlak van contacttracing en quarantaine en testing.

L’autorité fédérale dispose à ce propos de compétences lui permettant d'organiser le traitement des données dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19. A cette fin, l’autorité fédérale peut, dans le cadre de l'exercice de ses compétences, créer une base de données (cfr. avis n° 67.482/3 du 3 juin 2020 sur ‘un amendement sur une proposition de loi portant création d’une banque de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus covid-19’). D’autre part, la collaboration avec les entités fédérées est importante dans le présent accord vu leur compétence en matière de suivi des contacts et de quarantaine et testing.

Die Föderalbehörde verfügt diesbezüglich über Befugnisse, die es ihr ermöglichen, die Verarbeitung von Daten im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 zu organisieren. Zu diesem Zweck kann die Föderalbehörde im Rahmen der Ausübung ihrer Befugnisse eine Datenbank einrichten (siehe Gutachten Nr. 67.482/3 vom 3. Juni 2020 über einen Abänderungsantrag zu einem Gesetzesvorschlag in Bezug auf die Schaffung einer Datenbank bei Sciensano im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19). Andererseits ist bei vorliegendem Abkommen die Zusammenarbeit mit den föderierten Teilgebieten wichtig, da diese für Kontaktrückverfolgung, Quarantäne und Tests zuständig sind.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in haar advies n°68.936/AG van 7 april 2021 over een voorontwerp van wet ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’ eveneens opgemerkt dat in de strijd tegen een epidemische noodsituatie de federale overheid maatregelen kan nemen in het kader van haar residuaire bevoegdheden inzake de handhaving van de openbare orde, meer bepaald de handhaving van de gezondheid in het openbaar (sanitaire politie), traditioneel gedefinieerd als “de afwezigheid van ziekten of besmettingen” in de publieke ruimten.

Par ailleurs, la section de législation du Conseil d’État a également rappelé dans son avis n° 68.936/AG du 7 avril 2021 sur un avant-projet de loi relatif aux mesures de police administrative lors d’une situation d’urgence épidémique’ que pour lutter contre une situation d’urgence épidémique, l’autorité fédérale peut prendre des mesures dans le cadre de ses compétences résiduelles en matière de maintien de l’ordre public, et plus particulièrement le maintien de la salubrité publique (police sanitaire), traditionnellement définie comme « l’absence de maladies ou de contaminations » dans les espaces publics.

Darüber hinaus hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates in ihrem Gutachten Nr. 68.936/AG vom 7. April 2021 zu einem Vorentwurf eines Gesetzes über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen in einer epidemischen Notsituation daran erinnert, dass die Föderalbehörde zur Bekämpfung eines epidemischen Notstands im Rahmen ihrer Restbefugnisse im Bereich der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und insbesondere der Aufrechterhaltung der öffentlichen Gesundheit (gesundheitsrechtliche Maßnahmen), die traditionell als "Abwesenheit von Krankheiten oder Ansteckungen" im

öffentlichen Raum definiert wird, Maßnahmen treffen kann.

De PLF-gegevensbank in zijn geheel vindt zijn oorsprong in het artikel 23 van de International Health Regulations (IHR) van de WGO.
De International Health Regulations van de WGO behoren tot het Belgisch positief recht en zijn gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 18 juni 2007.

La base de données PLF dans son ensemble trouve son origine dans l'article 23 de l'International Health Regulations (IHR) de l'OMS. L'International Health Regulations de l'OMS fait partie du droit positif belge et a été publié au Moniteur belge du 18 juin 2007.

Die PLF-Datenbank als Ganzes hat ihren Ursprung in Artikel 23 der International Health Regulations (IHR) der WHO. Die International Health Regulations sind Teil des belgischen positiven Rechts und sind im Belgischen Staatsblatt vom 18. Juni 2007 veröffentlicht worden.

Artikel 23 van de International Health Regulations bepaalt :
"Gezondheidsmaatregelen bij aankomst en vertrek
1. Met inachtneming van toepasselijke internationale overeenkomsten en relevante artikelen van deze Regeling kan een Staat die Partij is ten behoeve van de volksgezondheid bij aankomst of vertrek het volgende verlangen :
a) ten aanzien van reizigers :
i) informatie betreffende de bestemming van de reiziger zodat met hem of haar contact kan worden opgenomen;
ii) informatie betreffende de reisroute van de reiziger teneinde vast te stellen of deze in of in de nabijheid van een getroffen gebied heeft gereisd of mogelijk andere contacten met een infectie- of besmettingsbron heeft gehad voorafgaande aan de aankomst, alsmede controle van de gezondheidsdocumenten van de reiziger indien deze ingevolge deze Regeling vereist zijn".

L'article 23 de l'International Health Regulations prévoit :
« Mesures sanitaires à l'arrivée et au départ
1. Sous réserve des accords internationaux applicables et des articles pertinents du présent Règlement, un Etat Partie peut, à des fins de santé publique, à l'arrivée ou au départ :
a) s'agissant des voyageurs :
i) les interroger au sujet de leur destination afin de pouvoir les contacter;
ii) les interroger au sujet de leur itinéraire afin de vérifier s'ils ont séjourné dans une zone affectée ou à proximité, ou sur leurs autres contacts éventuels avec une infection ou une contamination avant leur arrivée, et vérifier les documents sanitaires de ces voyageurs s'ils sont exigés aux termes du présent Règlement ».

In Artikel 23 der International Health Regulations ist Folgendes vorgesehen:
"Gesundheitsmaßnahmen bei Ankunft und Abreise
1. Vorbehaltlich geltender völkerrechtlicher Übereinkünfte und einschlägiger Artikel dieser Vorschriften kann ein Vertragsstaat bei Ankunft oder Abreise für die Zwecke des Gesundheitsschutzes Folgendes verlangen:
a) im Hinblick auf Reisende
i) Informationen zum Zielort des Reisenden, damit Kontakt mit dem Reisenden aufgenommen werden kann;
ii) Informationen zur Reiseroute des Reisenden, um festzustellen zu können, ob im oder nahe dem betroffenen Gebiet Reisen stattgefunden haben oder ob es andere mögliche Kontakte zu Infektions- oder Verseuchungsquellen vor der Ankunft gab, und Prüfung der Gesundheitsdokumente des Reisenden, wenn diese aufgrund dieser Vorschriften erforderlich sind."

Voor de uitvoering daarvan is binnen de WGO een standaarddocument uitgewerkt:

Pour ce faire, un document standard - la Carte de Localisation des Passagers, a été

Zu diesem Zweck wurde innerhalb der WHO ein Standarddokument entwickelt:

de Passenger Locator Card. Het PLF is op dat model gebaseerd. Het PLF wordt in een breder kader gebruikt dan enkel bij COVID-19. Het is een middel voorgeschreven door de WGO om in het kader van epidemieën of pandemieën voldoende informatie te hebben om de verspreiding via reizigers te kunnen beperken.

élaboré au sein de l'OMS. Le PLF est basé sur ce modèle. Le PLF est utilisé dans un contexte plus large que celui de COVID-19. Il s'agit d'un outil prescrit par l'OMS afin de disposer d'informations suffisantes dans le contexte d'épidémies ou de pandémies pour pouvoir limiter la propagation via les voyageurs.

die Passenger Locator Card. Das PLF basiert auf diesem Standarddokument. Das PLF wird in einem breiteren Kontext als COVID-19 verwendet. Es ist ein von der WHO vorgeschriebenes Instrument, um im Rahmen von Epidemien oder Pandemien über ausreichende Informationen zu verfügen, um die Ausbreitung über Reisende begrenzen zu können.

Daarnaast beveelt de Raad van de Europese Unie ook aan dat ten behoeve van de opsporing van contacten het PLF-instrument ook zou worden gebruikt om gegevens uit te wisselen over gevallen van COVID-19 die bij aankomst van een persoon op het grondgebied van een lidstaat worden ontdekt. Deze uitwisseling gebeurt in het kader van het systeem voor vroegtijdige waarschuwing en reactie (EWRS), dat is ingesteld bij artikel 8 van Besluit nr. 1082/2013/EU en door het Europees Centrum voor ziektepreventie en-bestrijding (ECDC) wordt geëxploiteerd (cfr. de Aanbeveling (EU) 2020/1475 van de Raad van 13 oktober 2020 betreffende een gecoördineerde aanpak van de beperking van het vrije verkeer in reactie op de COVID-19-pandemie, paragraaf 23). Aangezien de huidige technische EWRS-infrastructuur nog niet afgesteld is om het volume PLF-gegevens dat wordt gegenereerd door het systematische en grootschalige gebruik van PLF's, te verwerken, heeft de Europese Commissie beslist om een technische infrastructuur — het PLF-uitwisselingsplatform — op te zetten om een veilige, tijdige

De surcroit, en vue de la recherche des contacts, le Conseil de l'Union européenne recommande aux États membres l'utilisation de cet outil afin de pouvoir échanger les données collectées sur les cas de Covid-19 détectés à l'arrivée d'une personne sur leur territoire. Cet échange a lieu dans le cadre du système d'alerte précoce et de réaction (ci-après le «SAPR») établi à l'article 8 de la décision n° 1082/2013/UE et géré par le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (cfr. la Recommandation (UE) 2020/1475 du Conseil du 13 octobre 2020 relative à une approche coordonnée de la restriction de la libre circulation en réaction à la pandémie de COVID-19, paragraphe 23). Étant donné que l'infrastructure technique fournie dans le cadre du SAPR n'est pas encore en mesure de prendre en charge le volume de données des formulaires de localisation des passagers généré par l'utilisation systématique et à grande échelle de ces formulaires, la Commission européenne a décidé de mettre en place une infrastructure technique, appelée «plateforme d'échange de formulaires de localisation des

Darüber hinaus empfiehlt der Rat der Europäischen Union den Mitgliedstaaten im Hinblick auf die Kontaktermittlung, dieses Instrument für den Austausch von Daten über Covid-19-Fälle zu nutzen, die bei der Ankunft einer Person in ihrem Staatsgebiet festgestellt wurden. Dieser Austausch findet im Rahmen des in Artikel 8 des Beschlusses Nr. 1082/2013/EU eingerichteten Frühwarn- und Reaktionssystems (im Folgenden "EWRS") statt, das vom Europäischen Zentrum für die Prävention und die Kontrolle von Krankheiten verwaltet wird (siehe Empfehlung (EU) 2020/1475 des Rates vom 13. Oktober 2020 für eine koordinierte Vorgehensweise bei der Beschränkung der Freizügigkeit aufgrund der COVID-19-Pandemie, Absatz 23). Da die im Rahmen des EWRS zur Verfügung gestellte technische Infrastruktur noch nicht in der Lage ist, die durch die systematische und großflächige Verwendung der PLF erzeugte Menge an PLF-Daten zu verwerten, hat die Europäische Kommission beschlossen, eine "Plattform für den Austausch von Reiseformularen" genannte technische Infrastruktur

en doeltreffende uitwisseling van gegevens tussen de voor het EWRS bevoegde autoriteiten van de lidstaten mogelijk te maken. De doorstroming van informatie gebeurt op interoperabele en automatische wijze uit de bestaande nationale digitale PLF-systemen aan andere voor het EWRS bevoegde autoriteiten (cfr. Uitvoeringsbesluit (EU) 2021/858 van de Commissie van 27 mei 2021 tot wijziging van Uitvoeringsbesluit (EU) 2017/253 wat betreft alarmmeldingen als gevolg van ernstige grensoverschrijdende bedreigingen van de gezondheid en voor de opsporing van contacten van passagiers die zijn geïdentificeerd met behulp van traceringsformulieren voor passagiers). Zodoende wenst de Europese Commissie dat de Europese lidstaten via hun nationale PLF's een gemeenschappelijk minimumpakket van PLF-gegevens verzamelen voor een doeltreffende grensoverschrijdende tracing van contacten op basis van PLF-gegevens.

passagers», afin de permettre l'échange sécurisé, rapide et efficace de données entre les autorités compétentes du SAPR des États membres. La transmission d'informations a lieu d'une manière interopérable et automatique, depuis les systèmes nationaux de formulaires numériques de localisation des passagers existants vers d'autres autorités compétentes du SAPR (cfr. Décision d'exécution (UE) 2021/858 de la Commission du 27 mai 2021 modifiant la décision d'exécution (UE) 2017/253 en ce qui concerne les alertes déclenchées par des menaces transfrontières graves pour la santé et la recherche des contacts de passagers identifiés au moyen de formulaires de localisation des passagers). Ainsi, la Commission souhaite que les États membres recueillent un ensemble commun minimal de données des formulaires de localisation des passagers au moyen de leurs formulaires nationaux de localisation des passagers afin que la recherche transfrontière des contacts reposant sur les données des formulaires de localisation des passagers soit efficace.

einzurichten, die den sicheren, schnellen und effizienten Austausch von Daten zwischen den für das EWRS zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten ermöglicht. Die Übermittlung von Informationen erfolgt interoperabel und automatisch von den bestehenden nationalen Systemen der digitalen Passagier-Lokalisierungsformulare aus an andere für das EWRS zuständige Behörden (siehe Durchführungsbeschluss (EU) 2021/858 der Kommission vom 27. Mai 2021 zur Änderung des Durchführungsbeschlusses (EU) 2017/253 in Bezug auf durch schwerwiegende grenzüberschreitende Gesundheitsgefahren ausgelöste Warnmeldungen und für die Kontaktnachverfolgung von Passagieren mithilfe von Reiseformularen). Daher möchte die Kommission, dass die Mitgliedstaaten über ihre nationalen Reiseformulare einen gemeinsamen Mindestumfang an PLF-Daten erheben, um eine wirksame grenzüberschreitende Kontaktnachverfolgung auf der Grundlage von PLF-Daten zu gewährleisten.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft er in haar advies n° 69.336/VR van 17 mei 2021, verwijzend naar advies n° 68.936/AG van 7 april 2021, aan herinnerd dat de essentiële elementen in verband met de gegevensverwerking waarvan er vijf zijn, hetzij in een federale wet, hetzij in een samenwerkingsakkoord waaraan instemming wordt verleend,

A cet égard, la section de législation du Conseil d'État a, dans son avis n° 69.336/VR daté du 17 mai 2021 se référant à son n° 68.936/AG du 7 avril 2021, rappelé que les éléments essentiels relatifs au traitement des données, lesquels sont au nombre de 5, doivent être fixés, soit dans une loi fédérale, soit dans un accord de coopération auquel assentiment est donné (cfr. point 6) :

Diesbezüglich hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates in ihrem Gutachten Nr. 69.336/VR vom 17. Mai 2021 unter Bezugnahme auf ihr Gutachten Nr. 68.936/AG vom 7. April 2021 daran erinnert, dass die wesentlichen Elemente in Bezug auf die Datenverarbeitung, von denen es fünf gibt, entweder in einem föderalen Gesetz oder in einem von den verschiedenen

moeten worden vastgesteld (cfr. punt 6):
“Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op het privéleven, dat het formeel legaliteitsbeginsel dient te worden nageleefd.
Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettelijkheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de ‘essentiële elementen’ voorafgaandelijk door de wetgever vastgesteld zijn.

« Conformément à l’article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit à la vie privée, sont soumis au respect d’un principe de légalité formelle.
En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l’article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu’aucune ingérence dans l’exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu’en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n’est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l’habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l’exécution de mesures dont les « éléments essentiels » sont fixés préalablement par le législateur.

Versammlungen gebilligten Zusammenarbeitsabkommen festgelegt werden müssen (vgl. Punkt 6).
Der Staatsrat stellt fest, dass gemäß Artikel 22 der Verfassung jede Verarbeitung personenbezogener Daten und ganz allgemein jeder Eingriff in das Recht auf Privatleben der Einhaltung des Grundsatzes der formellen Gesetzmäßigkeit unterliegt.
Indem Artikel 22 der Verfassung dem zuständigen Gesetzgeber die Befugnis vorbehält, zu bestimmen, in welchen Fällen und unter welchen Bedingungen das Recht auf Achtung vor dem Privatleben verletzt werden darf, garantiert er jedem Bürger, dass in die Ausübung dieses Rechts nicht eingegriffen werden darf, es sei denn aufgrund von Regeln, die von einer demokratisch gewählten beschlussfassenden Versammlung angenommen wurden. Eine Übertragung auf eine andere Befugnisebene verstößt jedoch nicht gegen das Legalitätsprinzip, sofern die Ermächtigung hinreichend genau definiert ist und sich auf die Durchführung von Maßnahmen bezieht, deren "wesentliche Elemente" im Voraus vom Gesetzgeber festgelegt werden.

Bijgevolg moeten de ‘essentiële elementen’ van de verwerking van persoonsgegevens in de wet zelf worden vastgelegd. In dat verband is de afdeling Wetgeving van oordeel dat ongeacht de aard van de betrokken aangelegenheid, de volgende elementen in beginsel ‘essentiële elementen’ uitmaken: 1°) de categorie van verwerkte gegevens; 2°) de categorie van

Par conséquent, les ‘éléments essentiels’ des traitements de données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi elle-même. À cet égard, la section de législation considère que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des ‘éléments essentiels’ les éléments suivants: 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes

Daher müssen die "wesentlichen Elemente" der Verarbeitungen personenbezogener Daten im Gesetz selbst festgelegt werden. In dieser Hinsicht ist die Gesetzgebungsabteilung der Ansicht, dass folgende Elemente unabhängig vom Gegenstand prinzipiell "wesentliche Elemente" darstellen: 1) die Kategorien von verarbeiteten Daten; 2) die Kategorien von

betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens (cfr. advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State n°69.336/VR van 17 mei 2021 over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende bijzondere verwerkingen van persoonsgegevens met het oog op het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten, met het oog op de handhaving van de verplichte quarantaine en testing en met het oog op het toezicht op de naleving door de bevoegde sociaal inspecteurs van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 tegen te gaan op de arbeidsplaatsen').

concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données » (cfr. avis de la section de législation du Conseil d'État précité n° 69.336/VR du 17 mai 2021 sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire commune concernant des traitements particuliers des données à caractère personnel en vue du traçage et de l'examen des clusters et collectivités, en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoire en en vue de la surveillance par les inspecteurs sociaux du respect des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail').

betroffenen Personen; 3) der Verarbeitungszweck; 4) die Kategorien von Personen, die Zugriff auf die verarbeiteten Daten haben; und 5) die Höchstdauer, für die die Daten gespeichert werden dürfen (siehe vorerwähntes Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates Nr. 69.336/VR vom 17. Mai 2021 über einen Vorentwurf eines Gesetzes zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission über besondere Verarbeitungen personenbezogener Daten zur Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften, zur Durchsetzung der Quarantäne- und Testpflicht sowie zur Überwachung der Einhaltung von Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 am Arbeitsplatz durch die zuständigen Sozialinspektoren).

Verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België

De bepalingen van deze titel beogen een duurzaam juridisch kader te voorzien voor de verwerking van persoonsgegevens van de in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en

Traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique

Les dispositions du présent titre visent à prévoir un cadre juridique durable pour le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant

Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben

Die Bestimmungen des vorliegenden Titels zielen darauf ab, unter Einhaltung der Grundsätze der Gesetzmäßigkeit und Rechtssicherheit einen dauerhaften Rechtsrahmen in Form eines

zelfstandigen die activiteiten uitoefenen in België, met respect voor het legaliteitsbeginsel en rechtszekerheidsbeginsel in de vorm van een samenwerkingsakkoord. Deze verwerkingen zijn sedert eind december 2020 – midden januari 2021 tot heden voorzien bij artikel 3 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken. De bewoordingen van kwestieuze bepalingen werden grotendeels hernomen, met dien verstande dat enkele elementen werden gepreciseerd en verfijnd.

ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, dans le respect des principes de légalité et de sécurité juridique, sous forme d'un accord de coopération. Depuis fin décembre 2020 – mi-janvier 2021 jusqu'à présent, ces traitements sont prévus par l'article 3 de l'arrête ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19. Le libellé des dispositions en question a été largement repris, certains éléments ont été précisés et affinés.

Zusammenarbeitsabkommens zu schaffen für die Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben. Seit Ende Dezember 2020 - Mitte Januar 2021 bis heute sind diese Verarbeitungen durch Artikel 3 des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 vorgesehen. Der Wortlaut der betreffenden Bestimmungen wurde weitgehend übernommen, wobei einige Punkte präzisiert und verfeinert wurden.

Wat de bevoegdheden betreft, is het centrale uitgangspunt dat elke overheid verantwoordelijk is voor de bestrijding van een volksgezondheidscrisis binnen de grenzen van haar eigen materiële bevoegdheden.

En ce qui concerne les compétences, le point de départ est que chaque autorité est responsable de la lutte contre une crise sanitaire dans la limite de ses compétences matérielles.

Ausgangspunkt hinsichtlich der Zuständigkeit ist, dass jede Behörde für die Bekämpfung einer Gesundheitskrise innerhalb der Grenzen ihrer eigenen materiellen Zuständigkeiten verantwortlich ist.

De mogelijke bestemmelingen van de persoonsgegevens verwerkt in uitvoering van deze Titel betreffen zowel de gefedereerde actoren bevoegd inzake contactonderzoek, als de federale sociaal inspecteurs die bevoegd zijn voor het toezicht op de naleving van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.

Les destinataires possibles des données à caractère personnel traitées en application du présent Titre sont les entités fédérées chargées du suivi des contacts, ainsi que les inspecteurs sociaux fédéraux chargés de surveiller le respect des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

Mögliche Empfänger der in Anwendung des vorliegenden Titels verarbeiteten personenbezogenen Daten sind die für Kontaktermittlung zuständigen föderierten Teilgebiete und die föderalen Sozialinspektoren, die mit der Überwachung der Einhaltung der Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 am Arbeitsplatz beauftragt sind.

Wat het contactonderzoek betreft, zijn de gemeenschappen en het Waals gewest bevoegd voor de opsporing en de strijd tegen de besmettelijke en sociale ziekten als een onderdeel van hun

Pour ce qui est du suivi des contacts, les communautés et la Région wallonne sont compétentes pour le dépistage et la lutte contre les maladies infectieuses et sociales dans le

In Bezug auf die Kontaktermittlung sind die Gemeinschaften und die Wallonische Region im Rahmen ihrer Befugnisse im Bereich Präventivmedizin (Art. 5 § 1

bevoegdheden inzake preventieve gezondheidszorg (art. 5, §1, 1, eerste lid, 8° BWHI).

cadre de leur compétence en matière de prévention sanitaire (art. 5, §1, I, alinéa 1er , 8°, LSRI).

römisch I Absatz 1 Nr. 8 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen) für die Rückverfolgung und die Bekämpfung von Infektionskrankheiten und Sozialkrankheiten zuständig.

Voor wat betreft het toezicht door de bevoegde sociaal inspecteurs op de naleving van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 tegen te gaan op de arbeidsplaatsen, wordt voor de relevante federale bevoegdheden in het bijzonder verwezen naar artikel 17, § 2, en artikel 238 van het Sociaal Strafwetboek.
Deze titel regelt derhalve aangelegenheden die zowel tot de bevoegdheden van de federale staat als tot de bevoegdheden van de gefedereerde entiteiten behoren.

Pour ce qui concerne la surveillance du respect par les inspecteurs sociaux compétents des mesures visant à réduire la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail, il est notamment fait référence à l'article 17, § 2, et à l'article 238 du Code pénal social pour ce qui est des compétences fédérales pertinentes.
Le présent titre régit dès lors des aspects qui relèvent tant des compétences fédérales que des compétences des entités fédérées.

In Bezug auf die Überwachung der Einhaltung der Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 am Arbeitsplatz durch die zuständigen Sozialinspektoren wird, was relevante föderale Zuständigkeiten betrifft, auf Artikel 17 § 2 und Artikel 238 des Sozialstrafgesetzbuches verwiesen.

De categorieën van betrokkenen wiens persoonsgegevens worden verwerkt betreffen de in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die werkzaamheden uitoefenen in België. Deze categorie van personen verplaatst zich in het algemeen meer naar het buitenland (grotendeels verplaatsingen naar hun thuisland) en verblijft soms in omstandigheden die een potentieel gezondheidsrisico kunnen vormen. De bevoegde gefedereerde entiteiten beschikken bovendien in het algemeen over minder kwalitatieve contactgegevens van deze categorie van personen. Deze omstandigheden maken dat bijzondere aandacht wordt besteed aan deze categorie van

Les catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées concernent des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique. Cette catégorie de personnes se déplace généralement plus souvent à l'étranger (et notamment dans leur pays d'origine) et réside parfois dans des circonstances qui peuvent constituer un risque potentiel pour la santé. En ce qui concerne cette catégorie de personnes, les entités fédérées compétentes disposent généralement de coordonnées moins qualitatives. Dans ces circonstances, une attention particulière est donc accordée à cette catégorie de personnes dans le cadre de la lutte contre la

Vorliegender Titel regelt daher Aspekte, die sowohl in die föderalen Zuständigkeiten als auch in die Zuständigkeiten der föderierten Teilgebiete fallen.
Die Kategorien von betroffenen Personen, deren personenbezogene Daten verarbeitet werden, betreffen Lohnempfänger und Selbständige, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben. Diese Kategorie von Personen begibt sich im Allgemeinen öfters ins Ausland (größtenteils in ihr Heimatland) und wohnt manchmal unter Bedingungen, die ein potenzielles Gesundheitsrisiko darstellen können. Für diese Kategorie von Personen verfügen die zuständigen föderierten Teilgebiete in der Regel über

betrokkenen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19.

propagation du coronavirus COVID-19.

weniger qualitative Kontaktinformationen. Unter diesen Umständen wird dieser Kategorie von Personen im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 besondere Aufmerksamkeit gewidmet.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

COMMENTAIRE DES ARTICLES

KOMMENTAR ZU DEN ARTIKELN

Titel I: Algemeen

Titre I : Général

Titel I - Allgemeines

Artikel 1. Artikel 1 bevat een aantal definities.

Article 1. L'article 1er contient un certain nombre de définitions.

Artikel 1 - Artikel 1 enthält einige Begriffsbestimmungen.

Artikel 2. Artikel 2 vermeldt de doelstellingen van dit samenwerkingsakkoord (paragrafen 1 en 2), schrijft voor dat de partijen de maatregelen moeten nemen om het samenwerkingsakkoord uit te voeren en om hun bestaande initiatieven ermee in overeenstemming te brengen (paragraaf 3) en voorziet in de mogelijkheid van uitvoerende samenwerkingsakkoorden (paragraaf 4).

Article 2. L'article 2 énonce les finalités de l'accord de coopération (paragraphes 1 et 2), exige des parties qu'elles prennent des mesures pour mettre en œuvre l'accord de coopération et pour harmoniser leurs initiatives existantes avec celui-ci (paragraphes 3) et prévoit la possibilité de mettre en œuvre des accords de coopération d'exécution (paragraphe 4).

Artikel 2 - Artikel 2 umfasst die Ziele des Zusammenarbeitsabkommens (§§ 1 und 2), die Verpflichtung für die Parteien, Maßnahmen zur Umsetzung des Zusammenarbeitsabkommens zu ergreifen und ihre bestehenden Initiativen mit dem Abkommen zu harmonisieren (§ 3), und die Möglichkeit, ausführende Zusammenarbeitsabkommen zu schließen (§ 4).

Titel II: Vaccinatie-, test- en herstelcertificaten

Titre II : Certificats de vaccination, de test et de rétablissement

Titel II - Impf-, Test- und Genesungszertifikate

Artikel 3. In artikel 3 worden de drie verschillende certificaten benoemd die afgegeven kunnen worden door middel van het digitaal EU-COVID-certificaat, met name het vaccinatie-, test- en herstelcertificaat (paragraaf 1). Deze certificaten worden afgegeven in een beveiligd en interoperabel formaat, in digitale vorm, middels de COVIDSafe-applicatie, en/of op papier. Beide vormen van het digitaal EU-

Article 3. L'article 3 énumère les trois différents certificats pouvant être délivrés au moyen du certificat COVID numérique de l'UE, notamment le certificat de vaccination, de test et de rétablissement (paragraphe 1). Ces certificats visés au §1 sont délivrés dans un format sécurisé et interopérable sous forme numérique, au moyen de l'application COVIDSafe, ou sur papier. Les deux formes du

Artikel 3 - In Artikel 3 werden die drei verschiedenen Zertifikate aufgeführt, die mit Hilfe des digitalen EU-COVID-Zertifikat ausgestellt werden können, nämlich das Impfzertifikat, das Testzertifikat und das Genesungszertifikat (§ 1). Diese Zertifikate werden in einem sicheren und interoperablen elektronischen Format mittels der COVIDSafe-Anwendung und/oder auf Papier ausgestellt.

COVID-certificaat bevatten een streepjescode en een naam teneinde de echtheid, geldigheid en integriteit van het certificaat te verifiëren en de aspirant houders hebben het recht de certificaten te ontvangen in de vorm van hun keuze. De technische specificaties waaraan de streepjescode dient te voldoen, wordt bepaald in een uitvoerend samenwerkingsakkoord (paragraaf 2). Het digitaal EU-COVID-certificaat wordt kosteloos verstrekt en de houder kan tevens kosteloos een nieuw exemplaar verkrijgen (paragraaf 3). Op het vaccinatie-, test- en herstelcertificaat wordt een bepaalde tekst aangebracht (paragraaf 4). Het bezit van een vaccinatie-, test- of herstelcertificaat, is geen voorwaarde voor het uitoefenen van het recht van vrij verkeer (paragraaf 5). De afgifte van een vaccinatie-, test- of herstelcertificaat leidt niet tot discriminatie op basis van het bezit van een specifieke categorie van certificaten (paragraaf 6). Door de afgifte van het vaccinatie-, test- of herstelcertificaat wordt geen afbreuk gedaan aan de geldigheid van andere vaccinatie-, test- of herstelcertificaten die vóór 16 juni 2021 voor andere doeleinden zijn afgegeven.

certificat COVID numérique de l'UE contiennent un code-barres et un nom afin de vérifier l'authenticité, la validité et l'intégrité du certificat et les titulaires potentiels ont le droit de recevoir les certificats sous la forme de leur choix. Les spécifications techniques auxquelles le code-barres doit répondre sont déterminées dans un accord de coopération d'exécution (paragraphe 2). Le certificat Numérique COVID de l'UE, est fourni gratuitement et le titulaire peut également obtenir gratuitement une nouvelle copie gratuitement (paragraphe 3). Les certificats de vaccination, de test et de rétablissement contiennent une texte spécifique (paragraphe 4). La possession d'un certificat de vaccination, de test ou de rétablissement ne constitue pas une condition préalable à l'exercice du droit à la libre circulation (paragraphe 5). La délivrance d'un certificat de vaccination, de test ou de rétablissement n'entraîne pas de discrimination fondée sur la possession d'une catégorie spécifique de certificats (paragraphe 6). La délivrance du certificat de vaccination, de test ou de rétablissement n'affecte pas la validité de tout autre certificat de vaccination, de test ou de rétablissement délivré à d'autres fins avant le 16 juin 2021.

Beide Formen des digitalen EU-COVID-Zertifikats enthalten einen Strichcode und einen Namen zwecks Überprüfung der Echtheit, der Gültigkeit und der Integrität des Zertifikats und potenzielle Inhaber sind berechtigt, die Zertifikate in der Form ihrer Wahl zu erhalten. Die technischen Spezifikationen, denen der Strichcode entsprechen muss, werden in einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt (§ 2). Das digitale EU-COVID-Zertifikat wird unentgeltlich ausgestellt und der Inhaber kann auch unentgeltlich eine neue Kopie erhalten (§ 3). Impf-, Test- und Genesungszertifikate enthalten einen spezifischen Text (§ 4). Der Besitz eines Impf-, Test- oder Genesungszertifikats ist keine Voraussetzung für die Ausübung des Rechts auf Freizügigkeit (§ 5). Die Ausstellung eines Impf-, Test- oder Genesungszertifikats führt nicht zu einer Diskriminierung aufgrund des Besitzes einer bestimmten Art des Zertifikats (§ 6). Die Ausstellung der Impf-, Test- oder Genesungszertifikate berührt nicht die Gültigkeit anderer Impf-, Testergebnis- oder Genesungsnachweise, die vor dem 16. Juni 2021 für andere Zwecke ausgestellt wurden.

Artikel 4. De entiteiten, vermeld in artikel 7, 1° tot en met 6°, van het samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke

Article 4. Les entités mentionnées à l'article 7, 1° à 6°, de l'accord de coopération du 12 mars 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire

Artikel 4 - Die Einrichtungen, die in Artikel 7 Nr. 1 bis 6 des Zusammenarbeitsabkommens vom 12. März 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen

Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie *betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19*, die ieder voor wat hun bevoegdheid betreft, de verwerkingsverantwoordelijken zijn voor de gegevensverwerkingen in het kader van de vaccinatiegegevens in Vaccinnet, zijn verantwoordelijk voor de afgifte van de vaccinatiecertificaten, vermeld in artikel 3, lid 1, a), van de verordening digitaal EU-COVID-certificaat. Ingevolge artikel 9, lid 4, van de verordening digitaal EU-COVID-certificaat, zijn diezelfde entiteiten de verwerkingsverantwoordelijken voor de gegevensverwerkingen in het kader van de vaccinatiecertificaten.

commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19, qui sont les responsables du traitement des données relatives aux vaccinations contenues dans Vaccinnet, sont chargées de délivrer les certificats de vaccination visés à l'article 3, section 1, point a), du règlement Certificat Numérique COVID. Conformément à l'article 9, alinéa 4, du règlement Certificat Numérique COVID de l'UE, ces mêmes entités sont les responsables du traitement des données relatives aux certificats de vaccination.

Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission *über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit Impfungen gegen COVID-19* erwähnt sind und die jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich die Verantwortlichen für die Verarbeitung der in Vaccinnet enthaltenen Daten im Zusammenhang mit Impfungen sind, sind für die Ausstellung der in Artikel 3 Absatz 1 Buchstabe a der Verordnung digitales EU-COVID-Zertifikat erwähnten Impfzertifikate zuständig. Gemäß Artikel 9 Absatz 4 der Verordnung digitales EU-COVID-Zertifikat sind dieselben Einrichtungen die Verantwortlichen für die Verarbeitung der Daten im Zusammenhang mit den Impfzertifikaten.

Artikel 5. Sciensano, vermeld in artikel 2, §4, van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie *betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een*

Article 5. Sciensano, mentionné à l'article 2, §4, de l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, *concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano*, est

Artikel 5 - Sciensano, erwähnt in Artikel 2 § 4 des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission *in Bezug auf die gemeinsame Verarbeitung von Daten durch Sciensano und die von den zuständigen föderierten Teilgebieten oder von den zuständigen Agenturen bestimmten Kontaktzentren, Gesundheitsinspektionsdienste und mobilen Teams im Rahmen einer Kontaktermittlung bei (vermutlich) mit dem*

gegevensbank bij Sciensano, is verantwoordelijk voor de afgifte van de test- en herstelcertificaten, vermeld in artikel 3, lid 1, b) en c), van de verordening digitaal EU-COVID-certificaat.
Ingevolge artikel 9, lid 4, van de verordening digitaal EU-COVID-certificaat is Sciensano de verwerkingsverantwoordelijke voor de gegevensverwerkingen in het kader van de test- en herstelcertificaten.

responsable de la délivrance des certificats de test et de rétablissement mentionnés à l'article 3 (1) (b) et (c) du règlement Certificat Numérique COVID de l'UE. Conformément à l'article 9, § 4, du règlement Certificat Numérique COVID de l'UE, Sciensano est le responsable du traitement des données relatives aux certificats de test et de rétablissement.

Coronavirus COVID-19 infizierten Personen auf der Grundlage einer Datenbank bei Sciensano, ist für die Ausstellung der in Artikel 3 Absatz 1 Buchstabe b und c der Verordnung digitales EU-COVID-Zertifikat erwähnten Test- und Genesungszertifikate verantwortlich. Gemäß Artikel 9 Absatz 4 der Verordnung digitales EU-COVID-Zertifikat ist Sciensano der Verantwortliche für die Verarbeitung der Daten im Zusammenhang mit den Test- und Genesungszertifikaten.

Artikel 6. Voor de operationele uitvoering van dit samenwerkingsakkoord en van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat wordt beroep gedaan op het agentschap Digitaal Vlaanderen, opgericht bij besluit van de Vlaamse Regering van 18 maart 2016 houdende de oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap Digitaal Vlaanderen en de vaststelling van de werking, het beheer en de boekhouding van het Eigen Vermogen Digitaal Vlaanderen. Dat agentschap wordt belast als verwerker voor de aanmaak en de terbeschikkingstelling van de betreffende certificaten overeenkomstig de modaliteiten die in de voornoemde verordening zijn vastgelegd. Zodoende gebeurt de afgifte van alle certificaten op operationeel niveau via eenzelfde systeem. De certificaten kunnen via diverse digitale overheidsloketten worden aangevraagd en in het door de betrokkene gewenste formaat worden afgeleverd.

Article 6. Pour la mise en œuvre opérationnelle de cet accord de coopération et du Règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE l'Agence Digitaal Vlaanderen, créée par l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 mars 2016 portant création de l'agence autonomisée Digitaal Vlaanderen, et détermination du fonctionnement, de la gestion et de la comptabilité du Fonds propre Digitaal Vlaanderen, est mobilisée. Cette agence est chargée, en qualité de sous-traitant, de créer et de mettre à disposition les certificats correspondants et de développer une application numérique selon les modalités prévues par le règlement précité. De cette façon, la délivrance de tous les certificats au niveau opérationnel se fait via un seul système. Les certificats peuvent être demandés par divers guichets numériques gouvernementaux et délivrés dans le format souhaité par la personne concernée.

Artikel 6 - Für die operative Umsetzung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens und der Verordnung digitales EU-COVID-Zertifikat wird die durch den Erlass der Flämischen Regierung vom 18. März 2016 "houdende de oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap Digitaal Vlaanderen en de vaststelling van de werking, het beheer en de boekhouding van het Eigen Vermogen Digitaal Vlaanderen" (Schaffung der internen verselbständigten Agentur "Digitaal Vlaanderen" und Festlegung der Arbeitsweise, Verwaltung und Buchführung des "Eigen Vermogen Digitaal Vlaanderen") geschaffene Agentur "Digitaal Vlaanderen" eingesetzt. Diese Agentur wird als Auftragsverarbeiter damit beauftragt, gemäß den in der vor-erwähnten Verordnung festgelegten Modalitäten die betreffenden Zertifikate zu erstellen und zur Verfügung zu stellen und eine digitale Anwendung zu entwickeln. Auf diese Weise werden alle

Zertifikate auf operativer Ebene über dasselbe System ausgestellt. Die Zertifikate können über verschiedene digitale Schalter der Behörden angefordert und in dem von der betreffenden Person gewünschten Format ausgestellt werden.

Artikel 7. Het agentschap Digitaal Vlaanderen wordt op vraag van het e-Health-platform, vermeld in artikel 2 van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen, belast met de ontwikkeling van een applicatie aan de hand waarvan de respectieve certificaten digitaal leesbaar zijn conform de verordening digitaal EU-COVID-certificaat.

Article 7. À la demande de la plateforme e-Health visée à l'article 2 de la loi du 21 août 2008 relative à l'établissement et à l'organisation de la plate-forme e-Health et portant des dispositions diverses, l'Agence Digitaal Vlaanderen est chargée du développement d'une application numérique au moyen de laquelle les certificats respectifs peuvent être lus numériquement conformément au règlement Certificat Numérique COVID de l'UE.

Artikel 7 - Auf Antrag der in Artikel 2 des Gesetzes vom 21. August 2008 zur Einrichtung und Organisation der eHealth-Plattform und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen erwähnten eHealth-Plattform wird die Agentur "Digitaal Vlaanderen" mit der Entwicklung einer Anwendung beauftragt, anhand deren die jeweiligen Zertifikate gemäß der Verordnung digitales EU-COVID-Zertifikat elektronisch lesbar sind.

Artikel 8. Artikel 8 bepaalt de verwerkingsdoeleinden voor de verwerking van de categorieën van persoonsgegevens zoals bepaald in artikel 9. De categorieën van persoonsgegevens in artikel 9 worden verwerkt voor de opmaak en afgifte van de vaccinatie-, test- en/of herstelcertificaten in het kader van het digitaal EU-COVID-certificaat met het oog op de opmaak en afgifte van het digitaal EU-COVID-certificaat (paragraaf 1). Deze verwerkingsdoeleinden zijn van toepassing op Belgische onderdanen en onderdanen van derde landen die legaal op het Belgische grondgebied verblijven of wonen (paragraaf 2).

Article 8. L'article 8 régit les finalités du traitement des catégories de données à caractère personnel telles que définies à l'article 9. Les catégories de données à caractère personnel visées à l'article 9 sont traitées aux fins de la création et délivrance des certificats de vaccination, test et/ou rétablissement dans le cadre du certificat COVID numérique de l'UE aux fins d'établissement et de délivrance du certificat COVID numérique de l'UE (paragraphe 1) Ces finalités de traitement s'applique aux ressortissants belges et aux ressortissants de pays tiers résidant légalement ou résidant légalement sur le territoire Belge (paragraphe 2).

Artikel 8 - In Artikel 8 werden die Verarbeitungszwecke der in Artikel 9 bestimmten Kategorien personenbezogener Daten geregelt. Die in Artikel 9 erwähnten Kategorien personenbezogener Daten werden zwecks Erstellung und Ausstellung der Impf-, Test- und/oder Genesungszertifikate im Rahmen des digitalen EU-COVID-Zertifikats verarbeitet (§ 1). Diese Verarbeitungszwecke gelten für belgische Staatsangehörige und Drittstaatsangehörige, die sich rechtmäßig auf belgischem Staatsgebiet aufhalten oder dort ihren Wohnsitz haben (§ 2).

In paragraaf 3 voorziet artikel 8 in de mogelijkheid voor de

Au paragraphe 3, l'article 8 prévoit la possibilité pour le

In Artikel 8 § 3 ist die Möglichkeit vorgesehen, dass die

medewerkers van de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de agentschappen aangeduide contactcentra om de houders van test- en/of herstelcertificaten bepaalde informatie te verstrekken. Dit teneinde de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de agentschappen aangeduide contactcentra vragen van houders van de test-en herstelcertificaten te laten beantwoorden.

personnel des centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les Agences de fournir certaines informations aux titulaires de certificats de test et/ou de recouvrement. Ceci afin que les centres de contact désignés par les entités fédérées ou par les agences puissent répondre aux questions des titulaires des certificats de test et de rétablissement.

Mitarbeiter der von den zuständigen föderierten Teilgebieten oder den Agenturen bestimmten Kontaktzentren den Inhabern von Test- und/oder Genesungszertifikaten bestimmte Auskünfte erteilen. So können die von den zuständigen föderierten Teilgebieten oder den Agenturen bestimmten Kontaktstellen Fragen von Inhabern der Test- und Genesungszertifikate beantworten.

Artikel 9. Artikel 9 omschrijft de categorieën van persoonsgegevens die verwerkt worden in het kader van de opmaak en afgifte van de vaccinatiecertificaten (paragraaf 1), testcertificaten (paragraaf 2) en/of herstelcertificaten (paragraaf 3) en voorziet in een oplijsting van gegevens die de medewerkers van de door de gefedereerde entiteiten of door de agentschappen aangeduide contactcentra mogen verwerken in het kader van de test- en/of herstelcertificaten voor het beantwoorden van vragen die deze medewerkers krijgen omtrent deze certificaten (paragraaf 4).

Article 9. L'article 9 décrit les catégories de données à caractère personnel qui sont traitées dans le cadre de la création et de la délivrance des certificats de vaccination (paragraphe 1), de certificats de test (paragraphe 2) et/ou de certificats de rétablissement (paragraphe 3), et fournit une liste des données que le personnel des centres de contact désignés par les entités fédérées ou par les agences peut traiter dans le cadre des certificats de test et/ou de rétablissement afin de répondre aux questions que le personnel reçoit au sujet de ces certificats (paragraphe 4).

Artikel 9 - In Artikel 9 werden die Kategorien personenbezogener Daten beschrieben, die im Zusammenhang mit der Erstellung und Ausstellung von Impfzertifikaten (§ 1), Testzertifikaten (§ 2) und/oder Genesungszertifikaten (§ 3) verarbeitet werden, und enthält eine Liste der Daten, die die Mitarbeiter der von den föderierten Teilgebieten oder den Agenturen bestimmten Kontaktstellen im Rahmen der Test- und/oder Genesungszertifikate verarbeiten dürfen, um Fragen, die sie zu diesen Zertifikaten erhalten, zu beantworten (§ 4).

Titel III: Opmaken en afgeven van het digitaal EU-COVID-certificaat

Titre III : Création et délivrance du certificat COVID numérique de l'UE

Titel III - Erstellung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats

Artikel 10. Artikel 10 regelt de verwerkingsdoeleinden voor de opmaak en afgifte van het digitaal EU-COVID-certificaat, namelijk: de toegang tot en de verificatie van de in het certificaat opgenomen informatie teneinde de uitoefening van het

Article 10. L'article 10 règle les finalités du traitement pour la création et la délivrance du certificat COVID numérique de l'UE, à savoir : l'accès et la vérification des informations contenues dans le certificat et de la vérification de ces

Artikel 10 - In Artikel 10 werden die Verarbeitungszwecke für die Erstellung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats geregelt, nämlich den Abruf und die Überprüfung der im Zertifikat enthaltenen Informationen im Hinblick auf eine erleichterte

recht van vrij verkeer binnen de unie tijdens de COVID-19 pandemie te faciliteren (paragraaf 1). Het stelt dat met uitzondering voor het genereren van het Covid Safe Ticket, de verwerking van de categorieën van persoonsgegevens in deze certificaten uitsluitend mag gebeuren het oog op de toegang tot en de verificatie van de in het certificaat opgenomen informatie, teneinde de uitoefening van het recht van vrij verkeer binnen de Unie tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren (paragraaf 2). Het verwerkingsdoeleinde bepaald in dit artikel is van toepassing op Belgische onderdanen en onderdanen van derde landen die legaal op het Belgische grondgebied verblijven of wonen (paragraaf 3).

Paragraaf 4 voorziet in het feit dat de desgevallende verificatie teneinde de uitoefening van het recht van vrij verkeer binnen de Unie tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren en eventuele beperkingen te handhaven, gebeurt door de politiediensten bedoeld in artikel 3, 7°, van de wet op het politieambt en de exploitanten van grensoverschrijdende personenvervoersdiensten.

Artikel 11. Artikel 11 omschrijft de categorieën van persoonsgegevens die verwerkt worden voor de doeleinden zoals bepaald in artikel 10 (paragraaf 1), omschrijft de gegevensbanken waaruit deze persoonsgegevens worden bekomen (paragraaf 2), regelt de

informations afin de faciliter l'exercice du droit à la libre circulation au sein de l'Union durant la pandémie de COVID-19 (paragraphe 1). Il précise que, à l'exception de la génération du Covid Safe Ticket, le traitement des catégories de données à caractère personnel contenues dans ces certificats ne sont traitées qu'aux seules fins de l'accès aux informations contenues dans le certificat et de la vérification de ces informations afin de faciliter l'exercice du droit à la libre circulation au sein de l'Union pendant la pandémie de COVID-19. (paragraphe 2). La finalité du traitement prévue par cet article s'applique aux ressortissants belges et aux ressortissants de pays tiers séjournant ou résidant légalement sur le territoire belge (paragraphe 3).

Paragraphe 4 prévois que l'éventuelle vérification afin de faciliter l'exercice du droit à la libre circulation au sein de l'Union pendant la pandémie de COVID-19 et l'application des restrictions éventuelles, se fait par les services de police visés à l'article 3, 7°, de la loi sur la fonction de police et les opérateurs de services transfrontières de transports de voyageurs.

Article 11. L'article 11 décrit les catégories de données personnelles qui sont traitées pour les finalités visées à l'article 10 (paragraphe 1), décrit les bases de données à partir desquelles ces données personnelles sont obtenues (paragraphe 2), règle l'accès pour

Ausübung des Rechts auf Freizügigkeit innerhalb der Union während der COVID-19-Pandemie (§ 1). Darin heißt es, dass die Verarbeitung der in diesen Zertifikaten enthaltenen Kategorien personenbezogener Daten mit Ausnahme der Generierung des Covid Safe Tickets nur zum Zweck des Abrufs und der Überprüfung der im Zertifikat enthaltenen Informationen erfolgen darf, im Hinblick auf eine erleichterte Ausübung des Rechts auf Freizügigkeit innerhalb der Union während der COVID-19-Pandemie (§ 2). Der in diesem Artikel vorgesehene Verarbeitungszweck gilt für belgische Staatsangehörige und für Drittstaatsangehörige, die sich rechtmäßig auf belgischem Staatsgebiet aufhalten oder dort ihren Wohnsitz haben (§ 3).

In § 4 wird vorgesehen, dass die etwaige Überprüfung zur erleichterten Ausübung des Rechts auf Freizügigkeit innerhalb der Union während der COVID-19-Pandemie und zur Anwendung eventueller Beschränkungen durch die in Artikel 3 Nr. 7 des Gesetzes über das Polizeiamt erwähnten Polizeidienste und die grenzüberschreitend tätigen Personenverkehrsdienstleister erfolgt.

Artikel 11 - In Artikel 11 werden die Kategorien personenbezogener Daten beschrieben, die für die in Artikel 10 bestimmten Zwecke verarbeitet werden (§ 1), die Datenbanken beschrieben, aus denen diese personenbezogenen Daten stammen (§ 2), und der

toegang voor zover deze noodzakelijk zou zijn voor het opmaken en afgeven van het digitaal EU-COVID-certificaat voor de verwerkingsverantwoordelijken tot het Rijksregister (paragraaf 3), en legt vast dat de verwerkingsdoeleinden zoals bepaald in het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 en het samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 dienen te worden uitgebreid teneinde de wettelijke opdrachten bepaald in dit samenwerkingsakkoord te kunnen uitoefenen (paragraaf 4) .

les responsables de traitements au registre national, dans la mesure où cela serait nécessaire pour la création et la délivrance du certificat COVID numérique de l'UE (paragraphe 3), et établit que les finalités de traitement telles que déterminées dans l'accord de coopération du 25 août 2020 et l'accord de coopération du 12 mars 2021 doivent être élargies afin de pouvoir exercer les missions légales spécifiées dans le présent accord de coopération (paragraphe 4).

Zugriff der für die Verarbeitung Verantwortlichen auf das Nationalregister geregelt, sofern dies für die Erstellung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats erforderlich ist (§ 3), und wird festgelegt, dass die im Zusammenarbeitsabkommen vom 25. August 2020 und im Zusammenarbeitsabkommen vom 12. März 2021 bestimmten Verarbeitungszwecke erweitert werden, damit die im vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen bestimmten gesetzlichen Aufgaben erfüllt werden können (§ 4).

Titel IV: Covid Safe Ticket

Artikel 12. Artikel 12 legt vast dat in afwijking van artikel 10 de persoonsgegevens van het digitaal EU-COVID-certificaat worden verwerkt teneinde voor de bezoekers van massa-evenementen en proef- en pilootprojecten het Covid Safe Ticket te generen en/of lezen, dit middels de CST-module van de COVIDScan-applicatie. Deze gegevens worden verwerkt teneinde (i) te kunnen controleren of de houder van het digitaal EU-COVID-certificaat voldoet aan de voorwaarden om toegang te krijgen tot een massa-evenement of een proef-of pilootproject; en (ii) de identiteit van de houder van een digitaal EU-COVID-certificaat te kunnen controleren en verifiëren. Het artikel bepaalt dat het Covid Safe Ticket ofwel door de houder kan worden gegeneerd op de COVIDSafe-applicatie ofwel op de COVIDScan-applicatie door

Titre IV: Covid Safe Ticket

Article 12. L'article 12 décrit, par dérogation à l'article 10, les finalités pour lesquelles les données personnelles du certificat COVID numérique de l'UE sont traitées afin de générer et/ou scanner le Covid Safe Ticket pour les visiteurs d'événements de masse et de projets pilotes, par la module CST de l'application COVIDScan. Ces données sont traitées afin de (i) vérifier si le titulaire du certificat COVID numérique de l'UE remplit les conditions d'accès à un événement de masse ou au projet pilote ; et (ii) vérifier et contrôler l'identité du titulaire d'un certificat COVID numérique de l'UE. L'article précise que le Covid Safe Ticket peut être généré par le titulaire sur l'application COVIDSafe ou sur l'application COVIDScan en lisant le certificat COVID numérique de l'UE (paragraphe

Titel IV - Covid Safe Ticket

Artikel 12 - In Artikel 12 wird festgelegt, dass in Abweichung von Artikel 10 personenbezogene Daten des digitalen EU-COVID-Zertifikats verarbeitet werden, um das Covid Safe Ticket für Besucher von Großereignissen und Pilotprojekten zu generieren und/oder einzulesen, und zwar über das CST-Modul der COVIDScan-Anwendung. Diese Daten werden verarbeitet, um (i) zu kontrollieren, ob der Inhaber des digitalen EU-COVID-Zertifikats die Bedingungen für den Zugang zu einem Großereignis oder Pilotprojekt erfüllt, und (ii) die Identität des Inhabers eines digitalen EU-COVID-Zertifikats zu kontrollieren und zu überprüfen. In dem Artikel wird präzisiert, dass das Covid Safe Ticket vom Inhaber mit der COVIDSafe-Anwendung oder der COVIDScan-Anwendung durch

het digitaal EU-COVID-certificaat te lezen (paragraaf 1).
Het artikel legt vast welke personen verplicht zijn om het Covid Safe Ticket te lezen (en desgevallend te generen) en bepaalt vervolgens de gevolgen indien het resultaat van de lezing van de streepjescode op het digitaal EU-COVID-certificaat negatief is of wanneer de identiteit van de houder niet kan worden bevestigd (paragraaf 2). Met uitzondering van de opmaak en afgifte van het digitaal EU-COVID-certificaat, worden de categorieën van persoonsgegevens in de certificaten uitsluitend verwerkt met het oog op het regelen van de toegang tot proef-en pilootprojecten en massa-evenementen en de verificatie van de op het Covid Safe Ticket getoonde gegevens (paragraaf 3). Tot slot bepaalt dit artikel dat de verwerking waarbij het digitaal EU-COVID-certificaat of het door de houder gegenereerde Covid Safe Ticket wordt gelezen teneinde de toegang tot massa-evenementen en proef-en pilootprojecten te regelen maar rechtmatig is voor houders van een digitaal EU-COVID-certificaat geboren in het jaar 2008 of vroeger (paragraaf 4).

1). L'article définit les personnes qui sont obligés de lire (et le cas échéant de générer) le Covid Safe Ticket et détermine ensuite les conséquences si le résultat de la lecture du code-barres sur le certificat COVID numérique de l'UE est négatif ou si l'identité du titulaire ne peut être confirmée (paragraphe 2). A l'exception de la création et la délivrance du certificat COVID numérique de l'UE, les catégories de données à caractère personnel figurant dans les certificats ne sont traitées qu'aux seules fins de réglementer l'accès aux projets pilotes et aux événements de masse et de vérifier les données affichées sur le Covid Safe Ticket. (paragraphe 3). Enfin, cet article prévoit que le traitement dans lequel le certificat COVID numérique de l'UE ou le Covid Safe Ticket généré par le titulaire est lu afin de réglementer l'accès aux événements de masse et aux projets pilotes n'est licite que pour les titulaires d'un certificat COVID numérique de l'UE nés en l'année 2008 ou avant (paragraphe 4).

Einlesen des digitalen EU-COVID-Zertifikats generiert werden kann (§ 1). In dem Artikel wird festgelegt, welche Personen verpflichtet sind, das Covid Safe Ticket einzulesen (und gegebenenfalls zu generieren), und werden die Folgen bestimmt für den Fall, dass das Ergebnis des Einlesens des Strichcodes auf dem digitalen EU-COVID-Zertifikat negativ ist oder die Identität des Inhabers nicht bestätigt werden kann (§ 2). Mit Ausnahme der Erstellung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats werden die in den Zertifikaten enthaltenen Kategorien personenbezogener Daten ausschließlich zum Zweck der Regelung des Zugangs zu Pilotprojekten und Großereignissen und zur Überprüfung der auf dem Covid Safe Ticket angegebenen Daten verarbeitet (§ 3) Schließlich wird in diesem Artikel vorgesehen, dass eine Verarbeitung, bei der das digitale EU-COVID-Zertifikat oder das vom Inhaber generierte Covid Safe Ticket eingelesen wird, um den Zugang zu Großereignissen und Pilotprojekten zu regeln, nur für im Jahr 2008 oder früher geborene Inhaber eines digitalen EU-COVID-Zertifikats rechtmäßig ist (§ 4).

Artikel 13. Artikel 13 bepaalt de categorieën van persoonsgegevens die voor het genereren van het Covid Safe Ticket worden verwerkt (paragraaf 1).
Het artikel beschrijft de gegevens die het Covid Safe Ticket bevat en weergeeft (paragraaf 2). Er wordt vastgesteld door wie het

Article 13. L'article 13 définit les catégories de données personnelles, qui sont traitées pour la génération du Covid Safe Ticket (paragraphe 1). L'article décrit les données que contient et affiche le Covid Safe Ticket (paragraphe 2). Il est décrit par qui le certificat COVID numérique de l'UE ou le Covid

Artikel 13 - In Artikel 13 werden die Kategorien personenbezogener Daten bestimmt, die für die Generierung des Covid Safe Ticket verarbeitet werden (§ 1). In dem Artikel werden die Daten beschrieben, die das Covid Safe Ticket enthält und anzeigt (§ 2). Darin wird festgelegt, wer das

digitaal EU-COVID-certificaat of het door de houder gegeneerde Covid Safe Ticket mag worden gelezen door middel van de CST-module van de COVIDScan-applicatie teneinde te controleren en verifiëren of de houder voldoet aan de voorwaarden om toegang te verkrijgen tot een massa-evenement of proef-en pilootproject, en de identiteit van de houder te controleren (paragrafen 3 en 4). Dit artikel bepaalt dat de voorwaarden waarbij toegang tot een massa-evenement of proef- en pilootproject kan worden verkregen op basis van een Covid Safe Ticket of op basis van andere maatregelen zal worden vastgelegd in een uitvoerend samenwerkingsakkoord (paragraaf 5) en verbiedt de personen bedoeld in artikel 13, § 3 het digitaal EU-COVID-certificaat of het door de houder gegenereerde Covid Safe Ticket teneinde het Covid Safe Ticket te scannen en, desgevallend, te genereren met een andere applicatie of module dan de CST-module van de COVIDScan-applicatie (paragraaf 6). Verder bepaalt dit artikel dat indien de organisatoren van massa-evenementen of proef- en pilootprojecten niet voorzien in bijkomende maatregelen naast het Covid Safe Ticket teneinde de toegang tot het evenement te regelen, de organisator daar op voorhand ten aanzien van de bezoekers voldoende duidelijk over dient te communiceren (paragraaf 7)

Safe Ticket généré par le titulaire peut être lu via le module CST de l'application numérique COVIDScan afin de vérifier que le titulaire remplit les conditions pour accéder à un événement de masse ou à un projet pilote et pour vérifier l'identité du titulaire (paragraphes 3 et 4). Cet article prévoit les conditions dans lesquelles l'accès à événement de masse ou à un projet pilote peut être obtenu sur la base d'un Covid Safe Ticket ou sur la base d'autres mesures, seront régies par le biais d'un accord de coopération d'exécution (paragraphe 5) et interdit aux personnes visées à l'article 13, § 3, de scanner le certificat COVID numérique de l'UE ou le Covid Safe Ticket généré par le titulaire aux fins de lire et, le cas échéant, de générer le Covid Safe Ticket avec une application ou un module autre que le module CST de l'application COVIDScan (paragraphe 6). En outre, cet article prévoit que si les organisateurs d'un événement de masse ou de projets pilotes ne prévoient pas de mesures supplémentaires en plus du Covid Safe Ticket afin de réglementer l'accès à l'événement, l'organisateur doit le communiquer suffisamment clairement aux visiteurs à l'avance (paragraphe 7)

digitale EU-COVID-Zertifikat oder das vom Inhaber generierte Covid Safe Ticket über das CST-Modul der COVIDScan-Anwendung einlesen kann, um zu kontrollieren, ob der Inhaber die Bedingungen für den Zugang zu einem Großereignis oder Pilotprojekt erfüllt, und um die Identität des Inhabers zu überprüfen (§§ 3 und 4). In diesem Artikel wird vorgesehen, dass die Bedingungen, unter denen man Zugang zu einem Großereignis oder Pilotprojekt auf der Grundlage eines Covid Safe Tickets oder anderer Maßnahmen erhalten kann, in einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt werden (§ 5), und wird den in Artikel 13 § 3 erwähnten Personen verboten, das digitale EU-COVID-Zertifikat oder das vom Inhaber generierte Covid Safe Ticket einzulesen, um das Covid Save Ticket mit einer anderen Anwendung oder einem anderen Modul als dem CST-Modul der COVIDScan-Anwendung einzulesen und gegebenenfalls zu generieren (§ 6). Zudem wird in diesem Artikel bestimmt, dass Veranstalter von Großereignissen oder Pilotprojekten, wenn sie zur Regelung des Zugangs zum Ereignis neben dem Covid Safe Ticket keine zusätzlichen Maßnahmen vorsehen, dies vorher den Besuchern auf ausreichend deutliche Weise mitteilen müssen (§ 7).

Titel V: Bewaartermijnen

Titre V : Délais de conservation

Titel V - Speicherfristen

Artikel 14. Artikel 14 bepaalt de bewaartermijnen van de persoonsgegevens die verwerkt worden op grond van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat en het samenwerkingsakkoord. Wat betreft de persoonsgegevens die worden verwerkt ten behoeve van het herstelcertificaat, wordt de bewaartermijn strikt begrensd op 180 dagen (paragraaf 1). Wat betreft de persoonsgegevens verwerkt in functie van het Covid Safe Ticket, worden deze onmiddellijk na de verwerking ervan gewist (paragraaf 2). De verwerking van de persoonsgegevens in functie het genereren van het Covid Safe Ticket mag in elk geval maar gebeuren tot en met 30 september 2021 (paragraaf 3). Deze bewaartermijnen doen geen afbreuk aan aan de bewaartermijnen bepaald in het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 en het samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 (paragraaf 4).

Article 14. L'article 14 détermine les durées de conservation des données personnelles traités sur la base du règlement relative au certificat COVID numérique de l'UE et l'accord de coopération. En ce qui concerne les données personnelles traitées aux fins du certificat de rétablissement, la période de conservation est strictement limitée à 180 jours (paragraphe 1). En ce qui concerne les données personnelles traitées en fonction du Covid Safe Ticket, elles seront supprimées immédiatement après leur traitement (paragraphe 2). Le traitement des données personnelles en fonction du Covid Safe Ticket ne peut en tout cas avoir lieu que jusqu'au 30 septembre 2021 inclus (paragraphe 3). Les délais de conservation n'affectent pas les délais de conservation stipulées dans l'accord de coopération du 25 août 2020 et l'accord de coopération du 12 mars 2021 (paragraphe 4).

Artikel 14 - In Artikel 14 werden die Speicherfristen für die personenbezogenen Daten bestimmt, die auf der Grundlage der Verordnung digitales EU-COVID-Zertifikat und des Zusammenarbeitsabkommens verarbeitet werden. In Bezug auf personenbezogene Daten, die für die Zwecke eines Genesungszertifikats verarbeitet werden, ist die Speicherfrist strikt auf 180 Tage begrenzt (§ 1). Personenbezogene Daten, die für ein Covid Safe Ticket verarbeitet werden, werden sofort nach der Verarbeitung vernichtet (§ 2). Die Verarbeitung personenbezogener Daten für ein Covid Safe Ticket darf nur bis zum 30. September 2021 einschließlich erfolgen (§ 3). Die Speicherfristen lassen die im Zusammenarbeitsabkommen vom 25. August 2020 und im Zusammenarbeitsabkommen vom 12. März 2021 bestimmten Speicherfristen unberührt (§ 4).

Paragraaf 5 regelt het feit dat de test- en herstelcertificaten hergebruik maken van testgegevens afkomstig uit Gegevensbank I inzake contactopsporing van het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020. Dit samenwerkingsakkoord bepaalt dat de gegevens na 60 dagen verwijderd moeten worden. In het kader van de vaccinatiecampagne en de impact ervan op contactopsporing werd die bepaling later gewijzigd door artikel 6 van het Samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 waardoor vanaf de inwerkingtreding van dit artikel

Paragraphe 5 règle le fait que les certificats de test et de rétablissement réutilisent les données de tests issus de la Base de données I relative à la recherche des contacts de l'Accord de coopération du 25 août 2020. Cet accord de coopération stipule que les données doivent être supprimées après 60 jours. Dans le cadre de la campagne de vaccination et de son impact sur la recherche des contacts, cette disposition a ensuite été modifiée par l'article 6 de l'Accord de coopération du 12 mars 2021, qui, à partir de l'entrée en vigueur de cet article, permet de conserver les données

In § 5 wird geregelt, dass für Test- und Genesungszertifikate Testdaten aus der Datenbank I Kontaktrückverfolgung des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 wiederverwendet werden. In diesem Zusammenarbeitsabkommen wird bestimmt, dass die Daten nach 60 Tagen vernichtet werden müssen. Im Rahmen der Impfkampagne und ihrer Auswirkungen auf die Kontaktrückverfolgung wurde diese Bestimmung später durch Artikel 6 des Zusammenarbeitsabkommens vom 12. März 2021 abgeändert, sodass ab Inkrafttreten dieses

testgegevens langer bewaard mogen worden, met name uiterlijk 5 dagen na de dag van publicatie van het koninklijk besluit dat het einde van de toestand van de coronavirus COVID–19-epidemie afkondigt. Voor een aantal personen heeft de eerdere verwijdering van hun testgegevens in Gegevensbank I tot gevolg dat er voor hen geen herstelcertificaat gecreëerd kan worden. Omdat de gegevens zich wel nog in de gepseudonimiseerde Gegevensbank II van het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 bevinden, de gegevensbank die bedoeld is voor wetenschappelijk onderzoek, bestaat de oplossing erin om deze gegevens te laten re-identificeren door een derde vertrouwenspartij die de pseudonimisatie heeft uitgevoerd en dit conform hetgeen bepaald in artikel 4, 5 van de Algemene Verodening Gegevensbescherming. Op die manier kunnen gerechtigde certificaathouders alsnog een herstelcertificaat verkrijgen. Het artikel biedt een oplossing voor de personen wiens gegevens al verwijderd werden maar volgens de regels van de EU Verordening wel recht hebben op een certificaat om te kunnen reizen in de EU.

des tests pendant une période plus longue, c'est-à-dire au plus tard 5 jours après le jour de la publication de l'arrêté royal déclarant la fin de l'état de l'épidémie de coronavirus COVID-19. Pour un certain nombre de personnes, la suppression antérieure de leurs données de test dans la Base de données I signifie qu'un certificat de récupération ne peut pas être créé pour elles. Comme ces données se trouvent encore dans la Base de données pseudonymisée II de l'accord de coopération du 25 août 2020, la base de données destinée à la recherche scientifique, la solution est de faire ré-identifier ces données par un tiers bénéficiaire qui a effectué la pseudonymisation et ce conformément aux dispositions de l'article 4, 5 du Règlement Général sur la Protection des données. De cette manière, les titulaires de certificat ayant droit peuvent toujours obtenir un certificat de récupération. L'article offre une solution pour les personnes dont les données ont déjà été supprimées mais qui, selon les règles du règlement de l'UE, ont droit à un certificat pour voyager dans l'UE.

Artikels Testdaten für einen längeren Zeitraum gespeichert werden dürfen, nämlich bis fünf Tage nach dem Tag der Veröffentlichung des Königlichen Erlasses zur Erklärung der Beendigung des Zustands der Epidemie des Coronavirus COVID-19. Für eine Reihe von Personen kann aufgrund der vorherigen Vernichtung ihrer Testdaten in Datenbank I kein Genesungszertifikat erstellt werden. Da sich diese Daten noch in der pseudonymisierten Datenbank II des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 befinden, die der wissenschaftlichen Forschung dienen soll, besteht die Lösung darin, diese Daten durch einen Drittbegünstigten, der die Pseudonymisierung durchgeführt hat, gemäß den Bestimmungen von Artikel 4 Nr. 5 der Datenschutz-Grundverordnung re-identifizieren zu lassen. Auf diese Weise können Rechtsinhaber nachträglich ein Genesungszertifikat erhalten. Der Artikel bietet eine Lösung für Personen, deren Daten bereits vernichtet wurden, die aber gemäß den Regeln der EU-Verordnung Anspruch auf ein Zertifikat für Reisen innerhalb der EU haben.

Titel VI: Verwerkingsverantwoordelijken

Titre VI : Les responsables du traitement

Titel VI - Für die Verarbeitung Verantwortliche

Artikel 15. Artikel 15 wijst de verwerkingsverantwoordelijken aan enerzijds bij de bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde

Article 15. L'article 15 désigne les responsables de traitement de l'un part au sein des entités fédérées compétentes ou des agences désignées par les entités

Artikel 15 - In Artikel 15 werden die für die Verarbeitung Verantwortlichen einerseits bei den zuständigen föderierten Teilgebieten oder den von den

entiteiten aangeduide agentschappen, en anderzijds Sciensano, ieder voor hun bevoegdheid (paragraaf 1). Het stelt dat zij de nodige afspraken maken met betrekking tot hun verantwoordelijkheden, in het bijzonder met betrekking tot hun rollen en relaties ten opzichte van de betrokkenen (paragraaf 2). Het bepaalt dat aanduiding van verwerkingsverantwoordelijken de in het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 en het samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 aangeduide verwerkingsverantwoordelijken onverlet laat (paragraaf 3).

fédérées compétentes, et l'autre part Sciensano, chacun en fonction de leur compétence (paragraphe 1). Elle précise qu'elles concluent les accords nécessaires à cet effet en ce qui concerne leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne leurs rôles et leurs relations avec les personnes concernées (paragraphe 2). Il prévoit que la désignation des responsables du traitement est sans préjudice des responsables du traitement désignés dans l'accord de coopération du 25 août 2020 et l'accord de coopération du 12 mars 2021 (paragraphe 3).

zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen und andererseits bei Sciensano, jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich, bestimmt (§ 1). Im Artikel wird festgelegt, dass sie hinsichtlich ihrer Verantwortung, insbesondere hinsichtlich ihrer Rollen und Beziehungen den betreffenden Personen gegenüber, die erforderlichen Vereinbarungen schließen (§ 2). Im Artikel wird vorgesehen, dass die Bestimmung der für die Verarbeitung Verantwortlichen die im Zusammenarbeitsabkommen vom 25. August 2020 und im Zusammenarbeitsabkommen vom 12. März 2021 bestimmten für die Verarbeitung Verantwortlichen unberührt lässt (§ 3).

Artikel 16. Artikel 16 verplicht de bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen en Sciensano om passende technische en organisatorische maatregelen te nemen om een op het risico afgestemd beveiligingsniveau te waarborgen. Waarbij deze maatregelen nader worden bepaald door middel van een protocolakkoord (paragraaf 1). Er wordt bepaald dat de gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen en Sciensano voor wat betreft de opmaak en afgifte van het vaccinatie, test- en herstelcertificaat zullen voldoen aan de principes van gegevensbescherming door ontwerp en

Article 16. L'article 16 oblige les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes et Sciensano à prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer un niveau de sécurité adapté au risque. Ces mesures sont en outre déterminées par le biais d'un protocole d'accord (paragraphe 1). Il est stipulé que les Entités fédérées ou les agences désignées par les Entités fédérées compétentes et Sciensano se conforment aux principes de protection des données dès la conception et les paramètres par défaut en ce qui concerne la création et la délivrance du certificat de vaccination, test et rétablissement, tel qu'énoncé dans Article 14 du règlement général sur la protection des données. Ces principes seront

Artikel 16 - In Artikel 16 werden die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen und Sciensano verpflichtet, geeignete technische und organisatorische Maßnahmen zu treffen, um ein dem Risiko angemessenes Schutzniveau zu gewährleisten. Diese Maßnahmen werden zudem durch ein Vereinbarungsprotokoll bestimmt (§ 1). Im Artikel wird festgelegt, dass die föderierten Teilgebiete oder die von den föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen und Sciensano bei der Erstellung und Ausstellung von Impf-, Test- und Genesungszertifikaten die in Artikel 25 der Datenschutz-Grundverordnung vorgesehenen Grundsätze des Datenschutzes

standaardinstellingen, zoals bepaald in artikel 14 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming. Deze principes zullen nader worden uitgewerkt door middel van een protocolakkoord (paragraaf 2).

précisés par le biais d'un protocole d'accord (paragraphe 2).

durch Technikgestaltung und durch Voreinstellungen erfüllen. Diese Grundsätze werden in einem Vereinbarungsprotokoll weiter ausgearbeitet (§ 2).

Titel VII: De COVIDScan-applicatie

Artikel 17. Artikel 17 omschrijft de COVIDScan-applicatie (paragraaf 1), bepaalt dat de COVIDScan bestaat uit twee uitvoeringsmodaliteiten (paragraaf 2), regelt dat deze applicatie voldoet aan de principes van artikelen 5 en 25 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming (paragraaf 3), bepaalt dat de verdere uitwerking van de COVIDScan-applicatie zal worden geregeld bij een uitvoerend samenwerkingsakkoord (paragraaf 4), bepaalt dat de gebruikers van de applicatie voldoende dienen te worden geïnformeerd over de applicatie en voorziet in een verwijzing naar de website waarop de informatie kan worden teruggevonden (paragrafen 5 en 6).

Titre VII : L'application COVIDScan

Article 17. L'article 17 décrit l'application numérique COVIDScan (paragraphe 1), stipule que l'application COVIDScan se compose de deux modalités de mise en œuvre (paragraphe 2), veille à ce que cette application numérique est conforme aux principes des articles 5 et 25 du règlement général sur la protection des données (paragraphe 3), stipule que la poursuite de l'élaboration de l'application numérique COVIDScan sera régie par le biais d'un accord de coopération d'exécution (paragraphe 4), stipule que les utilisateurs de l'application numérique doivent être suffisamment informés sur l'application numérique et fournit une référence au site Web où les informations peuvent être trouvées (paragraphes 5 et 6).

Titel VII - Anwendung COVIDScan

Artikel 17 - In Artikel 17 wird die COVIDScan-Anwendung beschrieben (§ 1); zudem wird bestimmt, dass die COVIDScan-Anwendung zwei Durchführungsoptionen umfasst (§ 2), dass diese digitale Anwendung den Grundsätzen der Artikel 5 und 25 der Datenschutz-Grundverordnung entspricht (§ 3), dass die weitere Entwicklung der COVIDScan-Anwendung durch ein ausführendes Zusammenarbeitsabkommen geregelt wird (§ 4) und dass die Nutzer der Anwendung ausreichend über die Anwendung informiert werden müssen; schließlich folgt ein Verweis auf die Website, auf der die Informationen zu finden sind (§§ 5 und 6).

Titel VIII: Verwerking van PLF gegevens

Artikel 18. Dit artikel definieert de begrippen zoals van toepassing op Titel VIII.

Artikel 19. Dit artikel voorziet dat de bepalingen met betrekking tot het PLF worden toegepast telkens en zolang de verplichting

Titre VIII : Traitement des données PLF

Article 18. Cet article définit les termes comme applicable sur Titre VIII.

Article 19. Cet article prévoit que les dispositions qui concernent le PLF s'appliquent chaque fois et aussi longtemps

Titel VIII - Verarbeitung von PLF-Daten

Artikel 18 - Dieser Artikel umfasst Begriffsbestimmungen, wie sie für Titel VIII gelten.

Artikel 19 - In diesem Artikel wird vorgesehen, dass die Bestimmungen zum PLF immer dann und so lange gelten, wie

tot het invullen van een PLF door reizigers is voorzien krachtens een wet betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie. Dit zal voor het eerst worden toegepast in de bestrijding van het coronavirus COVID-19.

que l'obligation de remplir un PLF par les voyageurs est prévue en vertu d'une loi relative aux mesures de police administrative. Ceci s'appliquera pour la première fois dans le cadre de la lutte contre le coronavirus COVID-19.

Reisende durch oder aufgrund eines Gesetzes über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen verpflichtet sind, ein PLF auszufüllen. Dies kommt erstmals im Rahmen der Bekämpfung des Coronavirus COVID-19 zur Anwendung.

Artikel 20. De categorie van betrokken personen waarover gegevens in het PLF worden ingevuld handelt over de reizigers die in België aankomen.

Article 20. La catégorie de personnes concernées pour lesquelles des données sont introduites dans le PLF concerne les voyageurs arrivant en Belgique.

Artikel 20 - Bei der Kategorie betroffener Personen, für die Daten in das PLF eingegeben werden, handelt es sich um Reisende, die in Belgien ankommen.

Ingevolge de adviezen van de Raad van State en van de Gegevensbeschermingsautoriteit dienen op het niveau van de wet de categorieën van persoonsgegevens te worden vermeld. Het woord categorie wijst erop dat het gaat om groepen van gegevens en dat met andere woorden niet telkens het detail op het niveau van de wet of in voorkomend geval van het samenwerkingsakkoord dient te worden geregeld. De ervaring heeft overigens geleerd dat de lijst van de PLF gegevens op detailmatig niveau vaak aan wijzigingen onderhevig is ingevolge nieuwe noden die zich voordoen. Er is met andere woorden nood aan flexibiliteit en/of soepelheid om de opgevraagde gegevens te kunnen aanpassen zonder dat het invloed heeft op de categorieën van gegevens. Deze zijn overigens geïnspireerd op het internationaal gezondheidsreglement.

Selon les avis du Conseil d'État et de l'Autorité de Protection des Données, les catégories de données personnelles doivent être mentionnées dans la loi. Le terme "catégorie" indique qu'il s'agit de groupes de données et que, en d'autres termes, il n'est pas nécessaire de réglementer chaque détail au niveau de la loi ou, le cas échéant, de l'accord de coopération. L'expérience a également montré que la liste détaillée des données PLF est souvent sujette à modification en raison de nouveaux besoins qui apparaissent. En d'autres termes, une certaine flexibilité et/ou souplesse est nécessaire pour pouvoir adapter les données demandées sans que cela n'ait d'impact sur les catégories de données. Celles-ci s'inspirent d'ailleurs du Règlement Sanitaire International.

Laut Gutachten des Staatsrates und Stellungnahme der Datenschutzbehörde müssen die Kategorien personenbezogener Daten im Gesetz aufgeführt werden. Der Begriff "Kategorie" weist darauf hin, dass es sich um Datengruppen handelt und dass es somit nicht notwendig ist, jedes Detail auf Ebene des Gesetzes oder gegebenenfalls des Zusammenarbeitsabkommens zu regeln. Die Erfahrung hat auch gezeigt, dass eine detaillierte Liste der PLF-Daten oft Änderungen aufgrund neu auftretender Bedürfnisse unterworfen ist. Mit anderen Worten ist eine gewisse Flexibilität und/oder Anpassungsfähigkeit erforderlich, um die angeforderten Daten anpassen zu können, ohne die Datenkategorien zu beeinträchtigen. Diese sind im Übrigen an die Internationalen Gesundheitsvorschriften angelehnt.

In het samenwerkingsakkoord worden de categorieën van gegevens opgesomd. Om een goed beeld te hebben van de

L'accord de coopération énumère les catégories de données. Afin d'avoir une vue plus précise de ces données, des exemples de ce

Im Zusammenarbeitsabkommen sind die Datenkategorien aufgeführt. Zum besseren Verständnis dieser Daten wird im

detailgegevens worden hieronder per categorie van gegevens voorbeelden gegeven van wat vandaag in het kader van de COVID-19 crisis in het PLF wordt gevraagd.

Het PLF bevat de volgende categorieën van gegevens:

1° de identificatie- en contactgegevens van de betrokkene en van de medereizigers (kinderen): de naam, de voornaam, INSZ, paspoortnummer, nationaliteit, geslacht, al of niet resident in België, GSM, telefoonnummers, e-mailadres,…;

2° de reisroute: het Internationaal Gezondheidsreglement bepaalt dat in het PLF de reisroute moet worden vermeld teneinde vast te stellen of de reizigers in of in de nabijheid van een getroffen gebied heeft gereisd of mogelijk andere contacten met een infectie of besmettingsbron heeft gehad voorafgaand aan de aankomst;

3° de relevante informatie over de plaats(en) van verblijf binnen een bepaalde periode voor aankomst: de verblijven in de periode twee weken voorafgaand aan de aankomst op het grondgebied in België;

4° de gebruikte vervoersmiddelen en de plaats(en) bezet in die vervoersmiddelen. Het gaat hier over verschillende soorten vervoersmiddelen zoals vliegtuig, boot, autobus, auto,

qui est actuellement demandé dans le PLF dans le cadre de la crise COVID-19 sont donnés ci-dessous pour chaque catégorie de données.

Le PLF contient les catégories de données suivantes :

1° les données d'identification et de contact de la personne concernée et de ses co-voyageurs (enfants) : le nom, le prénom, le NISS, le numéro de registre national, la nationalité, le sexe, le fait d'être résident ou non de la Belgique, GSM, numéros de téléphone, e-mail adresse,… ;

2° L'itinéraire de voyage : le Règlement Sanitaire International dispose que dans le PLF l'itinéraire doit être mentionné afin de vérifier si les voyageurs ont séjourné dans une zone affectée ou à proximité, ou sur leurs autres contacts éventuels avec une infection ou une contamination avant leur arrivée ;

3° l'information pertinente au sujet de (s) endroit(s) de séjour pendant une période déterminée avant l'arrivée : les séjours durant les deux semaines précédant l'arrivée sur le territoire belge ;

4° les moyens de transport utilisés et la ou les places occupées dans ces moyens de transport. Il s'agit de différents types de moyens de transport tels que l'avion, le bateau, le bus, la voiture, etc. dont l'identité ou le

Folgenden für jede Datenkategorie anhand von Beispielen gezeigt, wonach derzeit in einem PLF im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise gefragt wird.

Das PLF enthält folgende Datenkategorien:

1. Identifizierungs- und Kontaktdaten der betreffenden Person und ihrer Mitreisenden (Kinder): Namen, Vornamen, ENSS, Nationalregisternummer, Staatsangehörigkeit, Geschlecht, ob man den Wohnsitz in Belgien hat oder nicht, Handynummer, Telefonnummer, E-Mail-Adresse, ...,

2. Reiseroute: Laut Internationalen Gesundheitsvorschriften muss im PLF die Reiseroute vermerkt sein, um zu überprüfen, ob sich die Reisenden in oder nahe einer betroffenen Zone aufgehalten haben oder ob sie vor der Ankunft eventuell andere Kontakte mit einer Infektion oder Infektionsquelle hatten,

3. relevante Informationen über den/die Aufenthaltsort(e) innerhalb eines bestimmten Zeitraums vor der Ankunft auf belgischem Staatsgebiet: Aufenthalte in einem Zeitraum von zwei Wochen vor der Ankunft auf belgischem Staatsgebiet,

4. benutzte Beförderungsmittel und besetzte(r) Sitzplatz/Sitzplätze in diesen Beförderungsmitteln. Dies gilt für verschiedene Arten von Beförderungsmitteln wie Flugzeug, Boot, Bus,

enz. waarvan de identiteit of nummer van het voertuig worden vermeld evenals de plaats die in het voertuig wordt ingenomen;

numéro de plaque du véhicule est indiqué ainsi que la place occupée dans le véhicule ;

Personenkraftwagen usw., bei denen die Identität oder das Kennzeichen des Fahrzeugs und der im Fahrzeug belegte Platz angegeben sind,

5° de reden voor het verblijf in België. Deze vraag heeft betrekking op categorie van uitzonderingen op zoals bijvoorbeeld de verplichte quarantaine en testafname. Dit geldt bij voorbeeld voor reizen die diplomaten in hun functie uitoefenen, matrozen, grensarbeiders, studenten, onderzoekers enz… ;

5° le motif du séjour en Belgique. Cette donnée porte sur des catégories d'exceptions, telles que la quarantaine et les tests obligatoires. C'est le cas, par exemple, pour les voyages effectués par les diplomates dans le cadre de leurs fonctions, les marins, les travailleurs frontaliers, les étudiants, les chercheurs, etc ;

5. Grund für den Aufenthalt in Belgien. Diese Angabe ist im Zusammenhang mit Kategorien von Ausnahmen zu sehen wie Quarantäne und obligatorische Tests. Dies gilt beispielsweise für Reisen von Diplomaten im Rahmen ihrer Funktionen, Seeleuten, Grenzgängern, Studenten, Forschern usw.,

6° de duur van het verblijf en de verblijfplaats(en) in België binnen een bepaalde periode na aankomst. Deze vraag heeft te maken met de reisbestemming maar ook met de duurtijd van het verblijf omdat bepaalde maatregelen niet gelden voor een verblijf van minder dan 48 uur;

6° la durée de séjour et le ou les endroits de séjour en Belgique pendant une période déterminée après l'arrivée. Cette question concerne la destination mais aussi la durée du séjour car certaines mesures ne s'appliquent pas aux séjours de moins de 48 heures ;

6. Aufenthaltsdauer und Aufenthaltsort(e) in Belgien innerhalb eines bestimmten Zeitraums nach der Ankunft. Diese Angabe betrifft das Reiseziel, aber auch die Dauer des Aufenthalts, da einige Maßnahmen nicht auf Aufenthalte von weniger als 48 Stunden anwendbar sind,

7° de informatie die toelaat om het risico op besmetting te evalueren. Deze vraag wordt gesteld om een risico-inschatting te kunnen doen. Door meer recente maatregelen wil men bij voorbeeld ook weten of reizigers beschikken over een vaccinatie-, herstel- en testcertificaat.

7° l'information qui permet d'évaluer le risque de contamination. Cette question est posée afin de procéder à une évaluation des risques. Des mesures plus récentes ont également rendu nécessaire de savoir, par exemple, si les voyageurs disposent d'un certificat de vaccination, de rétablissement ou de test.

7. Informationen, die eine Beurteilung des Kontaminationsrisikos ermöglichen. Danach wird gefragt, um eine Risikobewertung vornehmen zu können. Neuere Maßnahmen erfordern beispielsweise auch Angaben darüber, ob Reisende über ein Impf-, ein Genesungs- oder Testzertifikat verfügen.

Artikel 21. De gegevens die de reizigers dienen mee te delen worden hetzij op papier hetzij elektronisch ingevuld in een model document of in een geüniformiseerde elektronische versie.

Article 21. Les informations que les voyageurs doivent fournir, soit sur papier, soit par voie électronique, sont inscrites dans un document modèle ou une version digitalisée uniforme.

Artikel 21 - Die von den Reisenden auf Papier oder in elektronischer Form anzugebenden Informationen werden in einem Muster oder in einer einheitlichen elektronischen Fassung eingetragen.

De betrokken reiziger verklaart op eer het PLF correct te hebben ingevuld.

Le voyageur concerné déclare sur l'honneur qu'il a rempli correctement le PLF.

Der betreffende Reisende erklärt ehrenwörtlich, dass er das PLF korrekt ausgefüllt hat.

Het PLF-model wordt gepubliceerd op de website van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

Le modèle PLF est publié sur le site web du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Das PLF-Muster wird auf der Website der Generaldirektion Umwelt des Föderalen Öffentlichen Dienstes Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt veröffentlicht.

Artikel 22. De verwerking van de persoonsgegevens die opgenomen zijn in de PLF-gegevensbank beoogt de volgende doelstellingen:
a) de doelstellingen zoals bedoeld in de samenwerkingsakkoorden die betrekking hebben op de verwerking van de PLF gegevens ;
b) de doelstellingen van internationale akkoorden of beslissingen, met name deze vervat in het Internationaal Gezondheidsreglement van de Wereld Gezondheidsorganisatie en in het Besluit nr. 1082/2013/EU.

Article 22. Le traitement des données personnelles contenues dans la base de données PLF vise les objectifs suivants :

a) les finalités visées dans les accords de coopération qui concernent le traitement des données PLF ;
b) les objectifs des accords internationaux ou décisions internationales, notamment ceux contenus dans le Règlement Sanitaire International de l'Organisation Mondiale de la Santé et dans la décision n° 1082/2013/UE.

Artikel 22 - Mit der Verarbeitung der in der PLF-Datenbank enthaltenen personen-bezogenen Daten werden folgende Zielsetzungen verfolgt:
a) Zwecke, die in den Zusammenarbeitsabkommen über die Verarbeitung von PLF-Daten erwähnt sind,
b) Ziele internationaler Abkommen oder Beschlüsse, insbesondere die in den Internationalen Gesundheitsvorschriften der Weltgesundheitsorganisation und im Beschluss Nr. 1082/2013/EU enthaltenen Ziele.

Artikel 23. Deze bepaling stelt de dienst SANIPORT aan als verwerkingsverantwoordelijke.
De dienst SANIPORT heeft als verwerkingsverantwoordelijke de volgende opdrachten:
a) de verzameling van de gegevens in de PLF-gegevensbank;
b) de verwerking van de gegevens in de gegevensbank.
De SANIPORT-dienst houdt een lijst bij van personen die toegang hebben tot deze gegevensbank.

Article 23. Cette disposition désigne le service SANIPORT comme responsable de traitement.
Le service SANIPORT, en tant que responsable du traitement des données, a les missions suivantes :

a) La collecte des données dans la base de données PLF ;
b) Le traitement des données dans la base de données.
Le service SANIPORT tient une liste de personnes qui ont accès à cette base de données.

Artikel 23 - Mit dieser Bestimmung wird der Dienst SANIPORT als für die Verarbeitung Verantwortlicher bezeichnet.
Der Dienst SANIPORT hat als für die Verarbeitung Verantwortlicher folgende Aufträge:
a) Erfassung der Daten in der PLF-Datenbank,
b) Verarbeitung der Daten in der Datenbank.
Der Dienst SANIPORT führt eine Liste der Personen, die Zugriff auf diese Datenbank haben.

Artikel 24. De Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu heeft toegang tot het Rijksregister.

Deze toegang heeft een tweevoudig doel:

- De juistheid van de identieit van de reiziger te verifiëren zodat het risicoprofiel op een correcte wijze aan één specifiek persoon wordt toegewezen;
- De contacttracing te kunnen realiseren.

Article 24. Le Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement a accès au Registre national.

Cet accès a un double objectif :

- Vérifier l'exactitude de l'identité du voyageur afin que le profil de risque soit correctement associé à une personne spécifique ;
- Pour pouvoir réaliser la recherche de contacts.

Artikel 24 - Der Föderale Öffentliche Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt hat Zugriff auf das Nationalregister.

Dieser Zugriff hat ein doppeltes Ziel:

- Überprüfung der Richtigkeit der Identität des Reisenden, damit das Risikoprofil korrekt einer bestimmten Person zugeordnet wird,
- Durchführung der Kontaktrückverfolgung.

Artikel 25. Ofschoon de bewaartermijn reeds voorzien is in de bestaande samenwerkingsakkoorden wordt in het voorliggend ontwerp een dergelijke bepaling hernomen omwille van de bijkomende gegevens die ten aanzien van de eerder afgesloten akkoorden worden opgevraagd. De bewaarduur is gelijkaardig. Met name is de duur beperkt tot maximum 28 kalenderdagen.

De periode van 28 dagen heeft betrekking op een dubbele periode van 14 dagen. De eerste periode van 14 dagen is de maximale periode gedurende dewelke, op basis van tot nog toe bekende wetenschappelijke gegevens, een persoon die positief werd getest nog besmettelijk kan zijn. De tweede periode van 14 dagen is een extra veiligheidsmarge om de contacttracing mogelijk te maken.

Alvorens de persoonsgegevens te vernietigen, worden de PLF – gegevens door Saniport zodanig

Article 25. Bien que la période de conservation soit déjà prévue dans les accords de coopération existants, une telle disposition est incluse dans le présent projet en raison des données supplémentaires demandées à l'égard des accords précédemment conclus. La période de conservation est similaire. Elle est limitée à un maximum de 28 jours calendrier.

La période de 28 jours fait référence à une double période de 14 jours. La première période de 14 jours correspond à la période maximale pendant laquelle, sur la base des données scientifiques connues à ce jour, une personne ayant subi un test positif peut encore être contagieuse. La seconde période de 14 jours correspond à une marge de sécurité supplémentaire afin de pouvoir assurer le suivi des contacts.

Avant de détruire les données à caractère personnel, les données PLF sont rendues anonymes par

Artikel 25 - Obwohl die Speicherfrist bereits in den bestehenden Zusammenarbeits-abkommen vorgesehen ist, wird eine solche Bestimmung in den vorliegenden Entwurf aufge-nommen, da im Vergleich zu bereits abgeschlossenen Abkommen zusätzliche Daten verlangt werden. Die Speicherdauer ist ähnlich. Sie ist auf höchstens 28 Kalendertage begrenzt.

Der Zeitraum von 28 Tagen bezieht sich auf einen doppelten Zeitraum von 14 Tagen. Der erste Zeitraum von 14 Tagen entspricht dem Höchstzeitraum, in dem eine positiv getestete Person nach bisher bekannten wissenschaftlichen Daten noch ansteckend sein kann. Der zweite Zeitraum von 14 Tagen ist eine zusätzliche Sicherheitsmarge, um eine Kontaktrückverfolgung zu ermöglichen.

Vor der Vernichtung der personenbezogenen Daten werden die PLF-Daten von

anoniem gemaakt dat de betrokkenen niet meer identificeerbaar zijn met het oog op verdere verwerking van de anonieme gegevens voor wetenschappelijk of statistisch onderzoek en beleidsondersteuning inzake het coronavirus COVID-19, met inbegrip van epidemiologische monitoring door Sciensano.

Saniport de telle sorte que les personnes concernées ne sont plus identifiables en vue d'un traitement ultérieur à des fins d'enquête scientifiques ou statistiques ou de soutien à la gestion en matière de coronavirus COVID-19, en ce compris le monitoring épidémiologique réalisé par Sciensano.

Saniport so anonymisiert, dass die betreffenden Personen nicht mehr identifizierbar sind, und zwar im Hinblick auf eine Weiterverarbeitung zu wissenschaftlichen oder statistischen Forschungszwecken oder zur Unterstützung der Politik in Bezug auf das Coronavirus COVID-19, einschließlich der epidemiologischen Überwachung durch Sciensano.

De GDPR is niet van toepassing eenmaal de persoonsgegevens geanonimiseerd zijn op een wijze dat deze niet meer opnieuw kunnen worden geïdentificeerd.

Le RGPD n'est pas d'application une fois que les données personnelles ont été anonymisées de telle sorte qu'on ne puisse plus les identifier à nouveau.

Die DSGVO findet keine Anwendung, sobald die personenbezogenen Daten so anonymisiert sind, dass sie nicht mehr identifiziert werden können.

Artikel 26. De hiernavolgende categorieën zijn ontvangers van PLF-gegevens :
1° de ontvangers krachtens een samenwerkingsakkoord, een wet, een decreet of een ordonnantie;
2° ingevolge de in artikel 22 b) vermelde internationale akkoorden en beslissingen, de bevoegde autoriteit of autoriteiten die op nationaal vlak verantwoordelijk zijn voor het alarmeren en het nemen van maatregelen die nodig zijn ter bescherming van de Volksgezondheid.

Article 26. Les catégories suivantes sont des destinataires de données PLF :
1° les destinataires en vertu d'un accord de coopération, d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance ;
2° suite aux accords et décisions internationaux visés à l'article 22 b), la ou les autorités compétentes chargées au niveau national de notifier les alertes et de prendre les mesures nécessaires à la protection de la Santé publique.

Artikel 26 - Folgende Kategorien sind Empfänger von PLF-Daten:
1. Empfänger aufgrund eines Zusammenarbeitsabkommens, eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Ordonnanz,
2. aufgrund der in Artikel 22 Buchstabe *b)* erwähnten internationalen Abkommen und Beschlüsse, zuständige Behörde(n), die auf nationaler Ebene mit der Alarmierung und der Ergreifung erforderlicher Maßnahmen zum Schutz der öffentlichen Gesundheit betraut sind.

Artikel 27. Deze bepaling belast SANIPORT met het toezicht op de bepalingen van deze Titel.

Article 27. Cette disposition charge le service SANIPORT de la surveillance des dispositions relatives au présent Titre.

Artikel 27 - Mit dieser Bestimmung wird der Dienst SANIPORT mit der Überwachung der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Titels beauftragt.

In beginsel staat het de wetgever vrij om bepaalde ambtenaren of diensten te belasten met het toezicht op de naleving van

En principe, le législateur est libre de charger certains fonctionnaires ou services de surveiller le respect de certaines

Grundsätzlich steht es dem Gesetzgeber frei, bestimmte Beamte oder Dienste mit der Überwachung der Einhaltung

bepaalde maatregelen (cfr. advies van de Raad van State n°68.936/AG van 7 april 2021 over een voorontwerp van de wet 'betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie').

De daartoe door de Koning aangewezen statutaire of contractuele personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu zien toe op de naleving door de reizigers van de verplichting om een PLF-formulier in te vullen en dit formulier aan SANIPORT te bezorgen. Deze personeelsleden van deze dienst dienen te beschikken over een legitimatiebewijs van de controleopdrachten waarmee zij belast zijn.

Titel IX: Verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België

Artikel 28. Artikel 28 bevat een aantal definities (paragraaf 1) en omschrijft de verplichting van werkgevers en gebruikers die een beroep doen op in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen voor het uitvoeren van werkzaamheden in België om een geactualiseerd register bij te houden dat een beperkt aantal persoonsgegevens bevat (paragraaf 2). Het betreft

mesures (cfr. avis du Conseil d'Etat n° 68.936/AG du 7 avril 2021 sur un avant-projet de loi 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique').

Les membres du personnel statutaire ou contractuel du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement désignés à cette fin par le Roi surveillent le respect par les voyageurs de l'obligation de remplir un formulaire PLF et de le transmettre à SANIPORT. Les membres du personnel du service Saniport doivent disposer d'une preuve de légitimation pour les missions de contrôle dont ils sont chargés.

Titre IX : Traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résident à l'étranger que effectuent des activités en Belgique

Article 28. L'article 28 contient un certain nombre de définitions (paragraphe 1) et régit l'obligation pour les employeurs et les utilisateurs faisant temporairement appel à un travailleur salarié ou à un travailleur indépendant vivant ou résidant à l'étranger pour effectuer des activités en Belgique de tenir un registre à jour qui contient un nombre limité de données à caractère personnel (paragraphe 2).

bestimmter Maßnahmen zu betrauen (vgl. Gutachten Nr. 68.936/AG des Staatsrates vom 7. April 2021 zu einem Vorentwurf eines Gesetzes über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen bei einer epidemiologischen Notsituation).

Die vom König zu diesem Zweck bestimmten statutarischen oder vertraglichen Personalmitglieder des Föderalen Öffentlichen Dienstes Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt sorgen dafür, dass Reisende der Verpflichtung nachkommen, ein PLF-Formular auszufüllen und es SANIPORT zukommen zu lassen. Die Personalmitglieder von Saniport müssen über eine Legitimationsbescheinigung für die Kontrollaufgaben, mit denen sie betraut sind, verfügen.

Titel IX - Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben

Artikel 28 - Artikel 28 enthält einige Begriffsbestimmungen (§ 1) und die Verpflichtung für Arbeitgeber und Nutzer, die zeitweilig auf einen im Ausland lebenden oder wohnenden Lohnempfänger beziehungsweise Selbständigen zurückgreifen, um in Belgien Tätigkeiten ausführen zu lassen, ein Register mit einer begrenzten Anzahl personenbezogener Daten zu führen (§ 2).

volgende vier (categorieën van) persoonsgegevens:
1) de volgende identificatiegegevens van de betrokkene: naam en voornamen, geboortedatum en INSZ-nummer, noodzakelijk met het oog op een unieke identificatie van de betrokkene;
2) de verblijfplaats van de betrokken werknemer of zelfstandige gedurende zijn werkzaamheden in België; voor de bevoegde gefedereerde entiteiten en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen bevoegd inzake contactonderzoek is het onontbeerlijk om bepaalde betrokkenen via elke mogelijke manier te kunnen contacteren;
3) het telefoonnummer waarop de werknemer of zelfstandige kan worden gecontacteerd; vereist opdat men indien noodzakelijk de betrokkene kan bereiken. Het contacteren van bepaalde personen via elke mogelijke manier van communicatie, waaronder telefonisch, per e-mail of fysiek bezoek is essentieel voor het contactonderzoek;
4) in voorkomend geval, de aanduiding van de personen waarmee de werknemer of zelfstandige tijdens zijn werkzaamheden in België samenwerkt. Voor een efficiënte bestrijding van de verspreiding van het coronavirus COVID-19, is het van belang om te registeren met welke personen de betrokkene in België samenwerkt.

Il s'agit des quatre (catégories de) données à caractère personnel suivantes :
1) les données d'identification de la personne concernée suivantes : le nom et les prénoms, la date de naissance et le numéro NISS, nécessaires en vue de l'identification unique de la personne concernée ;
2) le lieu de résidence du travailleur salarié ou du travailleur indépendant durant ses travaux en Belgique, pour les entités fédérées et les agences désignées par les entités fédérées compétents en matière du suivi des contacts, il est indispensable de pouvoir contacter certaines personnes par tout moyen de communication ;
3) le numéro de téléphone, auquel le travailleur salarié ou le travailleur indépendant peut être contacté, afin que la personne concernée puisse être contactée en cas de besoin. Contacter certaines personnes par tout moyen de communication, , y compris par téléphone, courriel ou visite physique, est essentiel pour le suivi des contacts ;
4) le cas échéant, l'indication des personnes avec lesquelles le travailleur salarié ou le travailleur indépendant travaille lors de son travail en Belgique. Afin de lutter efficacement contre la propagation du coronavirus COVID-19, il est important d'enregistrer les personnes avec lesquelles la personne concernée travaille en Belgique.

Es handelt sich um die folgenden vier (Kategorien von) personenbezogenen Daten:
1. folgende Identifizierungsdaten der betreffenden Person: Namen und Vornamen, Geburtsdatum und ENSS-Nummer, die zur eindeutigen Identifizierung der betreffenden Person erforderlich sind,
2. Wohnort des Lohnempfängers beziehungsweise Selbständigen während seiner Arbeit in Belgien; für die föderierten Teilgebiete und die von den föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen, die für die Kontaktrückverfolgung zuständig sind, ist es unerlässlich, bestimmte Personen über jedes Kommunikationsmittel kontaktieren zu können,
3. Telefonnummer, unter der der Lohnempfänger beziehungsweise Selbständige kontaktiert werden kann; diese wird benötigt, um die betreffende Person im Bedarfsfall erreichen zu können. Die Kontaktaufnahme mit bestimmten Personen über jeglichen Kommunikationsweg, einschließlich per Telefon, per E-Mail oder durch einen Hausbesuch, ist für die Kontakt-ermittlung unerlässlich,
4. gegebenenfalls Angabe der Personen, mit denen der Lohnempfänger beziehungs-weise Selbständige während seiner Arbeit in Belgien arbeitet. Um die Ausbreitung des Corona-virus COVID-19 wirksam zu bekämpfen, ist es wichtig, die Personen zu registrieren, mit denen die betreffende Person in Belgien arbeitet.

Op de registerverplichting zijn een aantal uitzonderingen voorzien. De verplichting geldt niet voor de natuurlijke persoon bij wie of voor wie de werkzaamheden voor strikt persoonlijke doeleinden geschieden. Voorts is de verplichting tot registratie niet van toepassing op de tewerkstelling van grensarbeiders. De registerplicht geldt evenmin wanneer het verblijf van de in het buitenland wonende of verblijvende werknemer of zelfstandige in België minder dan 48 uur duurt.

De verplichting tot het houden en actualiseren van het register geldt vanaf het begin van de werkzaamheden in België tot en met de veertiende dag na het einde ervan. Nadien moet de werkgever of de gebruiker de persoonsgegevens vermeld in het register vernietigen. Deze bewaringstermijn is ingegeven door de maximale incubatietijd van het coronavirus COVID-19.

Het staat de werkgever of gebruiker vrij om de vorm van het register te kiezen (papier of digitaal). Wel dient de werkgever of gebruiker het register ter beschikking te houden van de sociaal inspecteurs die krachtens artikel 17, § 2, tweede lid, van het Sociaal Strafwetboek bevoegd zijn voor het toezicht op de naleving van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken op de arbeidsplaatsen.

De persoonsgegevens vermeld in het register mogen enkel worden gebruikt met het oog op de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19, met inbegrip van het opsporen en onderzoeken van clusters en

Il existe un certain nombre d'exceptions à l'obligation d'enregistrement. L'obligation ne s'applique pas à la personne physique auprès de laquelle ou pour laquelle le travail s’effectue à des fins strictement privées. En outre, l'obligation d'enregistrement ne vaut pas pour l'emploi de travailleurs frontaliers. L'obligation d'enregistrement ne s'applique pas non plus lorsque le séjour en Belgique d'un travailleur salarié ou d'un travailleur indépendant vivant ou résidant à l'étranger n'excède pas 48 heures.

L'obligation de tenir et de mettre à jour le registre s'applique à partir du début des activités en Belgique, jusqu'au quatorzième jour après la fin des travaux inclus. Après ce délai, l'employeur ou l’utilisateur doit détruire les données à caractère personnel mentionnées dans le registre. Ce délai de conservation est motivée par la période d'incubation maximale du coronavirus COVID-19.

L'employeur ou l'utilisateur est libre de choisir la forme du registre (sur papier ou sous forme digitale). Toutefois, l'employeur ou l'utilisateur doit tenir le registre à disposition des inspecteurs sociaux qui, en vertu de l'article 17, § 2, deuxième alinéa, du Code pénal social, sont chargés de surveiller le respect des mesures visant à limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail.

Les données à caractère personnel mentionnées dans le registre ne peuvent être utilisées à d'autre fins que la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19, y compris le traçage

Es gibt mehrere Ausnahmen von der Registrierungspflicht. Die Verpflichtung gilt nicht für natürliche Personen, bei denen oder für die die Arbeit zu vollkommen privaten Zwecken erfolgt. Darüber hinaus gilt die Registrierungspflicht nicht für die Beschäftigung von Grenzgängern. Die Registrierungspflicht findet ebenfalls keine Anwendung, wenn der Aufenthalt in Belgien eines im Ausland lebenden oder wohnenden Lohnempfängers beziehungsweise Selbständigen 48 Stunden nicht übersteigt.

Die Verpflichtung, das Register zu führen und fortzuschreiben, gilt ab Beginn der Tätigkeiten in Belgien bis zum vierzehnten Tag einschließlich nach Ende der Arbeiten. Nach Ablauf dieser Frist muss der Arbeitgeber oder Benutzer die im Register enthaltenen personenbezogenen Daten vernichten. Der Grund für diese Speicherfrist ist die maximale Inkubationszeit des Coronavirus COVID-19.

Der Arbeitgeber oder Nutzer kann die Form des Registers (Papier oder digital) frei wählen. Der Arbeitgeber oder Nutzer muss das Register jedoch zur Verfügung der Sozialinspektoren halten, die gemäß Artikel 17 § 2 Absatz 2 des Sozialstrafgesetzbuches mit der Überwachung der Einhaltung der Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 am Arbeitsplatz betraut sind.

Die im Register enthaltenen personenbezogenen Daten dürfen nicht zu anderen Zwecken als der Bekämpfung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 verwendet werden,

collectiviteiten op eenzelfde adres.

et le suivi de clusters et collectivités situés à la même adresse.

einschließlich Tracing und Rückverfolgung von Clustern und Personengemeinschaften unter derselben Adresse.

Artikel 29. Artikel 29 voorziet dat de werkgever of gebruiker die voor de uitvoering van werkzaamheden in België een beroep doet op in het buitenland wonende werknemers of zelfstandigen erover moet waken dat het PLF effectief wordt ingevuld. Deze verplichting geldt uiteraard enkel wanneer de betrokkene ertoe gehouden is het PLF in te vullen. Bovendien geldt een uitzondering voor de natuurlijke personen bij wie of voor wie de werkzaamheden voor strikt persoonlijke doeleinden geschieden.

Article 29. L'article 29 prévoit que l'employeur ou l'utilisateur qui fait appel à des travailleurs salariés ou à des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger pour effectuer des travaux en Belgique doit veiller à ce que le PLF soit effectivement rempli. Cette obligation ne s'applique évidemment que si la personne concernée est obligée de remplir le PLF. En outre, une exception s'applique pour les personnes physiques auprès desquelles ou pour lesquelles les activités sont effectuées à des fins strictement privées.

Artikel 29 - In Artikel 29 wird vorgesehen, dass der Arbeitgeber oder Nutzer, der Lohnempfänger oder Selbstständige, die im Ausland leben oder wohnen, zur Ausführung von Arbeiten in Belgien einsetzt, dafür sorgen muss, dass das PLF tatsächlich ausgefüllt wird. Diese Verpflichtung gilt natürlich nur, wenn die betreffende Person verpflichtet ist, das PLF auszufüllen. Zudem gilt eine Ausnahme für natürliche Personen, bei denen oder für die die Arbeit zu vollkommen privaten Zwecken erfolgt.

Artikel 30. Artikel 30 voorziet dat de in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die werkzaamheden uitvoeren in België en die ertoe gehouden zijn over een negatief testresultaat te beschikken afgenomen voorafgaand aan de aankomst op het Belgisch grondgebied, dit testresultaat tot en met de veertiende kalenderdag na aankomst op het Belgisch grondgebied bij zich dienen te houden. Deze periode is afgestemd op de incubatietijd van het coronavirus COVID-19. Dit negatief testresultaat kan worden gecontroleerd door de preventieadviseurs-arbeidsartsen en door de sociaal inspecteurs bedoeld in artikel 17, § 2, tweede lid, van het Sociaal Strafwetboek.

Article 30. L'article 30 stipule que les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants vivant ou à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, et qui sont tenus de disposer d'un résultat de test négatif sur la base d'un test effectué préalablement à l'arrivée au territoire belge, doivent garder auprès d'eux la preuve de ce résultat de test négatif jusqu'au quatorzième jour calendrier après la date d'arrivée sur le territoire belge. Ce délai de conservation est motivée par la période d'incubation maximale du coronavirus COVID-19. Ce résultat négatif peut être contrôlé par les conseillers en prévention-médecins du travail et par les inspecteurs sociaux visés à l'article 17, § 2, du code pénal social.

Artikel 30 - In Artikel 30 wird bestimmt, dass Lohnempfänger und Selbständige, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben und verpflichtet sind, über den Nachweis eines negativen Testergebnisses auf der Grundlage eines vor Ankunft auf belgischem Staatsgebiet durchgeführten Tests zu verfügen, müssen den Nachweis dieses negativen Testergebnisses bis zum vierzehnten Kalendertag nach dem Datum der Ankunft auf belgischem Gebiet mit sich führen. Der Grund für diese Speicherfrist ist die maximale Inkubationszeit des Coronavirus COVID-19. Dieses negative Ergebnis kann von den Gefahrenverhütungsberater-Arbeitsärzten und von den in Artikel 17 § 2 Absatz 2 des Sozialstrafgesetzbuches erwähnten Sozialinspektoren überprüft werden.

Titel X: Slotbepalingen	Titre X : Disposition finales	TITEL X - Schlussbestimmungen
Artikel 31. Artikel 31 regelt de beslechting van geschillen tussen de partijen door een samenwerkingsgerecht.	**Article 31.** L'article 31 régit le règlement des litiges entre les parties par une juridiction de coopération.	**Artikel 31 -** In Artikel 31 wird die Beilegung von Rechtsstreitigkeiten zwischen den Parteien durch ein Zusammenarbeitsgericht geregelt.
Artikel 32. Artikel 32 draagt het Overlegcomité op om toezicht te houden op de uitvoering en naleving van de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord en om aanpassingen voor te stellen.	**Article 32.** L'article 32 charge le Comité de concertation de la mission de surveiller la mise en œuvre et le respect des dispositions de cet accord de coopération et de proposer des adaptations.	**Artikel 32 -** In Artikel 32 wird der Konzertierungsausschuss beauftragt, die Ausführung und Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens zu überwachen und Anpassungen vorzuschlagen.
Artikel 33. Artikel 33 bevat een inwerkingtredingsbepaling en regelt de uitwerking in de tijd.	**Article 33.** L'article 33 concerne une disposition d'entrée en vigueur et régit les effets dans le temps.	**Artikel 33 -** In Artikel 33 ist eine Inkrafttretungsbestimmung enthalten und wird der zeitliche Geltungsbereich festgelegt.

[25.6.2021]
Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het Covid Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België

Gelet op het Internationaal Gezondheidsreglement van 23 mei 2005 betreffende de beoordeling en kennisgeving van gebeurtenissen die een noodsituatie op het gebied van de volksgezondheid van internationaal belang zouden kunnen vormen;

Gelet op het besluit (EU) 1082/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2013 over ernstige grensoverschrijdende bedreigingen van de gezondheid en houdende intrekking van Beschikking nr. 2119/98/EC;

Gelet op de Verordening (EU) 2021/953 van 14 juni 2021 van het Europees Parlement en de Raad betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en

[25.6.2021] Accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au Covid Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique

Vu le Règlement sanitaire international du 23 mai 2005 relatif à l'appréciation et la notification des événements qui pourraient créer un état d'urgence dans le domaine de la santé publique de l'intérêt international;

Vu la Décision (UE) 1082/2013 du Parlement Européen et du Conseil relative aux menaces transfrontières graves sur la santé et abrogeant la décision no 2119/98/CE ;

Vu le Règlement (UE) 2021/953 du 14 juin 2021 du Parlement européen et du Conseil relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de

[25.6.2021]
Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem Covid Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Arbeitnehmern und Selbstständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben

Aufgrund der Internationalen Gesundheitsvorschriften vom 23. Mai 2005 in Bezug auf die Bewertung und Mitteilung von Ereignissen, die eine gesundheitliche Notlage von internationaler Tragweite darstellen können;

Aufgrund des Beschlusses Nr. 1082/2013/EU des Europäischen Parlaments und des Rates zu schwerwiegenden grenzüberschreitenden Gesundheitsgefahren und zur Aufhebung der Entscheidung Nr. 2119/98/EG;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/953 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2021 über einen Rahmen für die Ausstellung, Überprüfung

aanvaarding van interoperabele COVID19-vaccinatie-, test- en herstelcertificaten (digitaal EU-COVID-certificaat) teneinde het vrije verkeer tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren;	certificats COVID-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE) destinés aux ressortissants de pays tiers séjournant ou résidant légalement sur le territoire des États membres pendant la pandémie de COVID-19 ;	und Anerkennung interoperabler Zertifikate zur Bescheinigung von COVID-19-Impfungen und -Tests sowie der Genesung von einer COVID-19-Infektion (digitales COVID-Zertifikat der EU) mit der Zielsetzung der Erleichterung der Freizügigkeit während der COVID-19-Pandemie;
Gelet op de Verordening (EU) 2021/954 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2021 betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van interoperabele COVID19-vaccinatie-, test- en herstelcertificaten (digitaal EU-COVID-certificaat) ten aanzien van onderdanen van derde landen die legaal op het grondgebied van de staten verblijven of wonen tijdens de COVID-19-pandemie;	Vu le Règlement (UE) 2021/953 du 14 juin 2021 du Parlement européen et du Conseil relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE) destinés aux ressortissants de pays tiers séjournant ou résidant légalement sur le territoire des États membres pendant la pandémie de COVID-19 ;	Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/954 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2021 über einen Rahmen für die Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung interoperabler Zertifikate zur Bescheinigung von COVID-19-Impfungen und -Tests sowie der Genesung von einer COVID-19-Infektion (digitales COVID-Zertifikat der EU) für Drittstaatsangehörige mit rechtmäßigem Aufenthalt oder Wohnsitz im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten während der COVID-19-Pandemie;
Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 5, §1, I, 87, §1, en 92bis;	Vu la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, articles 5, §1, I, 87, §1, et 92bis;	Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, der Artikel 5 § 1 römisch I, 87 § 1 und 92bis;
Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 4, §2;	Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, article 4, §2 ;	Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, des Artikels 4 § 2;
Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 60;	Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, article 60 ;	Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, des Artikels 60;
Gelet op het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de	Vu l'Accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire	Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der

Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano, artikel 2, §4;	commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano, article 2, §4 ;	Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission in Bezug auf die gemeinsame Verarbeitung von Daten durch Sciensano und die von den zuständigen föderierten Teilgebieten oder von den zuständigen Agenturen bestimmten Kontaktzentren, Gesundheitsinspektions¬dienste und mobilen Teams im Rahmen einer Kontaktermittlung bei (vermutlich) mit dem Coronavirus COVID-19 infizierten Personen auf der Grundlage einer Datenbank bei Sciensano, des Artikels 2 § 4;
Gelet op het samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19, artikel 4, §2, 11°, en artikel 7;	Vu l'Accord de coopération du 12 mars 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19, article 4, §2, 11°, et article 7 ;	Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 12. März 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit Impfungen gegen COVID-19, der Artikel 4 § 2 Nr. 11 und 7;
Gelet op het samenwerkingsakkoord van 11 juni 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van	Vu l'accord de coopération du 11 juin 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant l'opérationnalisation du Règlement (UE) du Parlement Européen et du Conseil relatif à un cadre pour la délivrance, la	Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 11. Juni 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission in Bezug auf die operative

interoperabele vaccinatie-, test- en herstelcertificaten teneinde het vrije verkeer tijdens de COVID-19-pandemie te vergemakkelijken (EU Digitaal COVID certificaat);	vérification et l'acceptation de certificats interopérables de vaccination, de test et de rétablissement afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19 (Certificat Numérique COVID de l'UE)	Umsetzung der Verordnung (EU) des Europäischen Parlaments und des Rates über einen Rahmen für die Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung interoperabler Zertifikate zur Bescheinigung von Impfungen, Tests und der Genesung mit der Zielsetzung der Erleichterung der Freizügigkeit während der COVID-19-Pandemie (Digitales EU-COVID-Zertifikat);
Gelet op de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen, artikel 2;	Vu la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions, article 2 ;	Aufgrund des Gesetzes vom 21. August 2008 zur Einrichtung und Organisation der eHealth-Plattform und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen, des Artikels 2;
Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 april 2009 betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten;	Vu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 23 avril 2009 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles ;	Aufgrund des Erlasses des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vom 23. April 2009 "relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles"/"betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten" (Prophylaxe bei übertragbaren Krankheiten);
Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 47/17bis,	Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, article 47/17bis,	Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Aktion und Gesundheit, des Artikels 47/17bis,
Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 houdende hervorming van de Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort O.N.E, artikel 2, §2. 8°;	Vu le décret du 17 juillet 2002 de la Communauté française portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE », article 2, §2. 8° ;	Aufgrund des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 17. Juli 2002 "portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E" (Reform des Geburten- und Kinderhilfsamts), des Artikels 2 § 2 Nr. 8;
Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 februari 2016 betreffende de gezondheidspromotie;	Vu le décret du 18 février 2016 de la Commission communautaire française relatif à la promotion de la santé ;	Aufgrund des Dekrets der Französischen Gemeinschaftskommission vom 18. Februar 2016 "relatif à la

		promotion de la santé" (Gesundheitsförderung);
Gelet op het feit dat de Gemeenschappen en Gewesten in het algemeen bevoegd zijn voor het gezondheidsbeleid;	Étant donné que les Communautés et Régions sont généralement compétentes pour la politique de la santé ;	Aufgrund der Tatsache, dass die Gemeinschaften und Regionen im Allgemeinen für die Gesundheitspolitik zuständig sind;
Gelet op het feit dat een aantal materies met betrekking tot het gezondheidsbeleid tot de bevoegdheid blijven behoren van de Federale Staat;	Étant donné qu'un certain nombre de matières relatives à la politique de la santé relèvent toujours de la compétence de l'État fédéral ;	Aufgrund der Tatsache, dass einige Angelegenheiten der Gesundheitspolitik weiterhin in die Zuständigkeit des Föderalstaates fallen;
Gelet op het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, artikel 43, §3;	Vu le décret de la Communauté flamande du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive, article 43, §3 ;	Aufgrund des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 21. November 2003 "betreffende het preventieve gezondheidsbeleid" (präventive Gesundheitspolitik), des Artikels 43 § 3;
Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 1 juni 2004 betreffende de gezondheidspromotie en inzake medische preventie;	Vu le décret de la Communauté germanophone du 1 juin 2004 relatif à la promotion de la santé et à la prévention médicale ;	Aufgrund des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 1. Juni 2004 zur Gesundheitsförderung und zur medizinischen Prävention;
Gelet op het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 13 juli 2012 houdende de oprichting en organisatie van een Vlaamse dienstenintegrator, artikel 3;	Vu le décret de la Communauté flamande du 13 juillet 2012 portant création et organisation d'un intégrateur de services flamand, article 3 ;	Aufgrund des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 13. Juli 2012 "houdende de oprichting en organisatie van een Vlaamse dienstenintegrator" (Schaffung und Organisation eines flämischen Dienste-Integrators), des Artikels 3;
Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 18 maart 2016 houdende de oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap Digitaal Vlaanderen en de vaststelling van de werking, het beheer en de boekhouding van het Eigen Vermogen Digitaal Vlaanderen;	Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 mars 2016 portant création de l'agence autonomisée interne Flandre Numérique et détermination du fonctionnement, de la gestion et de la comptabilité des Fonds propres Flandre Numérique ;	Aufgrund des Erlasses der Flämischen Regierung vom 18. März 2016 "houdende de oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap Digitaal Vlaanderen en de vaststelling van de werking, het beheer en de boekhouding van het Eigen Vermogen Digitaal Vlaanderen" (Schaffung der internen verselbständigten Agentur "Digitaal Vlaanderen"

		und Festlegung der Arbeitsweise, Verwaltung und Buchführung des "Eigen Vermogen Digitaal Vlaanderen");
Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 16 mei 2014 houdende diverse bepalingen ter uitvoering van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet;	Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 2014 portant diverses dispositions en exécution du décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive et modifiant des arrêtés d'exécution de ce décret ;	Aufgrund des Erlasses der Flämischen Regierung vom 16. Mai 2014 "houdende diverse bepalingen ter uitvoering van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet" (Bestimmungen zur Ausführung des Dekrets vom 21. November 2003 über präventive Gesundheitspolitik und zur Abänderung der Ausführungserlasse);
Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid;	Vu l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé ;	Aufgrund der Ordonnanz vom 19. Juli 2007 "relative à la politique de prévention en santé"/"betreffende het preventieve gezondheidsbeleid" (präventive Gesundheitspolitik);
Overwegende dat de federale overheid niet exclusief bevoegd is voor het crisisbeleid en het afkondigen van maatregelen voor een (acute) pandemie. De federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten zijn elk bevoegd binnen de perken van hun eigen bevoegdheden. De federale overheid is, althans in dit opzicht, ook bevoegd voor de coördinatie of het beheer van een crisissituatie, zijnde een pandemie;	Vu que l'Autorité fédérale n'est pas exclusivement compétente en ce qui concerne la politique de crise au cas où une pandémie (aiguë) nécessite des mesures urgentes. L'Autorité fédérale, les Communautés et les Régions sont compétentes chacune dans les limites de ses compétences propres. L'Autorité fédérale est, à ce titre à tout le moins, également compétente aussi pour la coordination ou la gestion d'une situation de crise de type pandémique ;	In der Erwägung, dass die Föderalbehörde nicht ausschließlich für die Krisenstrategie und die Ausfertigung von dringenden Maßnahmen bei einer (akuten) Pandemie zuständig ist. Die Föderalbehörde, die Gemeinschaften und die Regionen sind jeweils innerhalb der Grenzen ihrer eigenen Befugnisse zuständig. Die Föderalbehörde ist, zumindest in dieser Hinsicht, ebenfalls für die Koordination oder Bewältigung einer Krisensituation wie einer Pandemie zuständig.
Overwegende dat de federale overheid en de gefedereerde entiteiten bevoegd zijn om maatregelen te nemen in verband	Vu que l'autorité fédérale et les entités fédérées ont la compétence d'adopter des mesures portant sur la lutte contre	In der Erwägung, dass die Föderalbehörde und die föderierten Teilgebiete jeweils im Rahmen ihrer eigenen

met de bestrijding van een crisis op het gebied van de volksgezondheid, elk in het kader van de materiële bevoegdheden waarover zij beschikken;

une crise touchant la santé publique, chacune dans le cadre de ses compétences matérielles ;

Befugnisse zuständig sind, Maßnahmen zur Bekämpfung einer Krise im Bereich der öffentlichen Gesundheit zu ergreifen;

Overwegende de Notificaties van het Overlegcomité van 11 mei 2021 en 4 juni 2021 waarin een verder akkoord werd overeengekomen betreffende de uitwerking en de vereiste regelgeving van het digitaal EU-COVID-certificaat dat krachtens de Verordening (EU) 2021/953 van 14 juni 2021 van het Europees Parlement en de Raad betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van interoperabele COVID19-vaccinatie-, test- en herstelcertificaten (digitaal EU-COVID-certificaat) teneinde het vrije verkeer tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren, wordt geïntroduceerd;

Vu les Notifications du Comité de Concertation du 11 mai 2021 et du 4 juin 2021 dans lesquelles un accord a été trouvé concernant l'élaboration et la réglementation requise du certificat COVID numérique de l'UE, introduit en vertu du Règlement (UE) 2021/953 du 14 juin 2021 du Parlement européen et du Conseil relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE) destinés aux ressortissants de pays tiers séjournant ou résidant légalement sur le territoire des États membres pendant la pandémie de COVID-19 ;

In Erwägung der Mitteilungen des Konzertierungsausschusses vom 11. Mai 2021 und 4. Juni 2021, in denen ein weiteres Abkommen in Bezug auf die Ausarbeitung und die erforderlichen Vorschriften des digitalen EU-COVID-Zertifikats vereinbart worden ist, das aufgrund der Verordnung (EU) 2021/953 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2021 über einen Rahmen für die Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung interoperabler Zertifikate zur Bescheinigung von COVID-19-Impfungen und -Tests sowie der Genesung von einer COVID-19-Infektion (digitales COVID-Zertifikat der EU) mit der Zielsetzung der Erleichterung der Freizügigkeit während der COVID-19-Pandemie eingeführt worden ist;

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19 reeds een gemeenschappelijke informatiesysteem regelt dat is opgezet voor de uitnodiging van personen voor vaccinatie, voor de organisatie van de vaccinatie en voor de registratie van de

Attendu que l'accord de coopération du 12 mars 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19 régit déjà un système d'information commun mis en place pour l'invitation à la vaccination, pour l'organisation de la vaccination et pour l'enregistrement de la vaccination. Les entités fédérées

In der Erwägung, dass im Zusammenarbeitsabkommen vom 12. März 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit Impfungen gegen COVID-19 bereits das gemeinsame Informationssystem festgelegt wird, das zur Einladung, Organisation und Registrierung in Bezug auf die

vaccinatie. Door de gefedereerde entiteiten en de federale overheid werd de instelling van een gemeenschappelijk informatiesysteem hiertoe een cruciale vereiste geformuleerd. De registratie van vaccinaties in een gemeenschappelijk informatiesysteem (Vaccinnet) door zowel Vlaamse, Brusselse, Waalse als Duitstalige vaccinatoren, was dan ook noodzakelijk. De Vaccinnet databank wordt in heel nauwe samenwerking tussen de gefedereerde entiteiten en de Federale Staat uitgewerkt en beheerd. Daarom is het ook aangewezen om ook voor de uitreiking van de certificaten aan de hand van eenzelfde gemeenschappelijk operationeel systeem te werken;

et l'autorité fédérale considèrent la mise en place d'un système d'information commun comme une condition fondamentale. L'enregistrement des vaccinations dans un système d'information commun (Vaccinnet) par les vaccinateurs flamands, wallons, bruxellois et germanophones était dès lors nécessaire. La base de données Vaccinnet est créée et gérée en collaboration très étroite entre les entités fédérées et l'État fédéral. C'est pourquoi il est également recommandé de travailler à partir d'un même système opérationnel commun pour la délivrance des certificats ;

Impfung von Personen dient. Die föderierten Teilgebiete und die Föderalbehörde sehen die Einrichtung eines solchen Systems als eine entscheidende Voraussetzung für die Bewältigung der aktuellen Krise an. Die Registrierung der Impfungen in einem gemeinsamen Informationssystem (Vaccinnet) durch flämische, Brüsseler, wallonische und deutschsprachige Impfberechtigte war daher notwendig. Die Vaccinnet-Datenbank wird in sehr enger Zusammenarbeit zwischen den föderierten Teilgebieten und dem Föderalstaat entwickelt und verwaltet. Daher ist es angebracht, auch für die Ausstellung der Zertifikate dasselbe gemeinsame Betriebssystem zu benutzen;

Overwegende het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de gegevensoverdracht van noodzakelijke gegevens naar de gefedereerde entiteiten, de lokale overheden of politiediensten met als doel het handhaven van de verplichte quarantaine of testing van de reizigers komende van buitenlandse zones bij wie een quarantaine of testing verplicht is bij aankomst in België;

Attendu que l'accord de coopération du 24 mars 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune concernant le transfert de données nécessaires aux entités fédérées, aux autorités locales ou aux services de police en vue du respect de l'application de la quarantaine ou du test de dépistage obligatoires des voyageurs en provenance de zones étrangères et soumis à une quarantaine ou à un test de dépistage obligatoires à leur arrivée en Belgique ;

In Erwägung des Zusammenarbeitsabkommens vom 24. März 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission über die Übermittlung notwendiger Daten an die föderierten Teilgebiete, die lokalen Behörden oder die Polizeidienste zur Durchsetzung der verpflichteten Quarantäne oder der verpflichteten Tests von Reisenden aus dem Ausland, die bei der Ankunft in Belgien einer verpflichteten Quarantäne oder Untersuchung unterliegen;

Overwegende het samenwerkingsakkoord van 31

Attendu que l'accord de coopération du 31 mai 2021 entre

In Erwägung des Zusammenarbeitsabkommens

mei 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende bijzondere verwerkingen van persoonsgegevens met het oog op het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten, met het oog op de handhaving van de verplichte quarantaine en testing en met het oog op het toezicht op de naleving door de bevoegde sociaal inspecteurs van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 tegen te gaan op de arbeidsplaatsen;

l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire commune concernant des traitements particuliers des données à caractère personnel en vue du traçage et de l'examen des clusters et collectivités, en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoire et en vue de la surveillance par les inspecteurs sociaux du respect des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail;

vom 31. Mai 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission über besondere Verarbeitungen personenbezogener Daten zur Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften, zur Durchsetzung der Quarantäne- und Testpflicht sowie zur Überwachung der Einhaltung von Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 am Arbeitsplatz durch die zuständigen Sozialinspektoren;

Overwegende dat de huidige epidemiologische toestand de komende maanden een zorgvuldig en evenwichtig optreden vergt, zijn gecoördineerde maatregelen op alle niveaus nodig om ervoor te zorgen dat de stappen die genomen worden om het virus terug te dringen zo doeltreffend mogelijk zijn. Er worden geschikte en evenwichtige voorwaarden gecreëerd, zodat burgers hun rechten ten volle kunnen gebruiken en het economische en sociale leven kan worden hernomen. Om het leven sneller te kunnen hervatten, op een veilige en duurzame manier en voor het welzijn van de bevolking is het van cruciaal belang om grote evenementen op een zo veilig mogelijke manier te laten plaatsvinden;

Attendu que la situation épidémiologique actuelle requiert une attitude prudente et posée dans les mois à venir, des mesures coordonnées s'imposent à tous les niveaux afin de veiller à ce que les démarches entreprises pour lutter contre le virus soient le plus efficace possible. Des conditions adéquates et équilibrées sont mises en place de sorte que les citoyens puissent exercer pleinement leurs droits et que la vie économique et sociale puisse reprendre. Afin de pouvoir reprendre la vie plus rapidement de manière sûre et durable, et pour le bien-être de la population, il est crucial d'organiser les grands événements de la manière la plus sécurisée possible ;

In der Erwägung, dass die derzeitige epidemiologische Situation in den kommenden Monaten ein vorsichtiges und maßvolles Auftreten erfordert; koordinierte Maßnahmen sind auf allen Ebenen erforderlich, um sicherzustellen, dass die unternommenen Schritte zur Bekämpfung des Virus so effizient wie möglich sind. Angemessene und ausgewogene Bedingungen werden geschaffen, damit Bürger ihre Rechte vollständig ausüben können und das soziale und wirtschaftliche Leben wiederaufgenommen werden kann. Im Hinblick auf eine schnellere Wiederaufnahme des Lebens auf eine sichere und dauerhafte Weise und auf das Wohlbefinden der Bevölkerung ist es entscheidend, Großereignisse so sicher wie möglich zu organisieren.

Overwegende dat een agentschap van de Vlaamse overheid in opdracht van en voor rekening

Attendu qu'une agence du Gouvernement flamand va fournir des services opérationnels

In der Erwägung, dass eine Agentur der Flämischen Behörde im Auftrag und für Rechnung

van entiteiten van andere overheidsniveaus operationele diensten zal leveren en de gefedereerde entiteiten daartoe in de betreffende gemaakte onkosten zullen tussenkomen is het noodzakelijk een samenwerkingsakkoord te sluiten.

pour le compte d'entités d'autres niveaux de pouvoir et que les entités fédérées interviendront à cet effet dans les frais exposés à cet égard, il est nécessaire de conclure un accord de coopération

von Einrichtungen anderer Befugnisebenen operative Dienstleistungen erbringen wird und dass sich die föderierten Teilgebiete an den jeweiligen Kosten beteiligen, die in diesem Zusammenhang entstehen, ist es notwendig, ein Zusammenarbeitsabkommen zu schließen.

TUSSEN

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van Alexander De Croo, Eerste minister, Frank Vandenbroucke, Vice-eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, Sophie Wilmès, Vice-eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Buitenlandse Handel, en van de Federale Culturele Instellingen, Annelies Verlinden, Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing, Sammy Mahdi, Staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Mathieu Michel, Staatssecretaris voor Digitalisering;

ENTRE

L'État fédéral , représenté par le gouvernement fédéral, en la personne d'Alexander De Croo, Premier ministre, et Frank Vandenbroucke, Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Sophie Wilmès, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales, Annelies Verlinden, Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, et Sammy Mahdi, Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, et Mathieu Michel, Secrétaire d'État à la Digitalisation;

ZWISCHEN

dem Föderalstaat, vertreten durch die Föderalregierung in der Person von Alexander De Croo, Premierminister, Frank Vandenbroucke, Vizepremierminister und Minister der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit, Sophie Wilmès, Vizepremierministerin und Ministerin der Auswärtigen Angelegenheiten, der Europäischen Angelegenheiten und des Außenhandels und der Föderalen Kulturellen Institutionen, Annelies Verlinden, Ministerin des Innern, der Institutionellen Reformen und der Demokratischen Erneuerung, Sammy Mahdi, Staatssekretär für Asyl und Migration, und Mathieu Michel, Staatssekretär für Digitalisierung,

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van Jan Jambon, Minister-President van de Vlaamse Regering en Vlaams Minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management, en Wouter Beke, Vlaams Minister van Welzijn,

La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de Jan Jambon, Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de la politique extérieure, de la Culture, la TI et les Services généraux, et Wouter Beke, Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la

der Flämischen Gemeinschaft, vertreten durch die Flämische Regierung in der Person Jan Jambon, Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämischer Minister der Außenpolitik, der Kultur, der IKT und der Allgemeinen Dienste, und Wouter Beke, Flämischer Minister des Wohlbefindens, der

Volksgezondheid, Gezin en Armoedebestrijding;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Pierre-Yves Jeholet, Minister-President en Bénédicte Linard, Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten en Valérie Glatigny, minister voor Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Jeugdzorg, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Elio Di Rupo, Minister-President van de Waalse Regering en Christie Morreale, Vice-Minister-President van de Waalse Regering en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Oliver Paasch, Minister-President en Minister van Lokale Besturen en Financiën en Antonios Antoniadis, Vice-Minister-President en Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

De Gemeensch appelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het

Famille et de la Lutte contre la Pauvreté ;

La Communauté française, représentée par son gouvernement, en la personne de Pierre-Yves Jeholet, Ministre-Président et Bénédicte Linard, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes, et Valérie Glatigny, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles ;

La Région wallonne, représentée par son gouvernement, en la personne d'Elio Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon et Christie Morreale, Vice-Présidente du Gouvernement wallon, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes ;

La Communauté germanophone, représentée par son gouvernement en la personne d'Oliver Paasch, Ministre-Président et Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances et Antonios Antoniadis, Vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement ;

La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Rudi Vervoort, Président du

Volksgesundheit, der Familie und der Armutsbekämpfung,

der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Pierre-Yves Jeholet, Ministerpräsident, Bénédicte Linard, Vizepräsidentin und Ministerin für Kinderwohlfahrt, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte, und Valérie Glatigny, Ministerin für Hochschulwesen, Weiterbildungsunterricht, wissenschaftliche Forschung, Universitätskrankenhäuser, Jugendhilfe, Justizhäuser, Jugend, Sport und die Promotion von Brüssel,

der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Elio Di Rupo, Ministerpräsident der Wallonischen Regierung, und Christie Morreale, Vizeministerpräsidentin der Wallonischen Regierung und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, Soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Frauenrechte,

der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Oliver Paasch, Ministerpräsident und Minister für Lokale Behörden und Finanzen, und Antonios Antoniadis, Vize-Ministerpräsident und Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen,

der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Vereinigte Kollegium in der Person von

Verenigd College in de persoon van Rudi Vervoort, Voorzitter van het Verenigd College en Alain Maron en Elke Van Den Brandt, leden belast met Gezondheid en Welzijn;

Collège réuni et Alain Maron et Elke Van Den Brandt, membres chargés de la Santé et du Bien-Être ;

Rudi Vervoort, Präsident des Vereinigten Kollegiums, und Alain Maron und Elke Van den Brandt, für die Gesundheit und die Soziale Aktion zuständige Mitglieder,

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door zijn College in de persoon van Barbara Trachte, Minister-President belast met de promotie van de gezondheid en Alain Maron Minister belast met Maatschappelijk welzijn en Gezondheid;

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de Barbara Trachte, Ministre-Présidente chargée de la Promotion de la Santé et Alain Maron Ministre chargé du Bien-être social et de la Santé ;

der Französischen Gemeinschaftskommission, vertreten durch ihr Kollegium in der Person von Barbara Trachte, Ministerpräsidentin, beauftragt mit der Gesundheitsförderung, und Alain Maron, Minister, beauftragt mit Sozialer Aktion und Gesundheit,

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

EST CONVENU CE QUI SUIT :

WIRD FOLGENDES VEREINBART:

Titel I: Algemeen

Titre I : Généralités

Titel I - Allgemeines

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:

Article 1. Aux fins du présent accord de coopération, on entend par :

Artikel 1 - Für die Zwecke des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens versteht man unter:

1° samenwerkingsakkoord: een samenwerkingsakkoord zoals bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

1° accord de coopération : un accord de coopération tel que visé à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

1. Zusammenarbeitsabkommen: ein Zusammenarbeitsabkommen wie in Artikel 92bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnt,

2° het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020: het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde

2° l'accord de coopération du 25 août 2020 : l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les

2. Zusammenarbeitsabkommen vom 25. August 2020: das Zusammenarbeits¬abkommen vom 25. August 2020 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission in Bezug auf die gemeinsame Verarbeitung von Daten durch Sciensano und die von den

agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano;

services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano ;

zuständigen föderierten Teilgebieten oder von den zuständigen Agenturen bestimmten Kontaktzentren, Gesundheitsinspektionsdienste und mobilen Teams im Rahmen einer Kontaktermittlung bei (vermutlich) mit dem Coronavirus COVID-19 infizierten Personen auf der Grundlage einer Datenbank bei Sciensano,

3° het samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021: het samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19;

3° l'accord de coopération du 12 mars 2021 : l'accord de coopération du 12 mars 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19 ;

3. Zusammenarbeitsabkommen vom 12. Marz 2021: das Zusammenarbeitsabkommen vom 12. Marz 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschafts-kommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit Impfungen gegen COVID-19,

4° het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021: het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de gegevensoverdracht van noodzakelijke gegevens naar de gefedereerde entiteiten, de lokale overheden of politiediensten met als doel het handhaven van de verplichte quarantaine of testing van de reizigers komende van buitenlandse zones bij wie een quarantaine of testing verplicht is bij aankomst in België;

4° l'accord de coopération du 24 mars 2021 : l'accord de coopération du 24 mars 2021 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune concernant le transfert de données nécessaires aux entités fédérées, aux autorités locales ou aux services de police en vue du respect de l'application de la quarantaine ou du test de dépistage obligatoires des voyageurs en provenance de zones étrangères et soumis à une quarantaine ou à un test de dépistage obligatoires à leur arrivée en Belgique ;

4. Zusammenarbeitsabkommen vom 24. März 2021: das Zusammenarbeitsabkommen vom 24. März 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission über die Übermittlung notwendiger Daten an die föderierten Teilgebiete, die lokalen Behörden oder die Polizeidienste zur Durchsetzung der verpflichteten Quarantäne oder Tests von Reisenden aus dem Ausland, die bei der Ankunft in Belgien einer verpflichteten

		Quarantäne oder Untersuchung unterliegen,
5° het samenwerkingsakkoord van 31 mei 2021: het samenwerkingsakkoord van 31 mei 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende bijzondere verwerkingen van persoonsgegevens met het oog op het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten, met het oog op de handhaving van de verplichte quarantaine en testing en met het oog op het toezicht op de naleving door de bevoegde sociaal inspecteurs van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 tegen te gaan op de arbeidsplaatsen;	5° l'accord de coopération du 31 mai 2021 : l'accord de coopération du 31 mai 2021 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire commune concernant des traitements particuliers des données à caractère personnel en vue du traçage et de l'examen des clusters et collectivités, en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoire et en vue de la surveillance par les inspecteurs sociaux du respect des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail ;	5. Zusammenarbeitsabkommen vom 31. Mai 2021: das Zusammenarbeitsabkommen vom 31. Mai 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission über besondere Verarbeitungen personenbezogener Daten zur Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften, zur Durchsetzung der Quarantäne- und Testpflicht sowie zur Überwachung der Einhaltung von Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 am Arbeitsplatz durch die zuständigen Sozialinspektoren,
6° het samenwerkingsakkoord van 11 juni 2021: het samenwerkingsakkoord van 11 juni 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de operationalisering van de Verordening (EU) van het Europees Parlement en de Raad betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van interoperabele vaccinatie-, test- en herstelcertificaten teneinde het vrije verkeer tijdens de COVID-19-pandemie te vergemakkelijken (EU Digitaal COVID Certificaat)	6° l'accord de coopération du 11 juin 2021 : l'accord de coopération du 11 juin 2021 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant l' opérationnalisation du Règlement (UE) du Parlement Européen et du Conseil relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats interopérables de vaccination, de test et de rétablissement afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19 (Certificat Numérique COVID de l'UE) ;	6. Zusammenarbeitsabkommen vom 11. Juni 2021: das Zusammenarbeitsabkommen vom 11. Juni 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschafts-kommission in Bezug auf die operative Umsetzung der Verordnung (EU) des Europäischen Parlaments und des Rates über einen Rahmen für die Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung interoperabler Zertifikate zur Bescheinigung von Impfungen, Tests und der Genesung mit der Zielsetzung der Erleichterung der

		Freizügigkeit während der COVID-19-Pandemie (Digitales EU-COVID-Zertifikat),
7° houder: een persoon aan wie overeenkomstig dit samenwerkingsakkoord een interoperabel certificaat is afgegeven dat informatie bevat over zijn of haar COVID-19-vaccinatie, -testresultaat of -herstel;	7° titulaire : une personne à laquelle un certificat interopérable contenant des informations sur sa vaccination contre la COVID-19, le résultat de son test ou son rétablissement a été délivré conformément au présent accord de coopération;	7. Inhaber: eine Person, der gemäß vorliegendem Zusammenarbeitsabkommen ein interoperables Zertifikat mit Informationen über eine COVID-19-Impfung dieser Person, ein COVID-19-Testergebnis dieser Person oder die Genesung dieser Person von einer COVID-19-Infektion ausgestellt wurde,
8° digitaal EU-COVID-certificaat: een interoperabel certificaat op een papieren drager of een digitale drager met informatie over de vaccinatie-, test- en/of herstelstatus van de houder, afgegeven in de context van de COVID-19-pandemie;	8° certificat COVID numérique de l'UE : un certificat interopérable sur un support papier ou un support numérique contenant des informations concernant le statut vaccinal, de test et/ou de rétablissement du titulaire, délivré dans le contexte de la pandémie du coronavirus COVID-19 ;	8. digitalem EU-COVID-Zertifikat: ein interoperables Zertifikat auf Papier oder auf digitalem Datenträger mit Informationen über den Impf-, Test- und/oder Genesungsstatus des Inhabers, das im Zusammenhang mit der COVID-19-Pandemie ausgestellt wurde,
9° Covid Safe Ticket: het resultaat van de lezing van het digitaal EU-COVID-certificaat middels de applicatie bedoeld in artikel 17 teneinde de toegang tot een proef- en pilootproject of massa-evenement in de context van de COVID-19 pandemie te regelen;	9° Covid Safe Ticket : le résultat de l'analyse du certificat COVID numérique de l'UE au moyen de l'application visée à l'article 17 afin de régler [autoriser ou refuser] l'accès à un projet pilote ou un événement de masse dans le contexte de la pandémie du COVID-19 ;	9. Covid Safe Ticket: das Ergebnis der Lesung des digitalen EU-COVID-Zertifikats anhand der in Artikel 17 erwähnten Anwendung, um den Zugang zu einem Pilotprojekt oder Großereignis im Zusammenhang mit der COVID-19-Pandemie zu regeln (zu verbieten oder zu gewähren),
10° vaccinatiecertificaat: een certificaat met de bevestiging en datum van de aan de houder toegediende vaccinatie tegen COVID-19;	10° certificat de vaccination : un certificat avec la confirmation et la date de la vaccination contre la COVID-19 administrée au titulaire;	10. Impfzertifikat: ein Zertifikat mit der Bescheinigung und dem Datum der vom Inhaber erhaltenen COVID-19-Impfung,
11° testcertificaat: een certificaat met het resultaat en de datum van de door de houder ondergane coronavirus COVID-19 test;	11° certificat de test : un certificat avec le résultat et la date du test au coronavirus COVID-19 subi par le titulaire ;	11. Testzertifikat: ein Zertifikat mit dem Ergebnis und dem Datum des COVID-19-Tests, dem sich der Inhaber unterzogen hat,

12° herstelcertificaat: een certificaat met de bevestiging dat de houder is hersteld van een coronavirus COVID-19 infectie na een coronavirus COVID-19 test die uitwees dat de houder besmet was en waarbij de coronavirus COVID-19 test niet ouder is dan 180 dagen, waarna het herstelcertificaat ten vroegste op de elfde dag nadat de betrokkene het resultaat op de coronavirus COVID-19 test heeft ontvangen, kan worden verleend;

12° certificat de rétablissement : un certificat avec la confirmation que le titulaire s'est rétabli d'une infection au coronavirus COVID-19 après un test au coronavirus COVID-19 qui a révélé que le titulaire était contaminé, à condition que le test au coronavirus COVID-19 ne date pas de plus de 180 jours, après quoi le certificat de rétablissement peut être délivré au plus tôt le onzième jour qui suit la réception par la personne concernée du résultat du test au coronavirus COVID-19 ;

12. Genesungszertifikat: ein Zertifikat, aus dem hervorgeht, dass der Inhaber nach einem COVID-19-Test, der ergeben hat, dass der Inhaber infiziert war, von einer COVID-19-Coronavirus-Infektion genesen ist, sofern der COVID-19-Test nicht älter als 180 Tage ist; das Genesungszertifikat kann frühestens am elften Tag, nachdem die betreffende Person das Ergebnis des COVID-19-Tests erhalten hat, ausgestellt werden,

13° NAAT-test: een moleculaire nucleïnezuuramplificatietest, op basis van technieken zoals reverse transcription polymerase chain reaction (RT-PCR), loop-mediated isothermal amplification (LAMP) en transcription-mediated amplification (TMA), die wordt gebruikt om de aanwezigheid van het ribonucleïnezuur (RNA) van SARS-CoV-2 te detecteren;

13° test TAAN: test d'amplification des acides nucléiques moléculaires, comme les techniques de réaction en chaîne par polymérase après transcription inverse (RT-PCR), d'amplification isotherme induite par boucle (LAMP) et d'amplification induite par la transcription (TMA), utilisé pour détecter la présence de l'acide ribonucléique (ARN) du SARS-CoV-2;

13. NAAT-Test: einen molekularen Nukleinsäure-Amplifikationstest, wie etwa Verfahren der Reverse-Transkriptase-Polymerase-Kettenreaktion (RT-PCR), der schleifen-vermittelten isothermalen Amplifikation (LAMP) und der transkriptionsvermittelten Amplifikation (TMA), die zum Nachweis des Vorhandenseins der SARS-CoV-2-Ribonukleinsäure (RNS) verwendet werden,

14° streepjescode: een tweedimensionale streepjescode, die als een methode voor het opslaan en weergeven van gegevens in een visueel machine leesbaar formaat wordt aangewend;

14° code-barres : un code-barres bidimensionnel utilisé comme méthode pour stocker et restituer des données dans un format visuel lisible par machine ;

14. Strichcode: einen zweidimensionalen Strichcode, der als Verfahren zur Speicherung und Darstellung von Daten in einem visuellen maschinenlesbaren Format verwendet wird,

15° het agentschap Digitaal Vlaanderen: het agentschap Digitaal Vlaanderen, opgericht bij besluit van de Vlaamse Regering van 18 maart 2016 houdende de oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap Digitaal Vlaanderen en de vaststelling van de

15° l'agence Flandre Numérique : l'agence Flandre Numérique, créée par arrêté du Gouvernement flamand du 18 mars 2016 portant création de l'agence autonomisée interne Flandre Numérique et détermination du fonctionnement, de la gestion et

15. Agentur "Digitaal Vlaanderen": die Agentur "Digitaal Vlaanderen", die durch den Erlass der Flämischen Regierung vom 18. März 2016 "houdende de oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap Digitaal Vlaanderen en de vaststelling van de

werking, het beheer en de boekhouding van het Eigen Vermogen Digitaal Vlaanderen;	de la comptabilité des Fonds propres Flandre Numérique ;	werking, het beheer en de boekhouding van het Eigen Vermogen Digitaal Vlaanderen" (Schaffung der internen verselbständigten Agentur "Digitaal Vlaanderen" und Festlegung der Arbeitsweise, Verwaltung und Buchführung des "Eigen Vermogen Digitaal Vlaanderen") geschaffen wurde,
16° unieke certificaatidentificatiecode: een unieke identificatiecode die overeenkomstig een gemeenschappelijke structuur aan elk overeenkomstig dit samenwerkingsakkoord afgegeven certificaat wordt toegekend;	16° Code d'identification unique : un code d'identification unique attribué selon une structure commune à chaque certificat délivré conformément au présent accord de coopération ;	16. eindeutiger Zertifikatkennung: eine eindeutige Kennung, die unter Verwendung einer gemeinsamen Struktur jedem nach vorliegendem Zusammenarbeitsabkommen ausgestellten Zertifikat zugeteilt wird,
17° Vaccinnet: het registratiesysteem bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Vlaamse Regering van 16 mei 2014 houdende diverse bepalingen ter uitvoering van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet;	17° Vaccinnet : le système d'enregistrement visé à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 2014 portant diverses dispositions en exécution du décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive et modifiant des arrêtés d'exécution de ce décret ;	17. Vaccinnet: das Informationssystem, das in Artikel 9 des Erlasses der Flämischen Regierung vom 16. Mai 2014 "houdende diverse bepalingen ter uitvoering van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet" (Bestimmungen zur Ausführung des Dekrets vom 21. November 2003 über präventive Gesundheitspolitik und zur Abänderung der Ausführungs¬erlasse) erwähnt ist,
18° e-Health Platform: een openbare instelling van sociale zekerheid in de zin van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van	18° plate-forme eHealth : une institution publique de sécurité sociale au sens de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la	18. eHealth-Plattform: eine öffentliche Einrichtung für soziale Sicherheit im Sinne des Königlichen Erlasses vom 3. April 1997 zur Festlegung von Maßnahmen im Hinblick auf die Einbeziehung öffentlicher Einrichtungen für soziale Sicherheit in die Verantwortung in Anwendung von Artikel 47 des

de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, vermeld in de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen.	sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, mentionnée dans la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions.	Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen, die im Gesetz vom 21. August 2008 zur Einrichtung und Organisation der eHealth-Plattform und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen erwähnt ist,
19° massa-evenement: een grootschalig evenement dat plaatsvindt overeenkomstig de bijzondere modaliteiten betreffende hun organisatie en de te nemen veiligheidsmaatregelen zoals bepaald in het geldende besluit houdende de maatregelen van bestuurlijke politie om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken en waarbij de toegang zal worden geregeld op grond van een Covid Safe Ticket of op grond van bijkomende maatregelen;	19° événement de masse : une événement de grande ampleur se déroulant selon les modalités particulières relatives à leur organisation et aux mesures de sécurité à prendre, telles que prévues par l'arrêté en vigueur relatif aux mesures de police administrative à prendre pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et où l'accès sera contrôlé par un Covid Safe Ticket ou par des mesures supplémentaires ;	19. Großereignis: ein Ereignis großen Ausmaßes, das gemäß den besonderen Modalitäten in Bezug auf seine Organisation und die zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen stattfindet, wie sie im geltenden Erlass über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 bestimmt sind, und bei dem der Zugang auf der Grundlage eines Covid Safe Tickets oder von zusätzlichen Maßnahmen kontrolliert wird,
20° proef- en pilootproject: een activiteit met een bepaalde risicograad waarbij wordt afgeweken van de regels bepaald in het geldende besluit houdende de maatregelen van bestuurlijke politie om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, die bijdraagt tot het oefenen van modaliteiten en protocollen en die een onderzoeksgericht experiment uitmaakt om bijkomende kennis te verwerven over veilige modaliteiten en besmettingsrisico's bij een gelijkaardige activiteit en waarbij de toegang zal worden geregeld op grond van een Covid Safe Ticket of op grond van bijkomende maatregelen;	20° projet pilote : une activité présentant un certain degré de risque qui déroge aux règles fixées par l'arrêté en vigueur relatif aux mesures de police administrative visant à limiter la propagation du coronavirus COVID-19, qui contribue à la mise en pratique de modalités et de protocoles et qui constitue une expérience à visée de recherche afin d'acquérir des connaissances supplémentaires sur les modalités de sécurité et les risques de contamination dans le cas d'une activité similaire et où l'accès sera contrôlé par un Covid Safe Ticket ou par des mesures supplémentaires ;	20. Pilotprojekt: eine Aktivität mit einem gewissen Maß an Risiko, das von den Regeln abweicht, die im geltenden Erlass über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 bestimmt sind, die zur Umsetzung von Modalitäten und Protokollen beiträgt und die ein Experiment zu Forschungszwecken darstellt, mit dem zusätzliche Kenntnisse über Sicherheitsmodalitäten und Ansteckungsrisiken bei einer ähnlichen Aktivität erworben werden sollen, und bei der der Zugang auf der Grundlage eines Covid Safe Tickets oder von zusätzlichen Maßnahmen kontrolliert wird,

21° COVIDSafe-applicatie: de applicatie met als doel om de houder van een vaccinatie-, test- en/of herstelcertificaat toe te laten een certificaat op te vragen en te tonen aan de hand van een streepjescode;

21° L'application COVIDSafe: l'application numérique dans le but de permettre au titulaire d'un certificat de vaccination, de test et/ou de rétablissement de demander un certificat et de le présenter à l'aide d'un code à barres :

21. COVIDSafe-Anwendung: die digitale Anwendung, mit der bezweckt wird, es dem Inhaber eines Impf-, Test- und/oder Genesungszertifikats zu ermöglichen, ein Zertifikat zu beantragen und es anhand eines Strichcodes vorzulegen,

22° COVIDScan-applicatie: de applicatie die toelaat om via het scannen van de streepjescode van het digitaal EU-COVID-certificaat de echtheid en de geldigheid van een vaccinatie-, test- en/of herstelcertificaat te valideren en het Covid Safe Ticket te generen;

22° L'application COVIDScan: l'application numérique qui permet de valider l'authenticité et la validité d'un certificat de vaccination, de test et/ou de rétablissement et de générer le Covid Safe Ticket, le tout en scannant le code à barres du certificat COVID numérique de l'UE ;

22. COVIDScan-Anwendung: die digitale Anwendung, die es ermöglicht, durch Scannen des Strichcodes des digitalen EU-COVID-Zertifikats die Echtheit und Gültigkeit eines Impf-, Test- und/oder Genesungszertifikats zu validieren und das Covid Safe Ticket zu generieren,

23° CST-module: de uitvoeringsmodaliteit van de COVIDScan-applicatie om het Covid Safe Ticket te genereren.

23° module CST : modalités d'exécution de l'application COVIDScan pour générer le Covid Safe Ticket.

23. CST-Modul: Durchführungsoption zur COVIDScan-Anwendung im Hinblick auf die Generierung des Covid Safe Tickets,

24° Rijksregister: het Rijksregister van de natuurlijke personen bedoeld in de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

24° Registre national : le Registre national des personnes physiques visé dans la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ;

24. Nationalregister: das Nationalregister der natürlichen Personen, das im Gesetz vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnt ist,

25° Algemene Verordening Gegevensbescherming: de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

25° Règlement Général sur la Protection des Données : le Règlement (CE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

25. Datenschutz-Grundverordnung: die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG,

26° Verordening digitaal EU-COVID-certificaat: Verordening van het Europees Parlement en de Raad van 15 juni 2021

26° Règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE : Règlement du Parlement européen et du conseil du 15 juin

26. Verordnung digitales EU-COVID-Zertifikat: die Verordnung des Europäischen Parlaments und des Rates vom

betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van interoperabele vaccinatie-, test- en herstelcertificaten teneinde het vrije verkeer tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren;	2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE) afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19 ;	14. Juni 2021 über einen Rahmen für die Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung interoperabler Zertifikate zur Bescheinigung von COVID-19-Impfungen und -Tests sowie der Genesung von einer COVID-19-Infektion (digitales COVID-Zertifikat der EU) mit der Zielsetzung der Erleichterung der Freizügigkeit während der COVID-19-Pandemie,
27° Verordening digitaal EU-COVID-certificaat voor onderdanen derde landen: Verordening (EU) 2021/954 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2021 betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van interoperabele COVID19-vaccinatie-, test- en herstelcertificaten (digitaal EU-COVID-certificaat) ten aanzien van onderdanen van derde landen die legaal op het grondgebied van de staten verblijven of wonen tijdens de COVID-19-pandemie;	27° Règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE pour les ressortissants de pays tiers : Règlement du Parlement européen et du conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE) destinés aux ressortissants de pays tiers séjournant ou résidant légalement sur le territoire des États membres pendant la pandémie de COVID-19 ;	27. Verordnung digitales EU-COVID-Zertifikat für Drittstaatsangehörige: die Verordnung des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2021 über einen Rahmen für die Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung interoperabler Zertifikate zur Bescheinigung von COVID-19-Impfungen und -Tests sowie der Genesung von einer COVID-19-Infektion (digitales COVID-Zertifikat der EU) für Drittstaatsangehörige mit rechtmäßigem Aufenthalt oder Wohnsitz im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten während der COVID-19-Pandemie,
28° Notificatie 11 mei 2021: de notificatie van 11 mei 2021 van het Overlegcomité aangaande de Corona Crisis Covid-19;	28° Notification 11 mai 2021 : la notification du 11 mai 2021 du Comité de Concertation concernant la crise du Coronavirus Covid-19 ;	28. Mitteilung 11. Mai 2021: die Mitteilung des Konzertierungsausschusses vom 11. Mai 2021 über die COVID-19-Krise,
29° Notificatie 4 juni 2021: de notificatie van 4 juni 2021 van het Overlegcomité aangaande de Corona Crisis Covid-19;	29° Notification 4 juin 2021 : la notification du 4 juin 2021 du Comité de Concertation concernant la crise du Coronavirus Covid-19 ;	29. Mitteilung 4. Juni 2021: die Mitteilung des Konzertierungsausschusses vom 4. Juni 2021 über die COVID-19-Krise,
30° identiteitsbewijs: een officieel document dat biometrische gegevens bevat, uitgereikt door een officiële instantie waarmee een natuurlijk	30° pièce d'identité : un document officiel qui contient des données biométriques, délivré par une instance officielle avec lequel une personne	30. Ausweispapier: ein offizielles Dokument, das biometrische Daten enthält und von einer amtlichen Behörde ausgestellt worden ist, mit dem eine

persoon zijn identiteit kan bewijzen;

physique peut prouver son identité ;

natürliche Person ihre Identität nachweisen kann.

Art. 2. §1. Dit samenwerkingsakkoord voorziet in de rechtsgrond voor de verwerking van persoonsgegevens, die nodig zijn voor:

Art. 2. §1. Le présent accord de coopération prévoit le fondement juridique pour le traitement de données à caractère personnel, nécessaires pour :

Art. 2 - § 1 - Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen bildet die Rechtsgrundlage für die Verarbeitung personenbezogener Daten, die erforderlich sind für:

1° de opmaak en de afgifte van de vaccinatie-, test- en herstelcertificaten voor de opmaak en afgifte van het digitaal EU-COVID-certificaat;

1° la création et la délivrance des certificats de vaccination, de test et de rétablissement pour la création et la délivrance du certificat COVID numérique de l'UE ;

1. die Erstellung und Ausstellung von Impf-, Test- und Genesungszertifikaten im Hinblick auf die Erstellung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats,

2° de opmaak en afgifte van het digitaal EU-COVID-certificaat teneinde het vrije verkeer tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren;

2° la création et la délivrance du certificat COVID numérique de l'UE afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19 ;

2. die Erstellung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats zur Erleichterung der Freizügigkeit während der COVID-19-Pandemie,

3° het generen van het Covid Safe Ticket op basis van het digitaal EU-COVID-certificaat.

3° la génération du Covid Safe Ticket basée sur le certificat COVID numérique de l'UE.

3. die Generierung des Covid Safe Tickets auf der Grundlage des digitalen EU-COVID-Zertifikats.

§2. Dit samenwerkingsakkoord bevat tevens een aantal aanvullende bepalingen inzake de verwerking van PLF-gegevens (zie Titel VIII) en regelt tevens de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België (zie Titel IX).

§2. Le présent accord de coopération contient également un certain nombre de dispositions complémentaires concernant le traitement de données PLF (voir Titre VIII) et il régit également le traitement de données à caractère personnel de travailleurs salariés et de travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et qui exercent des activités en Belgique (voir Titre IX).

§ 2 - Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen umfasst zudem eine Reihe zusätzlicher Bestimmungen in Bezug auf die Verarbeitung von PLF-Daten (siehe Titel VIII) und regelt auch die Verarbeitung personenbezogener Daten von Arbeitnehmern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben (siehe Titel IX).

§3. De partijen treffen, ieder binnen hun bevoegdheidssfeer, de maatregelen die vereist zijn om de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord uit te voeren en om de bestaande Gemeenschaps-, Gewest- en

§3. Les parties, chacune dans son domaine de compétence, prennent les mesures nécessaires à la mise en œuvre des dispositions du présent accord de coopération et à l'harmonisation des initiatives communautaires,

§ 3 - Die Parteien ergreifen in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich die erforderlichen Maßnahmen zur Umsetzung der Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkom¬mens und zur Harmonisierung

federale initiatieven hiermee in overeenstemming te brengen.	régionales et fédérales existantes avec celui-ci.	bestehender Gemeinschafts-, Regional- und föderaler Initiativen mit diesem Abkommen.
§4. De partijen kunnen, met een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals voorzien in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de nadere regels omschrijven die zijn vereist voor het uitvoeren van dit akkoord.	§4. Les parties peuvent, au moyen d'un accord de coopération d'exécution prévu à l'article 92bis, § 1er, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, définir les modalités requises pour la mise en œuvre du présent accord.	§ 4 - Die Parteien können anhand eines in Artikel 92bis § 1 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten ausführenden Zusammenarbeits¬abkommens die Modalitäten zur Umsetzung des vorliegenden Abkommens bestimmen.
Titel II: Vaccinatie-, test- en herstelcertificaten	**Titre II : Certificats de vaccination, de test et de rétablissement**	**Titel II - Impf-, Test- und Genesungszertifikate**
Art. 3. §1. Het digitaal EU-COVID-certificaat maakt de afgifte, de grensoverschrijdende verificatie en aanvaarding van de volgende certificaten mogelijk:	**Art. 3.** §1. Le certificat COVID numérique de l'UE permet la délivrance, la vérification et l'acceptation transfrontières des certificats suivants :	**Art. 3** - § 1 - Das digitale EU-COVID-Zertifikat ermöglicht die Ausstellung und die grenzüberschreitende Überprüfung und Anerkennung folgender Zertifikate:
1° vaccinatiecertificaat;	1° certificat de vaccination ;	1. Impfzertifikat,
2° testcertificaat;	2° certificat de test ;	2. Testzertifikat,
3° herstelcertificaat;	3° certificat de rétablissement ;	3. Genesungszertifikat.
§2. De in §1 bedoelde certificaten worden afgegeven in een beveiligd en interoperabel formaat, in digitale vorm, middels de COVIDSafe-applicatie en/of op papier en bevatten een streepjescode en naam aan de hand waarvan de echtheid, geldigheid en integriteit van het certificaat kunnen worden geverifieerd. De aspirant-houders hebben het recht de certificaten te ontvangen in de vorm van hun keuze. De informatie in de certificaten	§2. Les certificats visés au §1 sont délivrés dans un format sécurisé et interopérable sous forme numérique, au moyen de l'application COVIDSafe et/ou sur papier, et contiennent un code-barres et le nom permettant de vérifier l'authenticité, la validité et l'intégrité du certificat. Les futurs titulaires devraient avoir le droit de recevoir les certificats sous la forme de leur choix. Les informations figurant sur les certificats sont aussi présentées sous une forme lisible	§ 2 - Die in § 1 erwähnten Zertifikate werden in einem sicheren und interoperablen elektronischen Format mittels der COVIDSafe-Anwendung und/oder auf Papier ausgestellt und enthalten einen Strichcode und einen Namen, die eine Überprüfung der Echtheit, der Gültigkeit und der Integrität des Zertifikats ermöglichen. Potenzielle Inhaber sind berechtigt, die Zertifi¬kate im Format ihrer Wahl zu erhalten. Die Angaben auf den Zertifikaten

wordt ook in voor mensen leesbare vorm weergegeven. De streepjescode voldoet aan de technische specificaties zoals bepaald in een uitvoerend samenwerkingsakkoord.

par l'homme. Le code-barres respecte les spécifications techniques définies dans un accord de coopération exécutive.

müssen auch in einer vom Menschen lesbaren Form vorliegen. Der Strichcode muss den in einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegten technischen Spezifikationen entsprechen.

§3. De in §1 bedoelde certificaten worden kosteloos verstrekt. De houder heeft het recht te verzoeken om afgifte van een nieuw certificaat indien de persoonsgegevens in het certificaat niet of niet meer nauwkeurig of actueel zijn, of indien de houder niet meer over het certificaat beschikt.

§3. Les certificats visés au §1 sont délivrés gratuitement. Le titulaire a le droit de demander la délivrance d'un nouveau certificat si les données à caractère personnel mentionnées sur le certificat ne sont plus exactes ou actuelles, ou si le titulaire ne dispose plus du certificat.

§ 3 - Die in § 1 erwähnten Zertifikate werden unentgeltlich ausgestellt. Der Inhaber ist berechtigt, die Ausstellung eines neuen Zertifikats zu beantragen, wenn die im Zertifikat enthaltenen personenbezogenen Daten nicht oder nicht mehr richtig oder aktuell sind oder wenn das Zertifikat dem Inhaber nicht mehr zur Verfügung steht.

§4. Op de in §1 bedoelde certificaten wordt de volgende tekst aangebracht:

"Dit certificaat is geen reisdocument. Het wetenschappelijk bewijs met betrekking tot COVID-19-vaccinaties, -tests en -herstel blijft zich verder ontwikkelen, ook met betrekking tot nieuwe zorgwekkende varianten. Gelieve alvorens een reis te maken, te controleren welke volksgezondheidsmaatregelen en bijbehorende beperkingen op de plaats van bestemming van toepassing zijn.".

§4. Les certificats visés au paragraphe 1 contiennent le texte suivant:

"Le présent certificat n'est pas un document de voyage. Les preuves scientifiques relatives à la vaccination, aux tests et au rétablissement liés à la COVID-19 continuent d'évoluer, notamment en ce qui concerne de nouveaux variants préoccupants du virus. Avant de voyager, veuillez vérifier les mesures de santé publique applicables et les restrictions connexes applicables sur le lieu de destination."

§ 4 - Die in § 1 erwähnten Zertifikate müssen folgenden Text enthalten:

"Dieses Zertifikat ist kein Reisedokument. Die wissenschaftlichen Erkenntnisse über COVID-19-Impfungen und -Tests sowie über die Genesung von einer COVID-19-Infektion entwickeln sich ständig weiter, auch im Hinblick auf neue besorgniserregende Virusvarianten. Bitte informieren Sie sich vor der Reise über die am Zielort geltenden Gesundheitsmaßnahmen und damit verbundenen Beschränkungen."

§5. Het bezit van de in §1 bedoelde certificaten is geen voorwaarde voor het uitoefenen van het recht van vrij verkeer.

§5. La possession des certificats visés au paragraphe 1 ne constitue pas une condition préalable à l'exercice du droit à la libre circulation.

§ 5 - Der Besitz von in § 1 erwähnten Zertifikaten ist keine Voraussetzung für die Ausübung des Rechts auf Freizügigkeit.

§6. De afgifte van de certificaten op grond van §1 van dit artikel leidt niet tot discriminatie op basis van het bezit van een

§6. La délivrance de certificats en vertu du paragraphe 1 du présent article ne peut entraîner de discrimination fondée sur la

§ 6 - Die Ausstellung von Zertifikaten gemäß § 1 des vorliegenden Artikels darf nicht zu einer Diskriminierung

specifieke categorie certificaten als bedoeld in artikel 9, §§1, 2 en 3.

possession d'une catégorie spécifique de certificat visée à l'article 9, §§1, 2 et 3.

aufgrund des Besitzes einer bestimmten, in Artikel 9 §§ 1, 2 und 3 erwähnten Art des Zertifikats führen.

§7. De afgifte van de in § 1 bedoelde certificaten doet geen afbreuk aan de geldigheid van andere vaccinatie-, testresultaat- of herstelbewijzen die vóór 16 juni 2021 of voor andere —met name medische — doeleinden zijn afgegeven.

§7. La délivrance des certificats visés au paragraphe 1 ne porte pas atteinte à la validité de toute autre preuve de vaccination, de résultat de test ou de rétablissement délivrée avant le 1er juillet 2021 ou à d'autres fins, notamment à des fins médicales.

§ 7 - Die Ausstellung der in § 1 erwähnten Zertifikate berührt nicht die Gültigkeit anderer Impf-, Testergebnis- oder Genesungsnachweise, die vor dem 16. Juni 2021 oder für andere Zwecke, insbesondere für medizinische Zwecke, ausgestellt wurden.

Art. 4. De bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen, vermeld in artikel 7, §1, tweede lid, 1° tot en met 6°, van het samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021, zijn verantwoordelijk voor de opmaak en afgifte van de vaccinatiecertificaten, zoals bedoeld in artikel 1, 10° van dit samenwerkingsakkoord.

Art. 4. Les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes, visées à l'article 7, §1, deuxième alinéa, 1° à 6°, de l'accord de coopération du 12 mars 2021, sont responsables de la création et la délivrance des certificats de vaccination tels que visés à l'article 1, 10° du présent accord de coopération.

Art. 4 - Die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen, wie in Artikel 7 § 1 Absatz 2 Nr. 1 bis 6 des Zusammenarbeitsabkommens vom 12. März 2021 erwähnt, sind für die Erstellung und Ausstellung der in Artikel 1 Nr. 10 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erwähnten Impfzertifikate verantwortlich.

Art. 5. Sciensano, vermeld in artikel 2, §4, van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020, is de instantie verantwoordelijk voor de opmaak en afgifte van de test- en herstelcertificaten, zoals bedoeld in artikel 1, 11° en 12° van dit samenwerkingsakkoord.

Art. 5. Sciensano, visé à l'article 2, §4, de l'accord de coopération du 25 août 2020, est l'instance responsable de la création et la délivrance des certificats de test et de rétablissement, tels que visés à l'article 1, 11° et 12 du présent accord de coopération°.

Art. 5 - Sciensano, erwähnt in Artikel 2 § 4 des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020, ist die verantwortliche Stelle für die Erstellung und Ausstellung der in Artikel 1 Nr. 11 und 12 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erwähnten Test- und Genesungszertifikate.

Art. 6. Het agentschap Digitaal Vlaanderen wordt ermee belast de operationele diensten te leveren ter uitvoering van dit samenwerkingsakkoord teneinde de entiteiten, vermeld in artikel 4

Art. 6. L'Agence Flandre Numérique est chargée de fournir les services opérationnels pour l'exécution du présent accord de coopération afin de permettre aux entités visées aux articles 4 et 5, de délivrer des certificats.

Art. 6 - Die Agentur "Digitaal Vlaanderen" ist beauftragt, die operativen Dienstleistun¬gen für die Ausführung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens zu erbringen, damit die in den Artikeln 4 und 5 erwähnten

en 5, in staat te stellen certificaten af te geven.

Einrichtungen Zertifikate ausstellen können.

Art. 7. Het agentschap Digitaal Vlaanderen wordt op vraag van het e-Health-platform, ermee belast de operationele diensten te leveren ter uitvoering van dit samenwerkingsakkoord teneinde de entiteiten, vermeld in artikel 4 en 5, in staat te stellen de certificaten, vermeld in artikel 1, 10°, 11° en 12°, af te geven de operationele diensten te leveren voor de ontwikkeling van de COVIDSafe-applicatie en de COVIDScan-applicatie, vermeld in artikel 17 van dit samenwerkingsakkoord, aan de hand waarvan de respectieve certificaten digitaal leesbaar zijn conform dit samenwerkingsakkoord.

Art. 7. L'Agence Flandre Numérique est chargée, à la demande de la plate-forme eHealth, de fournir les services opérationnels pour l'exécution du présent accord de coopération afin de permettre aux entités, visées aux articles 4 et 5, de délivrer les certificats visés aux articles 1, 10°, 11° et 12°, de fournir les services opérationnels pour le développement de l'application COVIDSafe et de l'application COVIDScan, mentionnées à l'article 17 du présent accord de coopération, à l'aide desquelles les certificats respectifs sont lisibles par voie numérique, conformément au présent accord de coopération.

Art 7 - Die Agentur "Digitaal Vlaanderen" ist auf Antrag der e-Health-Plattform beauf¬tragt, einerseits die operativen Dienstleistungen für die Ausführung des vorliegenden Zusam¬menarbeitsabkommens zu erbringen, damit die in den Artikeln 4 und 5 erwähnten Einrichtun¬gen die in Artikel 1 Nr. 10, 11 und 12 erwähnten Zertifikate ausstellen können, und andererseits die operativen Dienstleistungen für die Entwicklung der in Artikel 17 des vorliegenden Zusam¬menarbeitsabkommens erwähnten Anwendungen COVIDSafe und COVIDScan, auf deren Grundlage die jeweiligen Zertifikate gemäß dem vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen elektronisch lesbar sind.

Art. 8. §1. De verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in artikel 9, §§ 1, 2 en 3 beoogt in het kader van het digitaal EU-Covid-certificaat de opmaak en afgifte van de vaccinatie-, test- en/of herstelcertificaten met het oog op de opmaak en afgifte van het digitaal EU-COVID-certificaat.

Art. 8. §1. Le traitement des données à caractère personnel visées à l'article 9, §§ 1, 2 et 3 vise la création et la délivrance, dans le cadre du certificat COVID numérique de l'UE, des certificats de vaccination, de test et de rétablissement en vue de la création et la délivrance du certificat COVID numérique de l'UE.

Art 8 - § 1 - Mit der Verarbeitung der in Artikel 9 §§ 1, 2 und 3 erwähnten personenbezogenen Daten wird bezweckt, im Rahmen des digitalen EU-COVID-Zertifikats die Impf-, Test- und Genesungszertifikate im Hinblick auf die Erstellung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats zu erstellen und auszustellen.

§2. De in dit artikel opgenomen verwerkingsdoeleinden zijn niet enkel van toepassing op Belgische onderdanen maar tevens op onderdanen van derde landen die legaal op het Belgische grondgebied verblijven of wonen.

§2. Les finalités de traitement énumérées dans cet article s'appliquent non seulement aux ressortissants belges mais aussi aux ressortissants de pays tiers résidant légalement ou domiciliés sur le territoire belge.

§ 2 - Die in vorliegendem Artikel aufgeführten Verarbeitungszwecke gelten nicht nur für belgische Staatsangehörige, sondern auch für Drittstaatsangehörige, die sich rechtmäßig auf belgischem Staatsgebiet aufhalten oder dort ihren Wohnsitz haben.

§3. Teneinde de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de agentschappen aangeduide contactcentra vragen van houders van de test-en herstelcertificaten te laten beantwoorden, zullen de medewerkers van de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de agentschappen aangeduide contactcentra kunnen verifiëren of er voor een houder een test-of herstelcertificaat voorhanden is en of dit test-of herstelcertificaat reeds aan de houder werd bezorgd conform de in dit samenwerkingsakkoord benoemde modaliteiten. Deze paragraaf doet geen afbreuk aan de afspraken met betrekking tot de helpdeskfuncties.

§3. Afin que les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes puissent répondre aux questions des titulaires de certificats de test et de rétablissement, le personnel les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes sera en mesure de vérifier si un certificat de test ou de rétablissement est disponible pour un titulaire et si ce certificat de test ou de rétablissement a déjà été délivré au titulaire selon les modalités prévues par le présent accord de coopération. Le présent paragraphe est sans préjudice des dispositions relatives aux fonctions de help desk.

§ 3 - Damit die von den zuständigen föderierten Teilgebieten oder den zuständigen Agenturen bestimmten Kontaktzentren Fragen von Inhabern der Test- und Genesungs-zertifikate beantworten können, müssen die Mitarbeiter der von den zuständigen föderierten Teilgebieten oder den zuständigen Agenturen bestimmten Kontaktzentren in der Lage sein zu überprüfen, ob ein Test- oder Genesungszertifikat für einen Inhaber verfügbar ist und ob ein solches Test- oder Genesungszertifikat dem Inhaber bereits gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen ausgestellt wurde. Vorliegender Absatz gilt unbeschadet der Bestimmungen über die Helpdesk-Funktionen.

Art. 9. §1. Een vaccinatiecertificaat zoals bedoeld in artikel 1, 10°, bevat de volgende categorieën van persoonsgegevens van de houders ervan:

1° identiteit van de houder;

2° informatie over het aan de houder toegediende COVID-19-vaccin en over het aantal toegediende doses;

3° metagegevens van het certificaat, zoals de afgever van het certificaat of een unieke certificaatidentificatiecode.

§2. Een testcertificaat zoals bedoeld in artikel 1, 11°, bevat de volgende categorieën van

Art. 9. §1. Un certificat de vaccination tel que visé à l'article 1, 10°, contient les catégories de données à caractère personnel suivantes de son titulaire :

1° l'identité du titulaire ;

2° des informations sur le vaccin contre la COVID-19 administré et sur le nombre de doses administrées au titulaire;

3° les métadonnées du certificat, telles que l'émetteur du certificat ou un identifiant unique du certificat.

§2. Un certificat de test tel que visé à l'article 1, 11°, contient les catégories de données à caractère

Art. 9 - § 1 - Ein in Artikel 1 Nr. 10 erwähntes Impfzertifikat enthält folgende Kategorien personenbezogener Daten seines Inhabers:

1. Identität des Inhabers,

2. Informationen über den COVID-19-Impfstoff und die dem Inhaber verabreichte Anzahl der Dosen,

3. Zertifikatmetadaten, z.B. Zertifikataussteller oder eine eindeutige Zertifikatkennung.

§ 2 - Ein in Artikel 1 Nr. 11 erwähntes Testzertifikat enthält folgende Kategorien

persoonsgegevens van de houders ervan:	personnel suivantes de son titulaire :	personenbezogener Daten seines Inhabers:
1° de identiteit van de houder;	1° l'identité du titulaire ;	1. Identität des Inhabers,
2° informatie over de NAAT-test of snelle antigeentest die de houder heeft ondergaan;	2° des informations sur le test TAAN ou le test rapide de détection d'antigènes auquel le titulaire a été soumis	2. Informationen über den NAAT-Test oder Antigen-Schnelltest, dem sich der Inhaber unterzogen hat,
3° metagegevens van het certificaat, zoals de afgever van het certificaat of een unieke certificaatidentificatiecode.	3° les métadonnées du certificat, telles que l'émetteur du certificat ou un identifiant unique du certificat.	3. Zertifikatmetadaten, z.B. Zertifikatausstеller oder eine eindeutige Zertifikatkennung.
§3. Een herstelcertificaat zoals bedoeld in artikel 1, 12°, bevat de volgende categorieën van persoonsgegevens van de houders ervan:	§3. Un certificat de rétablissement tel que visé à l'article 1, 12°, contient les catégories de données à caractère personnel suivantes de son titulaire :	§ 3 - Ein in Artikel 1 Nr. 12 erwähntes Genesungszertifikat enthält folgende Kategorien personenbezogener Daten seines Inhabers:
1° de identiteit van de houder;	1° l'identité du titulaire ;	1. Identität des Inhabers,
2° informatie over de voorbije SARS-CoV-2-infectie van de houder na een positief testresultaat, dat evenwel niet ouder is dan 180 dagen;	2° des informations sur les antécédents d'infection par le SARS-CoV-2 du titulaire à la suite du résultat positif d'un test, datant de 180 jours au maximum;	2. Informationen über frühere SARS-CoV-2-Infektionen des Inhabers nach einem positiven Testergebnis, das nicht älter als 180 Tage ist,
3° metagegevens van het certificaat, zoals de afgever van het certificaat of een unieke certificaatidentificatiecode.	3° les métadonnées du certificat, telles que l'émetteur du certificat ou un identifiant unique du certificat.	3. Zertifikatmetadaten, z.B. Zertifikatausstеller oder eine eindeutige Zertifikatkennung.
§4. Voor de uitoefening van de verwerkingsdoeleinden zoals bepaald in artikel 8, §3 zullen de medewerkers van de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de agentschappen aangeduide contactcentra toegang hebben en volgende gegevens mogen verwerken: 1° het bestaan van een test-of herstelcertificaat; 2° het feit of een test-of herstelcertificaat werd aangevraagd.	§4. Aux fins du traitement des finalités du traitement visées à l'article 8, §3, les employés les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes ont accès et peuvent traiter les données suivantes : 1° l'existence d'un certificat de test ou de rétablissement ; 2° le fait qu'un certificat de test ou de rétablissement a été demandé ou non.	§ 4 - Im Hinblick auf die in Artikel 8 § 3 vorgesehenen Verarbeitungszwecke haben die Mitarbeiter der von den zuständigen föderierten Teilgebieten oder von den zuständigen Agen¬turen bestimmten Kontaktzentren Zugriff auf folgende Daten und dürfen diese verarbeiten: 1. das Vorhandensein eines Test- oder Genesungszertifikats, 2. die Tatsache, ob ein Test- oder Genesungszertifikat beantragt wurde.

Titel III: Opmaken, afgeven, verifiëren van het digitaal EU-COVID-certificaat

Artikel 10. §1. De verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in artikel 11, §1 beoogt de opmaak, de afgifte en verificatie van het digitaal EU-COVID-certificaat met het oog op de toegang tot en de verificatie van de in het certificaat opgenomen informatie, teneinde de uitoefening van het recht van vrij verkeer binnen de Unie tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren.

§2. Met uitzondering van hetgeen bepaald in artikel 12 van dit samenwerkingsakkoord, worden de categorieën van persoonsgegevens in de certificaten, zoals bepaald in artikel 1, 8°, 10°, 11° en 12° van dit samenwerkingsakkoord, uitsluitend verwerkt met het oog op de toegang tot en de verificatie van de in het certificaat opgenomen informatie, teneinde de uitoefening van het recht van vrij verkeer binnen de Unie tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren.

§3. De in dit artikel opgenomen verwerkingsdoeleinden zijn niet enkel van toepassing op onderdanen van de Unie maar tevens op onderdanen van derde landen die legaal op het grondgebied van een lidstaat van de EU verblijven of wonen en overeenkomstig het Unierecht

Titre III : Création, délivrance et vérification du certificat COVID numérique de l'UE

Article 10. §1. Le traitement des données à caractère personnel mentionnées à l'article 11, §1 vise la création et la délivrance du certificat COVID numérique de l'UE, aux fins d'accéder aux informations contenues dans le certificat et de les vérifier, afin de faciliter l'exercice du droit à la libre circulation au sein de l'Union durant la pandémie de COVID-19.

§2. À l'exception des dispositions de l'article 12 du présent accord de coopération, les catégories des données à caractère personnel contenues dans les certificats, prévus à l'article 1, 8°, 10°, 11° et 12° du présent accord de coopération, sont traitées aux seules fins de l'accès aux informations contenues dans le certificat et de la vérification de ces informations afin de faciliter l'exercice du droit à la libre circulation au sein de l'Union pendant la pandémie de COVID-19.

§3. Les finalités du traitement énoncées dans le présent article s'appliquent non seulement aux ressortissants de l'Union, mais aussi aux ressortissants de pays tiers qui résident ou séjournent légalement sur le territoire d'un État membre de l'UE et ont le droit de se rendre dans d'autres

Titel III - Erstellung, Ausstellung und Überprüfung des digitalen EU-COVID-Zertifikats

Art. 10 - § 1 - Die in Artikel 11 § 1 erwähnte Verarbeitung personenbezogener Daten dient dazu, das digitale EU-COVID-Zertifikat zum Zweck des Abrufs und der Überprüfung der im Zertifikat enthaltenen Informationen zu erstellen und auszustellen, im Hinblick auf eine erleichterte Ausübung des Rechts auf Freizügigkeit innerhalb der Union während der COVID-19-Pandemie.

§ 2 - Mit Ausnahme der Bestimmungen von Artikel 12 des vorliegenden Zusammen-arbeitsabkommens werden die in den Zertifikaten enthaltenen Kategorien personenbezogener Daten, die in Artikel 1 Nr. 8, 10, 11 und 12 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens vorgesehen sind, nur zum Zweck des Abrufs und der Überprüfung der im Zertifikat enthaltenen Informationen verarbeitet, im Hinblick auf eine erleichterte Ausübung des Rechts auf Freizü¬gigkeit innerhalb der Union während der COVID-19-Pandemie.

§ 3 - Die in vorliegendem Artikel aufgeführten Verarbeitungszwecke gelten nicht nur für Bürger der Europäischen Union, sondern auch für Drittstaatsangehörige, die sich rechtmäßig im Hoheitsgebiet eines EU-Mitgliedstaats aufhalten oder dort ihren Wohnsitz haben und

het recht hebben naar andere landen te reizen.	pays conformément au droit de l'Union.	die im Einklang mit dem Unionsrecht das Recht haben, in andere Länder zu reisen.
§4. De desgevallende verificatie teneinde de uitoefening van het recht van vrij verkeer binnen de Unie tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren en eventuele beperkingen te handhaven, gebeurt door de politiediensten bedoeld in artikel 3, 7°, van de wet op het politieambt en de exploitanten van grensoverschrijdende personenvervoersdiensten.	§4. L'éventuelle vérification afin de faciliter l'exercice du droit à la libre circulation au sein de l'Union pendant la pandémie de COVID-19 et l'application des restrictions éventuelles, se fait par les services de police visés à l'article 3, 7°, de la loi sur la fonction de police et les opérateurs de services transfrontières de transports de voyageurs.	§ 4 - Die etwaige Überprüfung zur erleichterten Ausübung des Rechts auf Freizügigkeit innerhalb der Union während der COVID-19-Pandemie und zur Anwendung eventueller Beschränkungen erfolgt durch die in Artikel 3 Nr. 7 des Gesetzes über das Polizeiamt erwähnten Polizeidienste und die grenzüberschreitend tätigen Personenverkehrsdienstleister.
Art. 11. §1. Met het oog op de verificatie en voor het opmaken en afgeven van het digitaal EU-COVID-certificaat aan de houders van een vaccinatiecertificaat, testcertificaat of herstelcertificaat, worden de volgende categorieën van persoonsgegevens verwerkt:	**Art. 11.** §1. Aux fins de la vérification et pour la création et la délivrance du certificat COVID numérique de l'UE aux titulaires d'un certificat de vaccination, certificat de test ou certificat de rétablissement, les catégories de données à caractère personnel suivantes sont traitées conformément au Règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE :	**Art. 11** - § 1 - Zum Zweck der Überprüfung und zur Erstellung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats für Inhaber eines Impfzertifikats, Testzertifikats oder Genesungszertifikats werden folgende Kategorien personenbezogener Daten verarbeitet:
1° de categorieën van persoonsgegevens in artikel 9, §§1, 2 of 3;	1° les catégories de données à caractère personnel visées à l'article 9, §§1, 2 ou 3 ;	1. die in Artikel 9 §§ 1, 2 und 3 erwähnten Kategorien personenbezogener Daten,
2° het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid; en	2° le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ; et	2. die in Artikel 8 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisa¬tion einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnte Erkennungsnummer und
3° de hoofdverblijfplaats, bedoeld in artikel 3, eerste lid, 5°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.	3° la résidence principale, visées à l'article 3, premier alinéa, 5°, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physique ;	3. der in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnte Hauptwohnort.
§2. De categorieën van persoonsgegevens vermeld in §1	§2. Les catégories de données à caractère personnel mentionnées	§ 2 - Die in § 1 erwähnten Kategorien personenbezogener

worden bekomen vanuit de volgende gegevensbanken:

1° het Rijksregister: voor wat betreft de hoofdverblijfplaats bedoeld in §1, 2°, op basis van het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

2° Vaccinnet: voor wat betreft het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid en de categorieën van persoonsgegevens in het vaccinatiecertificaat, omschreven in artikel 9, §1;

3° Gegevensbank I opgericht door het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020: voor wat betreft het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid en de categorieën van persoonsgegevens in het testcertificaat en herstelcertificaat, omschreven in artikel 9, §§2 en 3.

§3. Voor zover noodzakelijk voor het opmaken en afgeven van het digitaal EU-COVID-certificaat bedoeld in artikel 1, 8°, aan de houders van een vaccinatiecertificaat, testcertificaat of herstelcertificaat, hebben de verwerkingsverantwoordelijken, voor de uitoefening van hun wettelijke opdrachten in dit

au §1 sont obtenues à partir des banques de données suivantes :

1° le Registre national : en ce qui concerne la résidence principale visée aux §1, 2°, sur la base du numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ;

2° Vaccinnet : en ce qui concerne le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale et les catégories de données à caractère personnel dans le certificat de vaccination, décrites à l'article 9, §1 ;

3° Base de données I créée par l'accord de coopération du 25 août 2020 : en ce qui concerne le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, et les catégories de données à caractère personnel dans le certificat de test et le certificat de rétablissement, décrites à l'articles 8, §§2 et 3.

§3. Dans la mesure où la création et la délivrance du certificat COVID numérique de l'UE visé à l'article 1, 8° aux titulaires d'un certificat de vaccination, certificat de test ou certificat de rétablissement le nécessitent, les responsables du traitement ont accès, pour l'exercice de leurs missions légales dans le présent accord de collaboration, aux

Daten werden aus folgenden Datenbanken bezogen:

1. Nationalregister: in Bezug auf den in § 1 Nr. 3 erwähnten Hauptwohnort, auf der Grundlage der in Artikel 8 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnten Erkennungsnummer,

2. Vaccinnet: in Bezug auf die in Artikel 8 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnte Erkennungsnummer und die in Artikel 9 § 1 beschriebenen Kategorien personenbezogener Daten im Impfzertifikat,

3. Datenbank I, geschaffen durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 25. August 2020: in Bezug auf die in Artikel 8 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnte Erkennungsnummer und die Kategorien personenbezogener Daten in dem in Artikel 9 §§ 2 und 3 beschriebenen Testzertifikat beziehungsweise Genesungszertifikat.

§ 3 - Sofern für die Erstellung und Ausstellung des in Artikel 1 Nr. 8 erwähnten digita-len EU-COVID-Zertifikats für Inhaber eines Impfzertifikats, Testzertifikats oder Genesungs-zertifikats erforderlich, haben die für die Verarbeitung Verantwortlichen für die Erfüllung ihrer im vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen

samenwerkingsakkoordakkoord bepaald, toegang tot de gegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, 2° en 5° en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, onder voorbehoud van het verkrijgen van een machtiging bedoeld in artikel 5, zelfde wet.

données visées à l'article 3, premier alinéa, 1°, 2° et 5° et deuxième alinéa, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, sous réserve d'obtention d'une autorisation visée à l'article 5 de la même loi.

bestimmten gesetzlichen Aufgaben Zugriff auf die in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 1, 2 und 5 und Absatz 2 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnten Daten, vorbehaltlich des Erhalts der in Artikel 5 desselben Gesetzes erwähnten Ermächtigung.

§4. In afwijking van artikel 3, §1, van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 en artikel 4, §2, van het samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021, mogen de persoonsgegevens bedoeld in § 1, voor het in artikel 10 bedoelde verwerkingsdoeleinde worden verwerkt door de verwerkingsverantwoordelijken, voor de uitoefening van hun wettelijke opdrachten in dit samenwerkingsakkoordakkoord bepaald, de gefedereerde entiteiten en Sciensano

§4. Par dérogation à l'article 3, §1, de l'accord de coopération du 25 août 2020 et à l'article 4, §2, de l'accord de coopération du 12 mars 2021, les données à caractère personnel visées au § 1, peuvent être traitées pour les finalités de traitement visées à article 10 par les responsables du traitement, pour l'exercice de leurs missions légales définies dans le présent accord de coopération, les entités fédérées et Sciensano.

§ 4 - In Abweichung von Artikel 3 § 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. Au-gust 2020 und von Artikels 4 § 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 12. März 2021 dürfen die in § 1 erwähnten personenbezogenen Daten für die in Artikel 10 erwähnten Verarbeitungs-zwecke von den für die Verarbeitung Verantwortlichen für die Erfüllung ihrer im vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen bestimmten gesetzlichen Aufträge, von den föderierten Teilgebie¬ten und von Sciensano verarbeitet werden.

Titel IV: Covid Safe Ticket

Art. 12. §1. In afwijking van hetgeen bepaald in artikel 10, beoogt, voor wat betreft de bezoekers van massa-evenementen of proef-en pilootprojecten, de verwerking van persoonsgegevens van het digitaal EU-COVID-certificaat het lezen en, desgevallend, het genereren van het Covid Safe Ticket middels de CST-module van de COVIDScan-applicatie, teneinde het volgende te controleren en verifiëren:

Titre IV : Covid Safe Ticket

Art. 12. §1. Par dérogation à l'article 10, pour les visiteurs d'événements de masse ou de projets pilotes le traitement des données à caractère personnel du certificat numérique EU-COVID vise à lire et, le cas échéant, générer le Covid Safe Ticket via le module CST de l'application COVIDScan, afin de contrôler et vérifier :

- si les titulaires d'un certificat de vaccination, de test et/ou de rétablissement remplissent les conditions d'accès à un

Titel IV - Covid Safe Ticket

Art. 12 - § 1 - In Abweichung von Artikel 10 wird in Bezug auf Besucher von Großereig¬nissen oder Pilotprojekten mit der Verarbeitung personenbezogener Daten des digitalen EU-COVID-Zertifikats bezweckt, das Covid Safe Ticket über das CST-Modul der COVIDScan-Anwendung einzulesen und gegebenenfalls zu generieren, um Folgendes zu kontrollieren und zu überprüfen:
ob die Inhaber eines digitalen EU-COVID-Zertifikats die Bedingungen für den Zugang zu

- het feit of de houder van het digitaal EU-COVID-certificaat voldoet aan de voorwaarden om toegang te verkrijgen tot een massa-evenement of proef- en pilootproject;
- aan de hand van een identiteitsbewijs, de identiteit van de houder van een digitaal EU-COVID-certificaat.

événement de masse ou un projet pilote, définis au §4 ;
- à l'aide d'une pièce d'identité, l'identité des titulaires d'un certificat COVID numérique de l'UE.

einem Großereignis oder einem Pilotprojekt erfüllen,
anhand eines Identitätsnachweises: die Identität der Inhaber eines digitalen EU-COVID-Zertifikats.

Het Covid Safe Ticket kan ofwel door de gebruiker gegeneerd worden op de COVIDSafe-applicatie, ofwel op de COVIDScan-applicatie door het digitaal EU-COVID-certificaat te lezen.

Le Covid Safe Ticket peut être généré par l'utilisateur sur l'application COVIDSafe ou sur l'application COVIDScan en scannant le certificat COVID numérique de l'EU.

Das Covid Safe Ticket kann vom Nutzer mit der COVIDSafe-Anwendung oder der COVIDScan-Anwendung durch Einlesen des digitalen EU-COVID-Zertifikats generiert werden.

§2. De organisatoren, bij hoofde van de personen bedoeld in artikel 13, §3 van dit samenwerkingsakkoord, zijn verplicht om ofwel (i) het digitaal EU-COVID-certificaat in digitale vorm of op papier ofwel (ii) het door de gebruiker gegenereerde Covid Safe Ticket op de COVIDSafe-applicatie in te lezen. Het lezen en, desgevallend, het generen van het Covid Safe Ticket middels de COVIDScan-applicatie dient voor de verwerkingsdoeleinden bepaald in artikel 12 en 13 van dit samenwerkingsakkoord verplicht te gebeuren middels de CST-module van deze applicatie. Indien het resultaat van de lezing in §1 negatief is of de identiteit van de houder niet kan worden geverifieerd of bevestigd, dient men de houder de toegang tot het massa-evenement of proef- en pilootproject te weigeren; tenzij de houder bijkomende maatregelen ondergaat zoals bepaald in een uitvoerend

§2. Les organisateurs, en vertu des personnes visées à l'article 13, §3 du présent accord de coopération, sont tenus de scanner ou (i) le certificat COVID numérique de l'UE sous forme numérique ou sur papier ou (ii) le Covid Safe Ticket généré par l'utilisateur sur l'application COVIDSafe. Lire et, le cas échéant, générer le Covid Safe Ticket par l'application COVIDScan doit, pour les finalités visées aux articles 12 et 13 du présent accord de coopération, être effectuée au moyen du module CST de cette application. Si le résultat de l'analyse mentionnée au §1 est négatif ou si l'identité du titulaire ne peut pas être vérifiée ou confirmée, l'accès à l'événement de masse ou au projet pilote doit être refusé au titulaire sauf si le titulaire fait l'objet de mesures complémentaires prévues par un accord de coopération d'exécution tel que visé à l'article

§ 2 - Veranstalter sind im Hinblick auf die in Artikel 13 § 3 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erwähnten Personen verpflichtet, entweder das digitale EU-COVID-Zertifikat in elektronischem Format oder auf Papier oder das vom Nutzer mit der COVIDSafe-Anwendung generierte Covid Safe Ticket einzulesen. Das Einlesen und gegebenenfalls Gene¬rieren des Covid-Safe-Tickets mit der COVIDScan-Anwendung muss für die in den Artikeln 12 und 13 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erwähnten Zwecke über das CST-Modul dieser Anwendung erfolgen. Ist das Ergebnis des in § 1 erwähnten Einlesens negativ oder kann die Identität des Inhabers nicht überprüft oder bestätigt werden, muss dem Inhaber der Zugang zum Großereignis oder Pilotprojekt verweigert werden, es sei denn, der Inhaber wird zusätzli¬chen Maßnahmen unterworfen, die in

samenwerkingsakkoord zoals bedoeld bij artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en voor zover deze voorzien zijn door de organisator van deze evenementen.

92bis, §1, troisième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et dans la mesure où ils sont prévus par l'organisateur de ces événements.

einem in Artikel 92bis § 1 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten ausführenden Zusammenarbeits¬abkommen bestimmt sind und sofern sie vom Veranstalter dieser Ereignisse vorgesehen sind.

§3. Met uitzondering van hetgeen bepaald in artikel 10 van dit samenwerkingsakkoord, worden de categorieën van persoonsgegevens in de certificaten, zoals bepaald in artikel 1,§§ 8,10, 11 en 12 van dit samenwerkingsakkoord, uitsluitend verwerkt met het oog op het regelen van de toegang tot proef-en pilootprojecten en massa-evenementen en de verificatie van de op het Covid Safe Ticket getoonde gegevens. Na het einde van de toepassingsduur zoals bepaald in dit samenwerkingsakkoord, conform artikel 33, §1, 3° van dit samenwerkingsakkoord worden de gegevens niet langer verwerkt.

§3. A l'exception des dispositions de l'article 10 du présent accord de coopération, les catégories de données à caractère personnel figurant dans les certificats tels que définis à l'article 1, §§ 8, 10, 11 et 12 du présent Accord de coopération ne sont traitées qu'aux seules fins de réglementer l'accès aux projets pilotes et aux événements de masse et de vérifier les données affichées sur le Covid Safe Ticket. Après la fin de la période d'application telle que définie dans cet accord de coopération, conformément à l'article 33, §1, 3° de cet accord de coopération, les données ne seront plus traitées.

§ 3 - Mit Ausnahme der Bestimmungen von Artikel 10 des vorliegenden Zusammen-arbeitsabkommens werden die in den Zertifikaten enthaltenen Kategorien personenbezogener Daten, die in Artikel 1 Nr. 8, 10, 11 und 12 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens vorgesehen sind, ausschließlich zum Zweck der Regelung des Zugangs zu Pilotprojekten und Großereignissen und zur Überprüfung der auf dem Covid Safe Ticket angegebenen Daten ver-arbeitet. Nach Ablauf des in Artikel 33 § 1 Nr. 3 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkom-mens bestimmten Geltungsdauer werden die Daten nicht mehr verarbeitet.

§4. De verwerking waarbij het digitaal EU-COVID-certificaat of het door de houder gegenereerde Covid Safe Ticket wordt gelezen teneinde de toegang tot massa-evenementen en proef-en pilootprojecten te regelen is maar rechtmatig voor houders van een digitaal EU-COVID-certificaat geboren in het jaar 2008 of vroeger.

§4. Le traitement dans lequel le certificat COVID numérique de l'UE ou le Covid Safe Ticket généré par le titulaire est lu afin de réglementer l'accès aux événements de masse et aux projets pilotes n'est licite que pour les titulaires d'un certificat COVID numérique l'UE nés en l'année 2008 ou avant.

§ 4 - Eine Verarbeitung, bei der das digitale EU-COVID-Zertifikat oder das vom Inhaber generierte Covid Safe Ticket eingelesen wird, um den Zugang zu Großereignissen und Pilotprojekten zu regeln, ist nur für im Jahr 2008 oder früher geborene Inhaber eines digitalen EU-COVID-Zertifikats rechtmäßig.

Art. 13. §1. Voor het genereren van Covid Safe Ticket worden de categorieën persoonsgegevens

Art. 13. §1. Pour générer le Covid Safe Ticket, les catégories de données à caractère personnel

Art. 13 - § 1 - Zur Generierung des Covid Safe Tickets werden die Kategorien personenbezogener Daten des

van het digitaal EU- COVID-certificaat verwerkt.

§2. Het Covid Safe Ticket bevat en geeft slechts volgende gegevens weer:

1° de aanduiding of de houder, in zijn hoedanigheid van bezoeker van een massa-evenement of een proef-of pilootproject, de toegang tot het massa-evenement of proef- en pilootproject mag worden toegestaan of dient te worden geweigerd;

2° identiteitsgegevens van de houder, met name de naam en voornaam.

§3. Voor de in artikel 12 bepaalde doeleinden, mag het digitaal EU-COVID-certificaat of het door de houder gegenereerde Covid Safe Ticket uitsluitend worden gelezen door middel van de CST-module van het COVIDScan-applicatie zoals bedoeld in artikel 17 en dit door de volgende personen:

1° de personen die instaan voor de toegangscontrole van het massa-evenement;

2° de personen die instaan voor de toegangscontrole van het proef- en pilootproject;

3° het personeel van een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst zoals bedoeld in de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

§4. Met als uitsluitende doeleinden zoals bepaald in artikel 12, §1 en §2, kunnen

du certificat COVID numérique de l'UE sont traitées.

§2. Le Covid Safe Ticket ne contient et n'affiche que les données suivantes :

1° l'indication si l'accès à l'événement de masse ou au projet pilote peut être autorisé ou doit être refusé au titulaire, en sa qualité de visiteur d'un événement de masse ou d'un projet pilote;

2° les données d'identité du titulaire, notamment le nom et le prénom.

§3. Pour les finalités définies à l'article 12, le certificat COVID numérique de l'UE ou le Covid Safe Ticket généré par le titulaire ne peut être lu exclusivement au moyen du module CST de l'application COVIDScan telle que visée à l'article 17, et ce par les personnes suivantes :

1° les personnes chargées du contrôle d'accès à l'événement de masse ;

2° les personnes chargées du contrôle d'accès au projet pilote ;

3° le personnel d'une entreprise de surveillance ou d'un service de surveillance interne tel que visé dans la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière.

§4. Exclusivement aux fins définies à l'article 12, §1 et §2, des agents de surveillance

digitalen EU-COVID-Zertifikats verarbeitet.

§ 2 - Das Covid Safe Ticket enthält und zeigt nur folgende Daten an:

1. Angabe, ob dem Inhaber in seiner Eigenschaft als Besucher eines Großereignisses oder eines Pilotprojekts der Zutritt zu dem Großereignis beziehungsweise Pilotprojekt gestattet werden kann oder verweigert werden muss,

2. Personalien des Inhabers, insbesondere den Namen und den Vornamen.

§ 3 - Für die in Artikel 12 bestimmten Zwecke darf das digitale EU-COVID-Zertifikat oder das vom Inhaber generierte Covid Safe Ticket ausschließlich über das CST-Modul der in Artikel 17 erwähnten COVIDScan-Anwendung eingelesen werden, und zwar von folgenden Personen:

1. Personen, die mit der Kontrolle des Zugangs zum Großereignis betraut sind,

2. Personen, die mit der Kontrolle des Zugangs zum Pilotprojekt betraut sind,

3. Personal eines Wachunternehmens oder eines internen Wachdienstes, wie im Gesetz vom 2. Oktober 2017 zur Regelung der privaten und besonderen Sicherheit vorgesehen.

§ 4 - Ausschließlich zu den in Artikel 12 §§ 1 und 2 bestimmten Zwecken können sich Wachleute

bewakingsagenten in afwijking van artikel 106 van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid identiteitsdocumenten, alsook een Covid Safe Ticket laten voorleggen op verzoek van de opdrachtgever.

peuvent, en dérogation à l'article 106 de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière, faire présenter des documents d'identité ainsi qu'un Covid Safe Ticket à la demande du donneur d'ordre.

in Abweichung von Artikel 106 des Gesetzes vom 2. Oktober 2017 zur Regelung der privaten und besonderen Sicherheit auf Verlangen des Auftraggebers Identitätsdokumente und ein Covid Safe Ticket vorlegen lassen.

§5. De voorwaarden waarbij toegang tot een massa-evenement of proef- en pilootproject kan worden verkregen op basis van een digitaal EU-COVID-certificaat of op basis van andere maatregelen worden vastgelegd in een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals bedoeld bij artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§5. Les conditions auxquelles l'accès à une événement de masse ou à un projet pilote est possible sur la base d'un certificat COVID numérique de l'UE ou sur base d'autres mesures, sont établies dans un accord de coopération d'exécution tel que visé à l'article 92bis, §1, troisième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 5 - Die Bedingungen, unter denen der Zugang zu einem Großereignis oder Pilotprojekt auf der Grundlage eines digitalen EU-COVID-Zertifikats oder anderer Maßnahmen möglich ist, werden in einem in Artikel 92bis § 1 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt.

§6. Het is de personen bedoeld in artikel 13, § 3 uitdrukkelijk verboden het digitaal EU-COVID-certificaat of het door de houder gegeneerde Covid Safe Ticket teneinde het Covid Safe Ticket te lezen en desgevallend te genereren met een andere applicatie of module dan de CST module van de COVIDScan-applicatie. De organisatoren zullen een lijst aanleggen van de personen bedoeld in artikel 13, §3.

§6. Il est expressément interdit aux personnes visées à l'article 13, § 3, de lire le certificat COVID numérique de l'UE ou le Covid Safe Ticket généré par le titulaire aux fins de lire et, le cas échéant, de générer le Covid Safe Ticket avec une application ou un module autre que le module CST de l'application COVIDScan.
Les organisateurs établiront une liste de ces personnes visées à l'article 13, §3.

§ 6 - Den in Artikel 13 Absatz 3 erwähnten Personen ist ausdrücklich verboten, das digitale EU-COVID-Zertifikat oder das vom Inhaber generierte Covid Safe Ticket einzulesen, um das Covid Save Ticket mit einer anderen Anwendung oder einem anderen Modul als dem CST-Modul der COVIDScan-Anwendung einzulesen und gegebenenfalls zu generieren. Die Veranstalter erstellen eine Liste dieser in Artikel 13 § 3 erwähnten Personen.

§7. Indien de organisatoren van massa-evenementen of proef- en pilootprojecten niet voorzien in bijkomende maatregelen naast het Covid Safe Ticket teneinde de toegang tot het evenement te regelen, dient de organisator daar op voorhand ten aanzien van de

§7. Si les organisateurs d'un événement de masse ou de projets pilotes ne prévoient pas de mesures supplémentaires en plus du Covid Safe Ticket afin de réglementer l'accès à l'événement, l'organisateur doit le communiquer suffisamment

§ 7 - Sehen Veranstalter von Großereignissen oder Pilotprojekten zur Regelung des Zugangs zum Ereignis neben dem Covid Safe Ticket keine zusätzlichen Maßnahmen vor, müssen sie dies vorher den Besuchern auf ausreichend deutliche Weise mitteilen.

bezoekers voldoende duidelijk over te communiceren.

clairement aux visiteurs à l'avance.

Titel V: Bewaartermijnen

Titre V : Délais de conservation

Titel V: Speicherfristen

Art. 14. §1. De persoonsgegevens vermeld in artikel 9, §§ 1, 2 en 3, die met het oog op de afgifte van het digitaal EU-COVID-certificaat, met inbegrip van de afgifte van een nieuw digitaal EU-COVID-certificaat, worden verwerkt, worden door de afgever niet langer bewaard dan strikt noodzakelijk is voor het doel ervan en in geen geval langer dan de periode waarin het digitaal EU-COVID-certificaat mag worden gebruikt om het recht van vrij verkeer uit te oefenen.

Art. 14. §1. Les données visées à l'article 9, §§ 1, 2 et 3, traitées aux fins de la délivrance des certificats COVID numérique de l'UE, y compris la délivrance d'un nouveau certificat, ne sont pas conservées par l'émetteur plus longtemps que ce qui est strictement nécessaire à la finalité poursuivie et, en tout état de cause, ne sont pas conservées au-delà de la période durant laquelle les certificats peuvent être utilisés pour exercer le droit à la libre circulation.

Art. 14 - § 1 - Die in Artikel 9 §§ 1, 2 und 3 erwähnten personenbezogenen Daten, die für die Ausstellung der digitalen EU-COVID-Zertifikate, einschließlich der Ausstellung neuer Zertifikate, verarbeitet werden, werden vom Aussteller nicht länger gespeichert, als es für deren Zwecke unbedingt erforderlich ist, und in keinem Fall länger als für den Zeitraum, für den die Zertifikate zur Ausübung des Rechts auf Freizügigkeit verwendet werden dürfen.

Niettegenstaande de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord zal de geldigheidstermijn van een herstelcertificaat niet de termijn van 180 dagen overschrijden.

Nonobstant les dispositions du présent accord de coopération, la validité d'un certificat de recouvrement n'excède pas 180 jours.

Ungeachtet der Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens darf die Gültigkeit eines Genesungszertifikats 180 Tage nicht überschreiten.

§2. De gegevens bedoeld in artikel 13, § 2 worden onmiddellijk verwijderd na de verwerking bedoeld in artikel 13, § 1.

§2. Les données visées à l'article 13, § 2 sont supprimées immédiatement après le traitement visé à l'article 13, § 1.

§ 2 - Die in Artikel 13 § 2 erwähnten Daten werden unverzüglich nach der in Artikel 13 § 1 erwähnten Verarbeitung vernichtet.

§3. De uitlezing van de gegevens zoals bepaald in artikelen 12 en 13 van dit samenwerkingsakkoord mogen maar uitgevoerd worden tot en met 30 september 2021.

§3. L'analyse des données telles que définies aux articles 12 et 13 du présent Accord de Coopération, ne peut être effectuée que jusqu'au 30 septembre 2021 inclus.

§ 3 - Die Analyse der Daten im Sinne der Artikel 12 und 13 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens darf nur bis zum 30. September 2021 einschließlich durchgeführt werden.

§4. De bewaartermijnen vermeld in §§1, 2 en 3 doen geen afbreuk aan de bewaartermijnen bepaald in het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 en het

§4. Les délais de conservation mentionnées aux §§1, 2 et 3 n'affectent pas les délais de conservation stipulées dans l'accord de coopération du 25

§ 4 - Die in den Paragraphen 1, 2 und 3 erwähnten Speicherfristen lassen die in dem Zusammenarbeitsabkommen vom 25. August 2020 und dem

samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021.

§5. Gelet op de geldigheid van 180 dagen voor het herstelcertificaat zoals bepaald in de EU Verordening en de bewaartermijnen vermeld in Art. 15 § 1 van het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 en artikel 6 van het Samenwerkingsakkoord van 12 maart 2021 krijgt Sciensano het recht om de gepseudonimiseerde persoonsgegevens van personen die tussen 18 december en 22 januari 2021 een positieve test hebben afgelegd uit Gegevensbank II van het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 te re-identificeren conform hetgeen bepaald in artikel 4, (5) van de Algemene Verordening Gegevensbescherming. Deze re-identificatie heeft tot doel de herstelcertificaten aan gerechtigde houders te kunnen bezorgen.

Titel VI: Verwerkingsverantwoordelijken

Art. 15. §1. De bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen, en Sciensano treden, ieder voor hun bevoegdheid, op als verwerkingsverantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in dit samenwerkingsakkoord.

août 2020 et l'accord de coopération du 12 mars 2021.

§5. Considérant la validité de 180 jours pour le certificat de rétablissement conformément au Règlement de l'UE et les périodes de conservation mentionnées dans l'Article 15 § 1 de l'Accord de coopération du 25 août 2020 et l'article 6 de l'Accord de coopération du 12 mars 2021, Sciensano acquiert le droit de ré-identifier, conformément aux dispositions établies dans l'article 4,(5) du Règlement Général sur la Protection des données, les données personnelles pseudonymisées des personnes qui ont été testées positives entre le 18 décembre et le 22 janvier 2021 de la base de données II de l'Accord de coopération du 25 août 2020. Le but de cette ré-identification est de pouvoir fournir des certificats de rétablissement aux ayants droit.

Titre VI : Les responsables du traitement

Art. 15. §1. Les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes, et Sciensano interviennent, chacune pour leur compétence, en tant que responsable du traitement des données à caractère personnel visées dans le présent accord de coopération.

Zusammenarbeitsabkommen vom 12. März 2021 bestimmten Speicherfristen unberührt.

§ 5 - Unter Berücksichtigung der Gültigkeit von 180 Tagen für Genesungszertifikate gemäß der EU-Verordnung und der in Artikel 15 § 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 und Artikel 6 des Zusammenarbeitsabkommens vom 12. März 2021 erwähnten Speicherfristen ist Sciensano berechtigt, gemäß den Bestimmungen in Artikel 4 Nr. 5 der Datenschutz-Grundverordnung die pseudonymisierten personenbezogenen Daten der zwischen dem 18. Dezember und dem 22. Januar 2021 positiv getesteten Personen aus der Datenbank II des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 zu re-identifizieren. Zweck dieser Re-Identifizierung ist es, Rechtsinhabern Genesungszertifikate ausstellen zu können.

Titel VI: Für die Verarbeitung Verantwortliche

Art. 15 - § 1 - Die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen und Sciensano handeln jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich als Verantwortliche für die Verarbeitung der im vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen

		erwähnten personenbezogenen Daten.
§2. De bevoegde gefedereerde entiteiten, door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen en Sciensano, ieder binnen diens bevoegdheidssfeer, bepalen op transparante wijze hun respectieve verantwoordelijkheden, met name wat betreft de uitoefening van de rechten van de betrokkene en het verstrekken van informatie. Hiertoe maken de bevoegde gefedereerde entiteiten en door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen de nodige afspraken waarin in het algemeen de verplichtingen eigen aan de verwerkingsverantwoordelijken en in het bijzonder de respectieve rollen en relaties van de verwerkingsverantwoordelijken ten opzichte van de betrokkenen bepaald worden.	§2. Les entités fédérées compétentes, les agences désignées par les entités fédérées compétentes et Sciensano, chacune dans leur sphère de compétence, déterminent de manière transparente leurs responsabilités respectives, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits de la personne concernée et la fourniture d'informations. Les entités fédérées compétentes et les agences désignées par les entités fédérées compétentes concluent les accords nécessaires à cet effet, lesquels définissent de manière générale les obligations propres aux responsables du traitement, et en particulier les rôles et relations respectifs des responsables du traitement vis-à-vis des personnes concernées.	§ 2 - Die zuständigen föderierten Teilgebiete, die von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen und Sciensano bestimmen jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich auf transparente Weise ihre jeweilige Verantwortung, insbesondere was die Ausübung der Rechte der betreffenden Personen und die Bereitstellung von Informationen betrifft. Zu diesem Zweck schließen die zuständigen föderierten Teilgebiete und die von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen die erforderlichen Vereinbarungen, in denen im Allgemeinen die Verpflichtungen der für die Verarbeitung Verantwortlichen und insbesondere die jeweiligen Rollen und Beziehungen der für die Verarbeitung Verantwortlichen den betreffenden Personen gegenüber bestimmt werden.
§3. Dit samenwerkingsakkoord laat artikel 13 van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 en artikel 7 van het samenwerkingsakkoord van 12 maart en de daarin aangeduide verwerkingsverantwoordelijken onverlet.	§3. Le présent accord de coopération ne porte pas préjudice à l'article 13 de l'accord de coopération du 25 août 2020 et à l'article 7 de l'accord de coopération du 12 mars et les responsables du traitement qui y sont désignés.	§ 3 - Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen lässt Artikel 13 des Zusammenarbeits-abkommens vom 25. August 2020 und Artikel 7 des Zusammenarbeitsabkommens vom 12. März 2021 und die darin bestimmten für die Verarbeitung Verantwortlichen unberührt.
Art. 16. §1. De bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen en Sciensano nemen, wat betreft het opmaken en de afgifte van de certificaten	**Art. 16.** §1. En ce qui concerne l'établissement et la délivrance des certificats visés à l'article 9, les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes et Sciensano prennent les mesures	**Art. 16** - § 1 - Was die Erstellung und Ausstellung der in Artikel 9 erwähnten Zertifikate betrifft, treffen die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten

zoals bedoeld in artikel 9 passende technische en organisatorische maatregelen overeenkomstig artikel 32 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming om een op het risico afgestemd beveiligingsniveau te waarborgen. Deze maatregelen worden nader bepaald door middel van een protocolakkoord.

techniques et opérationnelles adéquates conformément à l'article 32 du Règlement général sur la protection des données afin de garantir un niveau de protection adapté aux risques. Ces mesures sont définies plus avant au moyen d'un protocole d'accord.

Agenturen und Sciensano geeignete technische und organisatorische Maßnahmen gemäß Artikel 32 der Datenschutz-Grundverordnung, um ein den Risiken angemessenes Schutzniveau zu gewährleisten. Diese Maßnahmen werden durch ein Vereinbarungsprotokoll genau festgelegt.

§2. De bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen en Sciensano zullen, wat betreft het Covid Safe Ticket, voldoen aan de principes van gegevensbescherming door ontwerp en door standaardinstellingen zoals bepaald in artikel 25 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming. Deze principes zullen nader worden uitgewerkt door middel van een protocolakkoord.

§2. En ce qui concerne le Covid Safe Ticket, les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes et Sciensano respectent les principes de protection de données dès la conception et par défaut tels que définis à l'article 25 du Règlement général sur la protection des données. Ces principes seront élaborés plus avant au moyen d'un protocole d'accord.

§ 2 - Was das COVID Safe Ticket betrifft, erfüllen die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen Teilgebieten bestimmten Agenturen und Sciensano Datenschutzgrundsätze durch Technikgestaltung und durch Voreinstellungen wie in Artikel 25 der Datenschutz-Grundverordnung bestimmt. Diese Grundsätze werden in einem Vereinbarungsprotokoll weiter ausgearbeitet.

Titel VII: De COVIDScan-applicatie

Art. 17. §1. De COVIDScan-applicatie laat toe om via het scannen van de streepjescode van het digitaal EU-COVID-certificaat de echtheid en de geldigheid van een vaccinatie-, test- en/of herstelcertificaat te valideren en, desgevallend, het Covid Safe Ticket te generen door het scannen van de streepjescode van het digitaal EU-COVID-certificaat.

§2. De COVIDScan-applicatie zal beschikbaar zijn in twee uitvoeringsmodaliteiten:

Titre VII : L'application COVIDScan

Art. 17. §1. L'application COVIDScan permet de valider l'authenticité et la validité d'un certificat de vaccination, de test et/ou de rétablissement et, le cas échéant, de générer le Covid Safe Ticket, le tout en scannant le code-barre du certificat COVID numérique de l'UE.

§2. L'application COVIDScan est disponible en deux modalités de mise en œuvre :

Titel VII: Anwendung COVIDScan

Art. 17 - § 1 - Die COVIDScan-Anwendung ermöglicht es, durch Scannen des Strichcodes des digitalen EU-COVID-Zertifikats die Echtheit und Gültigkeit eines Impf-, Test- und/oder Genesungszertifikats zu validieren und gegebenenfalls durch Scannen des Strichcodes des digitalen EU-COVID-Zertifikats das Covid Safe Ticket zu generieren.

§ 2 - Die COVIDScan-Anwendung ist in zwei Durchführungsoptionen verfügbar:

1° een module voor de uitoefening van het recht van vrij verkeer binnen de Unie tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren; en
2° een module voor het lezen en, desgevallend, het genereren van het Covid Safe Ticket conform de bepalingen van artikel 12 en 13 van dit samenwerkingsakkoord (CST-module).

1° un module visant à faciliter l'exercice du droit de libre circulation au sein de l'Union pendant la pandémie de COVID-19 ;
2° un module pour lire et, le cas échéant, générer le Covid Safe Ticket conformément aux dispositions des articles 12 et 13 du présent accord de coopération (module CST).

1. ein Modul zur Erleichterung der Wahrnehmung des Rechts auf Freizügigkeit innerhalb der Union während der COVID-19-Pandemie,
2. ein Modul zum Einlesen und gegebenenfalls zur Generierung des Covid Safe Tickets gemäß den Bestimmungen der Artikel 12 und 13 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens (CST-Modul).

Afhankelijk van de technische mogelijkheden kunnen deze twee uitvoeringsmodaliteiten in één of twee afzonderlijke (versies van de) (mobiele) applicaties worden ontwikkeld.

En fonction des possibilités techniques, ces deux modalités de mise en œuvre peuvent être développées dans une ou deux (versions des) applications (mobiles) distinctes.

Je nach den technischen Möglichkeiten können diese beiden Durchführungsoptionen in einer oder zwei separaten (Versionen der) (mobilen) Anwendungen entwickelt werden.

§3. De COVIDScan-applicatie en diens modules respecteren de principes vervat in artikels 5 en 25 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

§3. L'application COVIDScan et ses modules respectent les principes contenus dans les articles 5 et 25 du Règlement général sur la protection des données.

§ 3 - Die COVIDScan-Anwendung und ihre Module stehen im Einklang mit den in den Artikeln 5 und 25 der Datenschutz-Grundverordnung enthaltenen Grundsätzen.

Enkel gegevens die noodzakelijk zijn om de echtheid en geldigheid van het certificaat te kunnen valideren, kunnen worden verwerkt, hierbij rekening houdend met de principes van gegevensbescherming door ontwerp en door standaardinstellingen. Deze categorieën van persoonsgegevens zijn limitatief opgesomd in artikel 11, §1 van dit samenwerkingsakkoord. Voor wat betreft de CST-module, zal deze voldoen aan hetgeen bepaald in artikel 13, § 2 van dit samenwerkingsakkoord.

Seules les données qui sont nécessaires pour pouvoir valider l'authenticité et la validité du certificat, peuvent être traitées, compte tenu des principes de protection des données dès la conception et par défaut. Ces catégories de données sont citées de manière limitative dans l'article 11, §1 du présent accord de coopération.
En ce qui concerne le module CST, il est conforme aux dispositions de l'article 13, § 2, du présent accord de coopération.

Es dürfen nur Daten verarbeitet werden, die zur Validierung der Echtheit und Gültigkeit des Zertifikats erforderlich sind, wobei die Datenschutzgrundsätze durch Technikgestaltung und durch Voreinstellungen berücksichtigt werden. Diese Datenkategorien sind in Artikel 11 § 1 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erschöpfend aufgeführt.
Das CST-Modul wird seinerseits den Bestimmungen von Artikel 13 § 2 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens entsprechen.

§4. Behoudens voor de personen bedoeld in artikel 10, §4, en in artikel 13, §3, gebeurt het

§4. Sauf pour les personnes visées à l'article 10, §4 et à l'article 13, §3, l'installation,

§ 4 - Außer für die in Artikel 10 § 4 und in Artikel 13 § 3 erwähnten Personen erfolgen

installeren, het gebruiken en het de-installeren van de COVIDScan-applicatie bedoeld in §1 door een gebruiker uitsluitend op vrijwillige basis. Het al dan niet installeren, het al dan niet gebruiken en het al dan niet de-installeren van de applicatie bedoeld in §1 van dit samenwerkingsakkoord kan geen aanleiding geven tot enige burgerrechtelijke of strafrechtelijke maatregel, tot enige discriminerende handeling of tot enig voordeel of nadeel, behoudens voor de doeleinden zoals bepaald in artikel 10, §4 en artikel 12 en voor de personen bedoeld in artikel 10,§ 4 en artikel 13, §3. Een schending van deze principes of het opleggen door een overheid, bedrijf of individu aan een ander individu tot het verplicht installeren, gebruiken en de-installeren van de applicaties bedoeld in §1 zal bestraft worden op grond van de gemeenrechtelijke regels.

l'utilisation et la désinstallation par un utilisateur de l'application COVIDScan visée aux §1, se fait exclusivement sur une base volontaire. L'installation ou non, l'utilisation ou non, la désinstallation ou non de l'application visée au §1 du présent accord de coopération ne peut pas donner lieu à une quelconque mesure civile ou pénale, à un quelconque acte discriminatoire ou à un quelconque avantage ou préjudice, sauf aux fins spécifiées à l'article 10, §4 et à l'article 12 et pour les personnes visées à l'article 10, §4 et à l'article 13, §3. Une violation de ces principes ou l'imposition par une autorité, une entreprise ou un individu à un autre individu d'obligatoirement installer, utiliser et désinstaller les applications visées au §1, seront sanctionnées conformément aux règles de droit commun.

Installation, Nutzung und Deinstallation der in § 1 erwähnten COVIDScan-Anwendung durch einen Nutzer ausschließlich auf freiwilliger Basis. Installation oder Nicht-Installation, Nutzung oder Nicht-Nutzung, Deinstallation oder Nicht-Deinstallation der in § 1 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erwähnten Anwendung darf zu keiner zivil- oder strafrechtlichen Maßnahme, zu keiner diskriminierenden Handlung oder zu keinem Vor- oder Nachteil Anlass geben, außer für die in Artikel 10 § 4 und Artikel 12 erwähnten Zwecke und für die in Artikel 10 § 4 und Artikel 13 § 3 erwähnten Personen. Die Nichtbeachtung dieser Grundsätze oder die Tatsache, dass eine Behörde, ein Unternehmen oder eine Einzelperson eine andere Person zwingt, die in § 1 erwähnten Anwendungen zu installieren, zu nutzen und zu deinstallieren, wird gemäß den Regeln des allgemeinen Rechts geahndet.

§5. De verdere werking van de COVIDScan-applicatie en de in dat kader noodzakelijke gegevensverwerkingen worden geregeld bij een uitvoerend samenwerkingsakkoord als bedoeld bij artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§5. Pour le reste, le fonctionnement d'applications COVIDScan et les traitements de données utiles dans ce cadre sont régis par un accord de coopération d'exécution tel que visé à l'article 92bis, §1, troisième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 5 - Im Übrigen werden die Funktionsweise der COVIDScan-Anwendung und die in diesem Rahmen notwendigen Datenverarbeitungen durch ein ausführendes Zusammenarbeits-abkommen wie in Artikel 92bis § 1 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnt geregelt.

§6. De gebruikers worden, bij de installatie en voor het gebruik van de COVIDScan-applicatie bedoeld in §1, geïnformeerd over de werking van de applicatie.

§6. Lors de l'installation et avant l'utilisation des applications visées aux § 1, les utilisateurs sont informés du fonctionnement de l'application.

§ 6 - Bei der Installation und vor der Nutzung der in § 1 erwähnten Anwendung werden Nutzer über die Funktionsweise der Anwendung informiert.

Hiertoe wordt op de website www.covidsafe.be alle nuttige informatie over de applicaties gepubliceerd, onder meer de functionaliteiten, de werking, de privacyverklaring en de gegevensbeschermingseffectbeo ordeling. De applicatie zelf bevat ook verwijzingen naar informatie over de functionaliteiten, de werking en de privacyverklaring.

Toutes les informations utiles relatives aux applications sont publiées à cet effet sur le site Web www.covidsafe.be, notamment les fonctionnalités, le fonctionnement, la déclaration de confidentialité et l'analyse d'impact relative à la protection des données. L'application contient elle-même des renvois aux informations relatives aux fonctionnalités, au fonctionnement et à la déclaration de confidentialité.

Zu diesem Zweck werden alle nützlichen Informationen über die Anwendungen auf der Website www.covidsafe.be veröffentlicht, einschließlich Funktionalitäten, Funktionsweise, Datenschutzerklärung und Datenschutz-Folgenabschätzung. Die Anwendung selbst enthält Verweise auf Informationen über Funktionalitäten, Funktionsweise und Datenschutzerklärung.

Titel VIII: Verwerking van PLF gegevens

Art. 18. §1. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder:

1° samenwerkingsakkoord: een samenwerkingsakkoord zoals bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

2° Saniport: de dienst sanitaire politie voor het internationaal verkeer die ressorteert onder de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

3° het PLF: het passagier lokalisatie formulier dat reizigers, voorafgaand aan hun reis naar België, dienen in te vullen en in voorkomend geval voorleggen aan de vervoerder voorafgaand aan het in- of opstappen;

Titre VIII : Traitement des données PLF

Art. 18. §1. Pour l'application de ce titre, on entend par :

1° accord de coopération : un accord de coopération prévu à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

2° Saniport : le service de police sanitaire du trafic international qui relève du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement ;

3° le PLF : le formulaire de localisation du passager qui est à remplir avant de se rendre en Belgique et à présenter le cas échéant au transporteur avant l'embarquement ;

Titel VIII: Verarbeitung von PLF-Daten

Art. 18 - § 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Titels versteht man unter:

1. Zusammenarbeitsabkommen: ein in Artikel 92bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgesehenes Zusammenarbeitsabkommen,

2. Saniport: den Dienst Hygienepolitik des grenzüberschreitenden Verkehrs, der dem Föderalen Öffentlichen Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt untersteht,

3. PLF: das Passenger Locator Form, das vor der Reise nach Belgien auszufüllen und gegebenenfalls dem Beförderer vor dem Einsteigen vorzulegen ist,

4° de PLF-gegevens: de gegevens afkomstig van het PLF, in elektronische vorm of op papier;	4° les données PLF : les données du PLF, en format électronique ou papier ;	4. PLF-Daten: die Daten aus dem PLF, in elektronischer Form oder auf Papier,
5° de PLF- Gegevensbank: de gegevensbank opgericht bij de Federale overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;	5° la base de données PLF : la base des données créée par le Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement ;	5. PLF-Datenbank: die Datenbank, die vom Föderalen Öffentlichen Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt eingerichtet worden ist,
6° het Rijksregisternummer: het nummer bedoeld in artikel 2, § 3 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen ;	6° numéro de Registre national: le numéro visé à l'article 2, § 3 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ;	6. Nationalregisternummer: die in Artikel 2 § 3 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnte Nationalregister-nummer.
Art. 19. De bepalingen van Titel VIII zijn van toepassing telkens en zolang door of krachtens een wet inzake bestuurlijke politie, reizigers verplicht zijn het PLF in te vullen.	**Art. 19.** Les dispositions du présent Titre VIII s'appliquent chaque fois et aussi longtemps que par ou en vertu d'une législation de police administrative, les voyageurs ont l'obligation de remplir un PLF.	**Art. 19** - Die Bestimmungen des vorliegenden Titels VIII gelten immer dann, wenn, beziehungsweise so lange, wie Reisende durch oder aufgrund verwaltungspolizeilicher Rechtsvorschriften verpflichtet sind, ein PLF auszufüllen.
Art. 20. Het PLF bevat de volgende categorieën van gegevens:	**Art. 20.** Le PLF contient les catégories de données suivantes :	**Art. 20** - Das PLF enthält folgende Datenkategorien:
1° de identificatie- en contactgegevens van de betrokkene en van zijn medereizigers ;	1° les données d'identification et de contact de la personne concernée et de ses co-voyageurs;	1. Identifizierungs- und Kontaktdaten der betreffenden Person und ihrer Mitreisenden,
2° de reisroute ;	2° l'itinéraire du voyage ;	2. Reiseroute,
3° de relevante informatie over de plaats(en) van verblijf binnen een bepaalde periode voor aankomst op het Belgisch grondgebied ;	3° l'information pertinente au sujet de (s) endroit (s) de séjour pendant une période déterminée avant l'arrivée sur le territoire belge l'indication de la volonté de l'intéressé de rester en Belgique ;	3. relevante Informationen über den/die Aufenthaltsort(e) innerhalb eines bestimmten Zeitraums vor der Ankunft auf belgischem Staatsgebiet,
4° de gebruikte vervoersmiddelen en de	4° le ou les moyens de transport utilisés et la ou les places	4. benutzte Beförderungsmittel und besetzte(r)

plaats(en) bezet in deze vervoersmiddelen ;

5° de reden voor het verblijf in België ;

6° de duur van het verblijf en de verblijfplaats(en) in België binnen een bepaalde periode na aankomst ;

7° de informatie die toelaat om het risico op besmetting te evalueren.

Art. 21. Het model van PLF wordt gepubliceerd op de website van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

Art. 22. De verwerking van de persoonsgegevens die opgenomen zijn in de PLF-gegevensbank beoogt de volgende doelstellingen :
a) de doelstellingen vastgelegd door of krachtens samenwerkingsakkoorden, wetten, decreten, ordonnanties die betrekking hebben op de verwerking van PLF gegevens ;
b) de doelstellingen van internationale akkoorden of beslissingen, die vervat zijn in het Internationaal Gezondheidsreglement van de Wereld Gezondheidsorganisatie en in het Besluit nr. 1082/2013/EU.

Art. 23. Saniport is verwerkingsverantwoordelijke van de PLF-gegevens.

occupées dans ces moyens de transport ;

5° le motif du séjour en Belgique ;

6° la durée de séjour et le ou les endroits de séjour en Belgique pendant une période déterminée après l'arrivée ;

7° l'information qui permet d'évaluer le risque de contamination.

Art. 21. Le modèle PLF est publié sur le site web du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Art. 22. Le traitement des données à caractère personnel contenues dans la base de données PLF vise les objectifs suivants :
a) les finalités telles que visées par ou en vertu des accords de coopération, des lois, des décrets et des règlements régissant le traitement des données relatives aux PLF ;
b) les objectifs des accords ou décisions internationaux, notamment ceux contenus dans le Règlement sanitaire international de l'Organisation mondiale de la santé et dans la décision n° 1082/2013/UE.

Art. 23. Saniport est responsable du traitement des données PLF.

Sitzplatz/Sitzplätze in diesen Beförderungsmitteln,

5. Grund des Aufenthalts in Belgien,

6. Aufenthaltsdauer und Aufenthaltsort(e) in Belgien innerhalb eines bestimmten Zeitraum nach der Ankunft,

7. Informationen, die eine Beurteilung des Kontaminationsrisikos ermöglichen.

Art. 21 - Die PLF-Muster wird auf der Website des Föderalen Öffentlichen Dienstes Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt veröffentlicht.

Art. 22 - Mit der Verarbeitung der in der PLF-Datenbank enthaltenen personenbezogenen Daten werden folgende Zielsetzungen verfolgt:
a) Zwecke wie in den oder aufgrund der Zusammenarbeitsabkommen, Gesetze, Dekrete und Ordonnanzen zur Regelung der Verarbeitung von PLF-Daten festgelegt,
b) Ziele internationaler Abkommen oder Beschlüsse, insbesondere die in den Internationalen Gesundheitsvorschriften der Weltgesundheitsorganisation und im Beschluss Nr. 1082/2013/EU enthaltenen Ziele.

Art. 23 - Saniport ist für die Verarbeitung der PLF-Daten verantwortlich.

Art. 24. Saniport heeft toegang tot het Rijksregister, alsook het gebruik van het Rijksregisternummer, met het oog op de identificatie van de reizigers, onder voorbehoud van het verkrijgen van een machtiging voor de toegang tot het Rijksregister bedoeld in artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Art. 24. Saniport a accès au Registre National, ainsi qu'à l'utilisation du numéro du Registre National, aux fins d'identification des voyageurs, sous réserve de l'obtention d'une autorisation d'accès au Registre National visée à l'article 5 de la loi du 8 août 1983 portant réglementation d'un Registre national des personnes physiques

Art. 24 - Saniport hat Zugriff auf das Nationalregister und die Nationalregisternummer zum Zwecke der Identifizierung von Reisenden, vorbehaltlich des Erhalts einer in Artikel 5 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnten Ermächtigung zum Zugriff auf das Nationalregister.

Art. 25. De PLF-gegevens die verzameld worden door Saniport, mogen niet langer worden bewaard dan nodig voor de doeleinden waarvoor ze worden verwerkt. Ze worden vernietigd uiterlijk 28 kalenderdagen na de aankomst van de betrokkenen op het Belgisch grondgebied.

Art. 25. Les données PLF qui sont collectées par Saniport, ne peuvent être conservées plus longtemps que nécessaire aux fins pour lesquelles elles sont traitées. Ces données sont détruites au plus tard 28 jours calendrier à compter de la date d'arrivée des personnes concernées sur le territoire Belge.

Art. 25 - Die von Saniport gesammelten PLF-Daten dürfen nicht länger gespeichert werden, als es für die Zwecke, für die sie verarbeitet werden, erforderlich ist. Diese Daten werden spätestens 28 Kalendertage nach dem Datum der Ankunft der betreffenden Personen auf belgischem Staatsgebiet vernichtet.

Alvorens de persoonsgegevens te vernietigen, worden de PLF – gegevens door Saniport zodanig anoniem gemaakt dat de betrokkenen niet meer identificeerbaar zijn met het oog op verdere verwerking van de anonieme gegevens voor wetenschappelijk of statistisch onderzoek en beleidsondersteuning inzake het coronavirus COVID-19, met inbegrip van epidemiologische monitoring door Sciensano.

Avant de détruire les données à caractère personnel, les données PLF sont rendues anonymes par Saniport de telle sorte que les personnes concernées ne sont plus identifiables en vue d'un traitement ultérieur à des fins d'enquête scientifiques ou statistiques ou de soutien à la gestion en matière de coronavirus COVID-19, en ce compris le monitoring épidémiologique réalisé par Sciensano.

Vor der Vernichtung der personenbezogenen Daten werden die PLF-Daten von Saniport so anonymisiert, dass die betreffenden Personen nicht mehr identifizierbar sind, und zwar im Hinblick auf eine Weiterverarbeitung zu wissenschaftlichen oder statistischen Forschungs¬zwecken oder zur Unterstützung der Politik in Bezug auf das Coronavirus COVID-19, einschließlich der epidemiologischen Überwachung durch Sciensano.

Art. 26. De hiernavolgende categorieën zijn ontvangers van PLF-gegevens :

1° de personen die deze gegevens nodig hebben voor de uitvoering

Art. 26. Les catégories suivantes sont des destinataires de données PLF :

1° les personnes qui ont besoin de ces données pour l'exécution des

Art. 26 - Folgende Kategorien sind Empfänger von PLF-Daten:

1. Personen, die diese Daten für die Ausführung von Aufträgen

van de opdrachten van algemeen belang die hen zijn opgedragen door of krachtens een samenwerkingsakkoord, een wet, een decreet of een ordonnantie ;

missions d'intérêt général qui leur sont confiées par ou en vertu d'un accord de coopération, d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance ;

allgemeinen Interesses benötigen, die ihnen durch oder aufgrund eines Zusammenarbeitsabkommens, eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Ordonnanz übertragen werden,

2° ingevolge de in artikel 22 b) vermelde internationale akkoorden en beslissingen, de bevoegde autoriteit of autoriteiten die op nationaal vlak verantwoordelijk zijn voor het alarmeren en het nemen van maatregelen die nodig zijn ter bescherming van de Volksgezondheid.

2° suite aux accords et décisions internationaux visés à l'article 22 b), la ou les autorités compétentes chargées au niveau national de notifier les alertes et de prendre les mesures nécessaires à la protection de la Santé publique.

2. aufgrund der in Artikel 22 Buchstabe b) erwähnten internationalen Abkommen und Beschlüsse, zuständige Behörde(n), die auf nationaler Ebene mit der Alarmierung und der Ergreifung erforderlicher Maßnahmen zum Schutz der öffentlichen Gesundheit betraut sind.

Art. 27. Saniport houdt toezicht op de naleving van de bepalingen van deze Titel en kan desgevallend de hulp inroepen van de politiediensten overeenkomstig artikel 44 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt.

Art. 27. Saniport contrôle le respect des dispositions de ce Titre et peut, si nécessaire, demander aux services de police de lui prêter main forte conformément à l'article 44 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.

Art. 27 - Saniport überwacht die Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Titels und kann erforderlichenfalls gemäß Artikel 44 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt die Polizeidienste zur Unterstützung anfordern.

De personeelsleden van Saniport dienen te beschikken over een legitimatiebewijs van de opdracht waarmee zij belast zijn.

Les membres du personnel de Saniport doivent disposer d'une preuve de légitimation pour la tâche dont ils sont chargés.

Die Personalmitglieder von Saniport müssen über eine Legitimationsbescheinigung für die Aufgabe, mit denen sie betraut sind, verfügen.

Titel IX: Verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België

Titre IX : Traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résident à l'étranger que effectuent des activités en Belgique

Titel IX: Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben

Art. 28. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder:

Art. 28. Pour l'application de ce titre, on entend par :

Art. 28 - Für die Anwendung des vorliegenden Titels versteht man unter:

1° ° het INSZ-nummer: het identificatienummer bedoeld in artikel 8,§1,1°of 2°, van de wet

1° numéro NISS : le numéro d'identification visé à l'article 8, § 1er, 1° ou 2°, de la loi du 15

1. ENSS: die in Artikel 8 § 1 Nr. 1 oder 2 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung

van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

2° gebruiker: iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon bij wie of voor wie door personen bedoeld in artikel 19 rechtstreeks of in onderaanneming werkzaamheden worden verricht;

3° grensarbeider: een werknemer die arbeid in loondienst verricht in een Lidstaat maar in een andere Lidstaat zijn woonplaats heeft waarnaar die werknemer in de regel dagelijks of ten minste éénmaal per week terugkeert;

§2. Iedere werkgever of gebruiker die tijdelijk een beroep doet op een in het buitenland wonende of verblijvende werknemer of zelfstandige voor het uitvoeren van werkzaamheden in België, met uitzondering van de natuurlijke persoon bij wie of voor wie de werkzaamheden voor strikt persoonlijke doeleinden geschieden, is verplicht om, vanaf het begin van de werkzaamheden tot en met de veertiende dag na het einde ervan, een geactualiseerd register bij te houden met volgende persoonsgegevens:

1° volgende identificatiegegevens van de in het buitenland wonende of verblijvende werknemer of zelfstandige:

a) de naam en voornamen;
b) de geboortedatum;
c) het INSZ-nummer;

janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

2° utilisateur: chaque personne physique ou morale auprès de laquelle ou pour laquelle sont occupés, directement ou en sous-traitance, des personnes visées au Titre VIII ;

3° travailleur frontalier: tout travailleur qui exerce une activité salariée dans un État membre et réside dans un autre État membre, où ce travailleur retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine.

§2. Chaque employeur ou utilisateur qui fait temporairement appel à un travailleur salarié ou à un travailleur indépendant vivant ou résidant à l'étranger pour effectuer en Belgique des activités à l'exception de la personne physique auprès de laquelle ou pour laquelle le travail s'effectue à des fins strictement privées, tient à jour, du début de travail jusqu'au quatorzième jour inclus après la fin de celui-ci, un registre comportant les données à caractère personnel suivantes:

1° les données d'identification du travailleur salarié ou du travailleur indépendant vivant ou résidant à l'étranger:

a) le nom et les prénoms;
b) la date de naissance;
c) le numéro NISS;

und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnte Erkennungsnummer,

2. Nutzern: natürliche oder juristische Personen, bei denen oder für die in Titel VIII erwähnte Personen direkt oder als Subunternehmer beschäftigt sind,

3. Grenzgängern: Arbeitnehmer, die eine Tätigkeit als Lohnempfänger in einem Mitgliedstaat ausüben und in einem anderen Mitgliedstaat wohnen, in den diese Arbeitnehmer in der Regel jeden Tag oder mindestens einmal pro Woche zurückkehren.

§ 2 - Arbeitgeber oder Nutzer, die zeitweilig auf einen im Ausland lebenden oder wohnenden Lohnempfänger beziehungsweise Selbständigen zurückgreifen, um in Belgien Tätigkeiten ausführen zu lassen, mit Ausnahme von natürlichen Personen, bei denen oder für die die Arbeit zu vollkommen privaten Zwecken erfolgt, führen vom Beginn der Arbeit bis einschließlich zum vierzehnten Tag nach Beendigung dieser Arbeit ein Register mit folgenden personenbezogenen Daten:

1. Identifizierungsdaten des im Ausland lebenden oder wohnenden Lohnempfängers beziehungsweise Selbständigen:

a) Namen und Vornamen,
b) Geburtsdatum,
c) ENSS,

2° de verblijfplaats van de werknemer of zelfstandige gedurende zijn werkzaamheden in België;

3° het telefoonnummer waarop de werknemer of zelfstandige kan worden gecontacteerd;

4° in voorkomend geval, de aanduiding van de personen waarmee de werknemer of zelfstandige tijdens zijn werkzaamheden in België samenwerkt.
De verplichting tot registratie is niet van toepassing op de tewerkstelling van grensarbeiders en geldt evenmin wanneer het verblijf van de in het buitenland wonende of verblijvende werknemer of zelfstandige in België minder dan 48 uur duurt.

De persoonsgegevens bedoeld in het eerste lid mogen uitsluitend worden gebruikt met het oog op de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19, met inbegrip van het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten op eenzelfde adres.

Het register bedoeld in het eerste lid wordt ter beschikking gehouden van de sociaal inspecteurs bedoeld in artikel 17, § 2, tweede lid, van het Sociaal Strafwetboek alsook van de gefedereerde entiteiten en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangewezen agentschappen die bevoegd zijn inzake contactonderzoek.

2° le lieu de résidence du travailleur salarié ou du travailleur indépendant durant ses travaux en Belgique;

3° le numéro de téléphone, auquel le travailleur salarié ou le travailleur indépendant peut être contacté;

4° le cas échéant, l'indication des personnes avec lesquelles le travailleur salarié ou le travailleur indépendant travaille lors de son travail en Belgique.
L'obligation d'enregistrement ne vaut pas pour l'emploi de travailleurs frontaliers et ne s'applique pas non plus lorsque le séjour en Belgique d'un travailleur salarié ou d'un travailleur indépendant vivant ou résidant à l'étranger n'excède pas 48 heures.

Les données à caractère personnel visées à l'alinéa 1er ne peuvent être utilisées à d'autre fins que la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19, y compris le traçage et le suivi de clusters et collectivités situés à la même adresse.

Le registre visé à l'alinéa 1er est tenu à la disposition des inspecteurs sociaux visées à l’article 17, § 2, alinéa 2, du code pénal social et des entités fédérées compétents et des agences désignées par les entités fédérées compétentes en matière de suivi des contacts.

2. Wohnort des Lohnempfängers beziehungsweise Selbständigen während seiner Arbeit in Belgien,

3. Telefonnummer, unter der der Lohnempfänger beziehungsweise Selbständige kontaktiert werden kann,

4. gegebenenfalls Angabe der Personen, mit denen der Lohnempfänger beziehungs-weise Selbständige während seiner Arbeit in Belgien arbeitet.

Die Registrierungspflicht gilt nicht für die Beschäftigung von Grenzgängern und findet ebenfalls keine Anwendung, wenn der Aufenthalt in Belgien eines im Ausland lebenden oder wohnenden Lohnempfängers beziehungsweise Selbständigen 48 Stunden nicht übersteigt.

Die in Absatz 1 erwähnten personenbezogenen Daten dürfen nicht zu anderen Zwecken als zur Bekämpfung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 verwendet werden, einschließlich Tracing und Rückverfolgung von Clustern und Personengemeinschaften unter derselben Adresse.

Das in Absatz 1 erwähnte Register steht den in Artikel 17 § 2 Absatz 2 des Sozialstrafgesetzbuches erwähnten Sozialinspektoren und den zuständigen föderierten Teilgebieten und den von den zuständigen Teilgebieten bestimmten Agenturen im Bereich Kontaktermittlung zur Verfügung.

De persoonsgegevens vervat in het register bedoeld in het eerste lid worden door de werkgever of gebruiker vernietigd na veertien kalenderdagen rekenen vanaf de datum van het einde van de betreffende werkzaamheden.

Les données à caractère personnel contenues dans le registre visé à l'alinéa 1er sont détruites par l'employeur ou l'utilisateur après 14 jours calendrier à compter de la date de la fin du travail concerné.

Personenbezogene Daten, die in dem in Absatz 1 erwähnten Register enthalten sind, werden vom Arbeitgeber oder Nutzer nach 14 Kalendertagen ab Beendigung der betreffenden Arbeit vernichtet.

Art. 29. Indien de in het buitenland wonende of verblijvende werknemer of zelfstandige die werkzaamheden uitvoert in België ertoe gehouden is het PLF in te vullen, dan dient de werkgever of gebruiker die tijdelijk op hem een beroep doet voor de uitvoering van werkzaamheden in België, met uitzondering van de natuurlijke persoon bij wie of voor wie de werkzaamheden voor strikt persoonlijke doeleinden geschieden, vóór de aanvang van de werkzaamheden na te gaan of het PLF effectief werd ingevuld.

Art. 29. Lorsque le travailleur salarié ou le travailleur indépendant vivant ou résidant à l'étranger qui effectue des activités en Belgique est tenu de compléter le PLF, l'employeur ou l'utilisateur qui fait temporairement appel à lui pour effectuer en Belgique des activités, à l'exception de la personne physique auprès de laquelle ou pour laquelle le travail s'effectue à des fins strictement privées, est tenu de vérifier avant le début du travail si le PLF a effectivement été complété.

Art. 29 - Wenn ein Lohnempfänger beziehungsweise Selbständiger, der im Ausland lebt oder wohnt und in Belgien Tätigkeiten ausübt, verpflichtet ist, das PLF auszufüllen, ist der Arbeitgeber oder Nutzer, der zeitweilig auf ihn zurückgreift, um in Belgien Tätigkeiten ausführen zu lassen, mit Ausnahme von natürlichen Personen, bei denen oder für die die Arbeit zu vollkommen privaten Zwecken erfolgt, verpflichtet, vor Beginn der Arbeit zu überprüfen, ob das PLF tatsächlich ausgefüllt worden ist.

Bij gebrek aan bewijs dat dit formulier werd ingevuld, dient de werkgever of gebruiker erover te waken dat het PLF ingevuld is uiterlijk op het moment waarop de in het buitenland wonende of verblijvende werknemer of zelfstandige de werkzaamheden in België aanvat.

En l'absence de la preuve que ledit formulaire a été rempli, l'employeur ou l'utilisateur veille à ce que le PLF soit complété au plus tard ou moment où le travailleur salarié ou le travailleur indépendant vivant ou résidant à l'étranger commence à travailler en Belgique.

Liegt kein Nachweis vor, dass dieses Formular ausgefüllt worden ist, sorgt der Arbeitgeber beziehungsweise Nutzer dafür, dass das PLF spätestens dann ausgefüllt wird, wenn der im Ausland lebende oder wohnende Lohnempfänger beziehungsweise Selbständige seine Arbeit in Belgien aufnimmt.

Art. 30. Indien de in het buitenland wonende of verblijvende werknemer of zelfstandige die werkzaamheden uitvoert in België ertoe gehouden is te beschikken over een negatief resultaat van een test die voorafgaand aan de aankomst op Belgisch grondgebied werd afgenomen, dan dient de betrokkene het bewijs van dit negatief testresultaat bij zich te

Art. 30. Lorsque le travailleur salarié ou le travailleur indépendant vivant ou résidant à l'étranger qui effectue des activités en Belgique est tenu de disposer d'un résultat de test négatif sur la base d'un test effectué préalablement à l'arrivée sur le territoire belge, la personne concernée est tenue de garder la preuve de ce résultat de test négatif auprès d'elle jusqu'au

Art. 30 - Wenn ein Lohnempfänger beziehungsweise Selbständiger, der im Ausland lebt oder wohnt und in Belgien Tätigkeiten ausübt, verpflichtet ist, ein negatives Testergebnis auf der Grundlage eines vor Ankunft auf belgischem Staatsgebiet durchgeführten Tests vorzuweisen, ist die betreffende Person verpflichtet, den

houden tot en met de veertiende kalenderdag na de datum van aankomst op het Belgisch grondgebied.

quatorzième jour calendrier après la date d'arrivée sur le territoire belge.

Nachweis dieses negativen Testergebnisses bis zum vierzehnten Kalendertag nach dem Datum der Ankunft auf belgischem Gebiet mit sich zu führen.

Met het oog op de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19, kan dit negatief testresultaat worden gecontroleerd door de preventieadviseurs-arbeidsartsen en door de sociaal inspecteurs bedoeld in artikel 17, § 2, tweede lid, van het Sociaal Strafwetboek.

En vue de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19, ce résultat négatif peut être contrôlé par les conseillers en prévention-médecins du travail et par les inspecteurs sociaux visés à l'article 17, § 2, alinéa 2, du code pénal social.

Im Hinblick auf die Bekämpfung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 kann dieses negative Ergebnis von den Gefahrenverhütungsberater-Arbeitsärzten und von den in Artikel 17 § 2 Absatz 2 des Sozialstrafgesetzbuches erwähnten Sozialinspektoren überprüft werden.

Titel X: Slotbepalingen

Art. 31. De geschillen tussen de partijen bij dit samenwerkingsakkoord met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht, in de zin van artikel 92bis, §5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De leden van dit rechtscollege worden respectievelijk aangeduid door de Ministerraad, de Vlaamse regering, de regering van de Franse Gemeenschap, de regering van de Duitstalige Gemeenschap, het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Waalse regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Titre X : Disposition finales

Art. 31. Les litiges entre les parties du présent accord de coopération concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord de coopération, sont soumis à une juridiction de coopération au sens de l'article 92bis, §5 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Les membres de cette juridiction sont respectivement désignés par le Conseil des Ministres, le Gouvernement flamand, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Communauté germanophone, le Collège réuni de la Commission communautaire commune, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française.

Titel X: Schlussbestimmungen

Art. 31 - Rechtsstreite zwischen den Parteien des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens in Bezug auf die Auslegung oder die Ausführung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden einem Zusammenarbeitsgericht im Sinne von Artikel 92bis § 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgelegt.

Die Mitglieder dieses Gerichts werden von dem Ministerrat, der Flämischen Regierung, der Regierung der Französischen Gemeinschaft, der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, dem Vereinigten Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Regierung beziehungsweise dem Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission bestimmt.

De werkingskosten van het rechtscollege worden gelijk verdeeld over de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Les frais de fonctionnement de la juridiction sont répartis équitablement entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française.

Die Funktionskosten des Gerichts werden zu gleichen Teilen unter dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission aufgeteilt.

Art. 32. Het Overlegcomité houdt toezicht op de uitvoering en naleving van dit samenwerkingsakkoord en legt, indien nodig, voorstellen tot aanpassing voor. Eveneens oefent het Overlegcomité een bemiddelingsfunctie uit in het kader van dit samenwerkingsakkoord alvorens geschillen worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht zoals bepaald in artikel 16.

Art. 32. Le Comité de Concertation surveille l'exécution et le respect du présent accord de coopération et soumet, si nécessaire, des propositions d'adaptation. Le Comité de Concertation exerce également une fonction de médiateur dans le cadre du présent accord de coopération avant que les litiges soient soumis à une juridiction de coopération telle que définie à l'article 16.

Art. 32 - Der Konzertierungsausschuss überwacht die Ausführung und die Einhaltung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens und unterbreitet erforderlichenfalls Anpassungsvorschläge. Der Konzertierungsausschuss nimmt im Rahmen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens ebenfalls eine Vermittlerrolle wahr, bevor Streitfälle einem Zusammenarbeitsgericht wie in Artikel 31 bestimmt vorgelegt werden.

Art. 33. §1. De bepalingen van Titel I tem Titel VII van dit samenwerkingsakkoord hebben uitwerking met ingang van:

Art. 33. §1. Les dispositions des Titres I à VII de ce présent accord de coopération entre en vigueur à partir du :

Art. 33 - § 1 - Die Bestimmungen der Titel I bis VII des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens sind wirksam:

1° van 16 juni tot en met 30 juni 2021 voor wat betreft de verwerking van de gegevens zoals bedoeld in artikel 9, §§ 1, 2 en 3 ter opmaak en afgifte van de vaccinatie-, test- en herstelcertificaten;

1° du 16 juin au 30 juin 2021 en ce qui concerne le traitement des données visées à l'article 9, §§ 1, 2 et 3 aux fins de l'établissement et de la délivrance des certificats de vaccination, de test et de rétablissement ;

1. vom 16. Juni bis zum 30. Juni 2021 in Bezug auf die Verarbeitung der in Artikel 9 §§ 1, 2 und 3 erwähnten Daten zum Zwecke der Erstellung und Ausstellung der Impf-, Test- und Genesungszertifikate,

2° van 16 juni tot en met 30 juni 2021 voor wat betreft het opmaken en afgeven van het digitaal EU-COVID-certificaat en de daarmee gepaard gaande verwerkingen van

2° du 16 juin au 30 juin 2021 en ce qui concerne le traitement des données telles que visées à l'article 9, §§ 1, 2 et 3 pour la création et la délivrance du certificat COVID numérique de

2. vom 16. Juni bis zum 30. Juni 2021 in Bezug auf die Erstellung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats und die damit verbundenen Verarbeitungen personen-

persoonsgegevens conform artikel 11, §1 van dit samenwerkingsakkoord;	l'UE et le traitement connexe des données à caractère personnel conformément à l'article 11, §1 du présent accord de coopération	bezogener Daten gemäß Artikel 11 § 1 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens,
3° vanaf de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord tot en met 30 september 2021voor wat betreft het genereren en het gebruik van het Covid Safe Ticket;	3° à partir de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération au 30 septembre 2021 en ce qui concerne le générer et l'utilisation du Covid Safe Ticket ;	3. ab Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens bis zum 30. September 2021 in Bezug auf die Generierung und Nutzung des Covid Safe Tickets.
§2. De bepalingen die inhoudelijk overeenstemmen met [protocolakkoord / of andere tijdelijke voorgestelde oplossing] hebben terugwerkende kracht vanaf 16 juni 2021.	§2. Les dispositions dont le contenu est conforme au [protocole d'accord / ou une autre solution temporaire proposée] ont un effet rétroactif à partir du 16 juin 2021.	§ 2 - Die Bestimmungen, deren Inhalt dem [Vereinbarungsprotokoll/oder einer anderen zeitweiligen vorgeschlagenen Lösung] entspricht, gelten rückwirkend ab dem 16. Juni 2021.
§3. Gelet op de directe werking van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat en de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat, zullen de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord die inhoudelijk overeenstemmen met de bepalingen van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat en de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat worden vervangen door de respectievelijke bepalingen van deze Verordeningen.	§3. Vu l'application directe du Règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE et le Règlement relatif au certificat COVID numérique pour les ressortissants de pays tiers, les dispositions du présent accord de coopération correspondant en substance aux dispositions du Règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE et le Règlement relatif au certificat COVID numérique pour les ressortissants de pays tiers sont remplacées par les dispositions respectives de ces Règlements.	§ 3 - Aufgrund der unverzüglichen Anwendung der Verordnung über digitale EU-COVID-Zertifikate und der Verordnung über digitale COVID-Zertifikate für Drittstaatsangehörige werden die Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeits-abkommens, die inhaltlich mit den Bestimmungen der Verordnung über digitale EU-COVID-Zertifikate und der Verordnung über digitale COVID-Zertifikate für Drittstaatsangehörige entsprechen, durch die Bestimmungen dieser Verordnungen ersetzt.
§4. Onverminderd hetgeen bepaald in artikel 19, hebben de bepalingen van Titel VIII uitwerking met ingang van 10 juli 2020.	§4. Sans préjudice des dispositions de l'article 19, les dispositions du Titre VIII prennent effet à compter du 10 juillet 2020.	§ 4 - Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 19 treten die Bestimmungen von Titel VIII ab dem 10. Juli 2020 in Kraft.
§5. De bepalingen van Titel IX treden in werking op de datum van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de laatste wetgevende handeling tot	§5. Les dispositions du Titre IX entrent en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge du dernier acte législatif portant	§ 5 - Die Bestimmungen von Titel IX treten am Tag der Veröffentlichung des letzten Gesetzgebungsakts zur Billigung des vorliegenden

instemming met het samenwerkingsakkoord.

assentiment du présent accord de coopération.

Zusammenarbeitsabkommens im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

§6. De bepalingen van Titel IX treden buiten werking uiterlijk op de datum van de publicatie van het koninklijk besluit dat het einde van de coronavirus COVID-19- pandemie afkondigt.

§6. Les dispositions du titre IX cessent d'être en vigueur au plus tard à la date de la publication de l'arrêté royal proclamant la fin de l'épidémie du coronavirus COVID-19.

§ 6 - Die Bestimmungen von Titel IX treten spätestens am Tag der Veröffentlichung des Königlichen Erlasses zur Erklärung der Beendigung des Zustands der Epidemie des Coronavirus COVID-19 außer Kraft.

§7. De partijen kunnen voor iedere bepaling van Titel IX een datum van buitenwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum bedoeld in §6. In voorkomend geval, hebben de deze bepalingen uitwerking tot en met de datum waarop het Centrale Secretarie van het Overlegcomité het schriftelijke akkoord met de buitenwerkingtreding heeft ontvangen van alle partijen en na de bekendmaking van een bericht in het Belgisch Staatsblad met de bevestiging van dit schriftelijk akkoord.

§7. Les parties peuvent fixer une date de fin de vigueur antérieure à celle fixée au paragraphe 6, pour chacune des dispositions du Titre IX. Le cas échéant, ces dispositions produisent leurs effet jusqu'au jour où le Secrétariat central du Comité de concertation a reçu l'accord écrit de toutes les parties avec la fin de vigueur de coopération et après la publication d'une communication confirmant cet accord écrit au Moniteur belge.

§ 7 - Für jede Bestimmung von Titel IX können die Parteien das Außerkrafttreten auf ein früheres als das in § 6 erwähnte Datum festlegen. Diese Bestimmungen bleiben gegebenenfalls bis zum Eingang des schriftlichen Einverständnisses aller Parteien mit der Beendigung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens beim Zentralen Sekretariat des Konzertierungsausschusses und nach Veröffentlichung eines Vermerks im Belgischen Staatsblatt über die Bestätigung dieses schriftlichen Einverständnisses in Kraft.

Gedaan te Brussel, op 25.6.2021

in één origineel exemplaar.

Fait à Bruxelles, le 25.6.2021

en un exemplaire original.

Brüssel, den 25.6.2021

in einer Originalausfertigung.

De Eerste Minister,

Le Premier Ministre,

Der Premierminister

A. DE CROO

De vice-Eersteminister en Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Buitenlandse Handel, en van de Federale Culturele Instellingen

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales

Der Vizepremierminister und Minister für auswärtige Angelegenheiten, Europaangelegenheiten und Außenwirtschaft und der Kulturinstitutionen des Bundes

S. WILMES

De Vice-Eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Der Vizepremierminister und Minister der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit

F. VANDENBROUCKE

Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing

Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique

Innenminister, institutionelle Reformen und demokratische Erneuerung

A. VERLINDEN

Staatssecretaris voor Asiel en Migratie

Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration

Staatssekretär für Asyl und Migration

S. MAHDI

Staatssecretaris voor Digitalisering

Secrétaire d'État à la Digitalisation

Staatssekretär für Digitalisierung

M. MICHEL

De Minister-President van de Vlaamse Regering en Vlaams Minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, ICT en Facilitair Management van de Vlaamse Regering,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de la Politique extérieure, de la Culture, la TI et les Services généraux,

Der Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämischer Minister der Außenpolitik, der Kultur, der IKT und der Allgemeinen Dienste der Flämischen Regierung

J. JAMBON

De Vlaams Minister van Welzijn, Volksgezondheid, Gezin en Armoedebestrijding van de Vlaamse Regering,

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,

Der Flämische Minister des Wohlbefindens, der Volksgesundheit, der Familie und der Armutsbekämpfung

W. BEKE

De Minister-President van de Franse Gemeenschap,

Le Ministre-Président de la Communauté française,

Der Ministerpräsident der Französischen Gemeinschaft

P.Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Kinderwohlfahrt, Gesundheit, Kultur,
Medien und Frauenrechte,

B. LINARD

Minister voor Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Jeugdzorg, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Die Ministerin für Hochschulwesen, Weiterbildungsunterricht, wissenschaftliche Forschung, Universitätskrankenhäuser, Jugendhilfe, Justizhäuser, Jugend, Sport und die Promotion von Brüssel

V. GLATIGNY

De Minister-President van de Waalse Regering,

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

Der Ministerpräsident der Wallonischen Regierung

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten van de Waalse Regering,

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes du Gouvernement wallon,

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, Soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Frauenrechte der Wallonischen Regierung

C. MORREALE

De Minister-President en Minister van Lokale Besturen en Financiën van de Duitstalige Gemeenschap,

Le Ministre-Président et Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances de la Communauté germanophone,

Der Ministerpräsident und Minister für lokale Behörden und Finanzen der Deutschsprachigen Gemeinschaft

O. PAASCH

De Vice-Minister-President en Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Le Vice-Ministre-Président et Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement de la Communauté germanophone,

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft

A. ANTONIADIS

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Der Präsident des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission

R. VERVOORT

Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, belast met Gezondheid en Welzijn

Le membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune, ayant la Santé et l'Action sociale dans ses attributions

Das Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, zuständig für die Gesundheit und die Soziale Aktion

A. MARON

Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, belast met Gezondheid en Welzijn

Le membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune, ayant la Santé et l'Action sociale dans ses attributions

Das Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, zuständig für die Gesundheit und die Soziale Aktion

E. VAN DEN BRANDT

De Minister-President belast met de promotie van de gezondheid

La Ministre-Présidente chargée de la promotion de la santé

Die Ministerpräsidentin, beauftragt mit der Gesundheitsförderung

B. TRACHTE

De Minister, lid van het College belast met Maatschappelijk welzijn en Gezondheid

Le Ministre, membre du Collège chargé de l'action sociale et de la santé

Der Minister, Mitglied des Kollegiums, beauftragt mit Sozialen Maßnahmen und Gesundheit

A. MARON